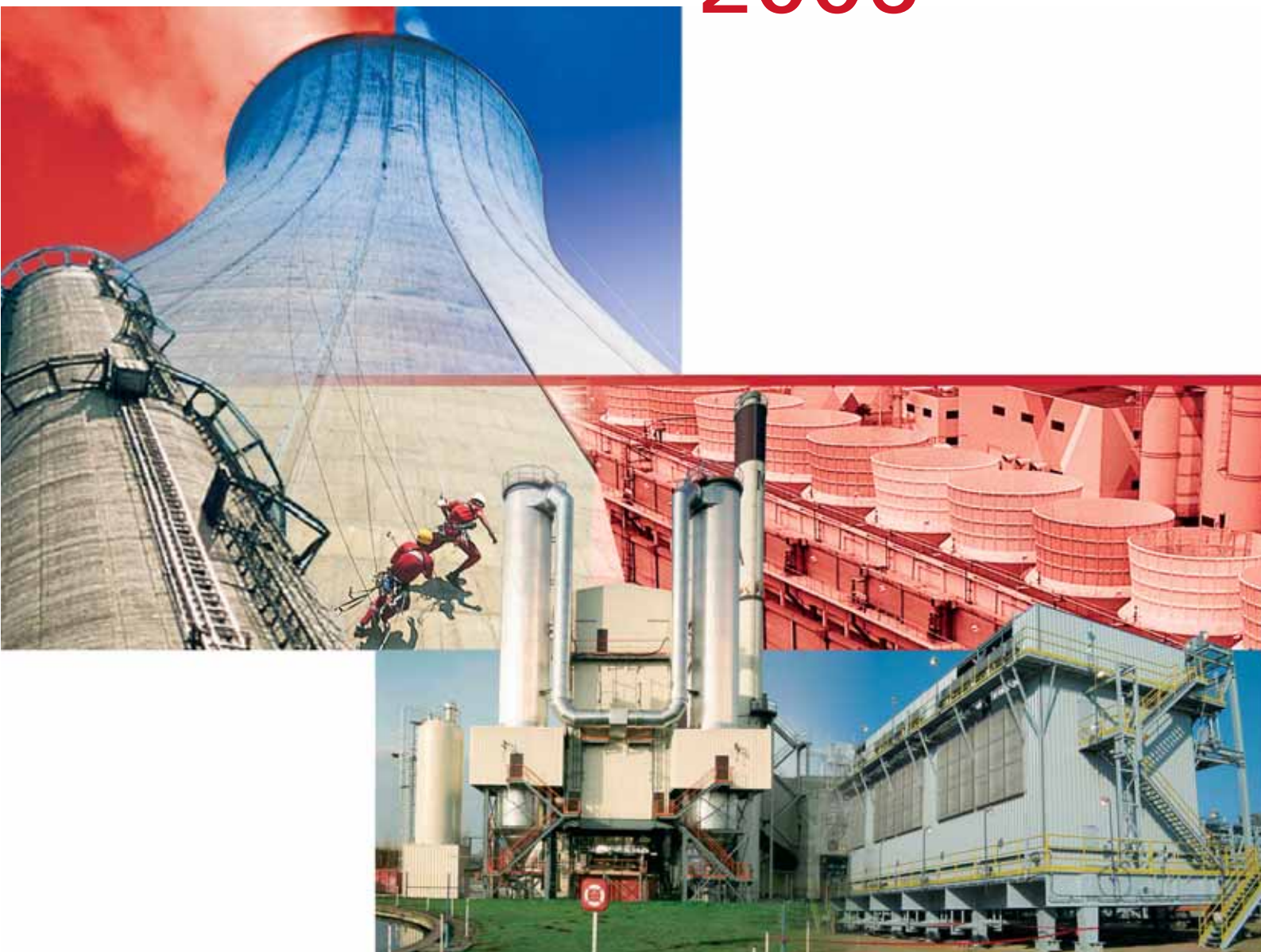


HAMON

RAPPORT ANNUEL **2006**



RAPPORT ANNUEL 2006

Table des matières

Chiffres clés	2
Discussion avec l'Administrateur Délégué	4
Profil du Groupe	7
Événements importants 2006	9
Rapport de gestion	10
Evolution des marchés du Groupe Hamon	19
Systèmes de refroidissement	21
Echangeurs de chaleur	22
Dépollution de l'air Europe	23
Dépollution de l'air USA	24
Cheminées	25
Ressources humaines	26
Relations avec les actionnaires	27
Gouvernance d'entreprise	29
Etats financiers	32
Comment nous contacter	87

CHIFFRES CLÉS

Norme comptable utilisée en EUR million	IFRS 2006	IFRS 2005	IFRS 2004
COMPTE DE RESULTATS			
Chiffre d'affaires	354,4	283,7	194,4
EBITDA ⁽¹⁾	36,2	26,1	11,2
EBIT (résultat opérationnel après coûts de restructuration)	32,4	20,5	1,1
Résultat net des activités poursuivies	14,9	22,9	(3,5)
Résultat net des activités abandonnées	(1,8)	(15,7)	(15,3)
Résultat net part du groupe	13,0	7,1	(18,8)
Cash flow ⁽²⁾	13,9	2,5	(6,1)
BILAN			
Actifs non courants	59,9	66,4	55,2
Actifs financiers et non courants détenus en vue de la vente	0,1	1,8	86,7
Trésorerie et équivalent	24,4	20,0	12,7
Autres actifs courants	127,9	111,3	73,6
Total actif	212,4	199,5	228,2
Capitaux propres ⁽³⁾	19,1	(10,5)	(33,0)
dont intérêts minoritaires	0,3	0,2	(0,0)
Passifs financiers (courants & non courants, hors empr. sub.)	66,4	86,9	77,4
Emprunt subordonné	0,0	0,0	6,3
Provisions non courantes	4,2	8,3	9,1
Autres passifs non courants	6,1	3,3	1,8
Passifs non courants détenus en vue de la vente	0,0	0,0	82,7
Passifs courants (hors financier)	116,5	111,5	84,0
Total passif & capitaux propres	212,4	199,5	228,2
Besoin en fonds de roulement ⁽⁴⁾	11,3	(0,2)	(10,4)
Dettes financières nettes ⁽⁵⁾	42,0	66,9	64,7
Capitaux employés = actifs nets ⁽⁶⁾	71,4	68,0	48,8
Effectif moyen de l'année	779	769	832
RATIOS			
EBIT / chiffre d'affaires	9,1%	7,2%	0,5%
ROCE ⁽⁷⁾	45,4%	30,1%	2,2%
Gearing ⁽⁸⁾	2,2	(6,4)	(2,0)

(1) Résultat opérationnel avant amortissements et coûts de restructuration

(2) Flux de trésorerie d'exploitation après restructuration

(3) Capitaux propres y compris intérêts minoritaires; après répartition bénéficiaire

(4) Actifs circulants (hors trésorerie et équivalent) – dettes courantes non financières (activités poursuivies uniquement)

(5) Passifs financiers (hors emprunt subordonné) – trésorerie et équivalents

(6) Actifs non courants + besoin en fonds de roulement + actifs nets non courants détenus en vue de la vente

(7) EBIT / capitaux employés

(8) Dettes financières nettes / capitaux propres (y compris minoritaires)

CHIFFRES CLÉS (suite)

Norme comptable utilisée (en EUR/action)	IFRS 2006	IFRS 2005	IFRS 2004
DONNEES PAR ACTION			
Résultat net part du groupe	2,2	1,6	(7,0)
Résultat net des activités poursuivies	2,5	5,1	(1,3)
Capitaux propres (hors intérêts tiers)	3,2	(2,4)	(12,2)
Dividende brut	0	0	0
Valeur d'entreprise / EBITDA ⁽⁹⁾	6,4	3,8	7,2
P/E (cours au 31.12) ⁽¹⁰⁾	10,6	1,1	non significatif
Nombre total d'actions pondéré	5.948.680	4.458.340	2.703.579
Nombre total d'actions au 31.12	7.191.472	5.874.310	2.703.579
Capitalisation au cours du 31.12	190.574.008	34.364.714	11.084.674
Cours au 31.12	26,50	5,85	4,10
Cours moyen	13,93	4,97	4,87

(9) Valeur d'entreprise = capitalisation boursière au 31.12 + minoritaires + dette financière nette + dette subordonnée - participations financières

(10) Cours action 31.12 / résultat net activités poursuivies par action

DISCUSSION AVEC L'ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ

2006 est une année record où les objectifs financiers ont été dépassés et qui nous conforte sur le chemin de la croissance. Cette croissance devrait continuer en 2007, confirmée par un carnet de commandes en hausse de 22% par rapport à l'année précédente pour la même période, explique Francis Lambilliotte Administrateur Délégué du Groupe.

Les performances 2006 sont très bonnes, et ce dans les différentes activités du Groupe. En 2006, le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 25%, et les prises de commandes de 37% par rapport à 2005. Last but not least, nous avons dépassé notre objectif en ce qui concerne la marge opérationnelle qui s'élève à 9,1% des ventes contre 7,2% en 2005. Hamon affiche en 2006 un bénéfice net historique de EUR 13 millions, en hausse de 84%.

Les performances au sein des business units du Groupe qui regroupent l'ensemble de nos produits sont plus que satisfaisantes. Ces cinq business units affichent une croissance à deux chiffres. Par rapport à 2005, les systèmes de refroidissement génèrent des ventes en hausse de 23%, stimulées surtout par les marchés du Moyen-Orient et d'Asie mais aussi par le marché européen où les électriciens ont relancé les programmes d'investissements. Ainsi plusieurs clients, des géants dans la production d'électricité – EDF, Electrabel, RWE, etc. – ont renouvelé leur confiance dans la capacité technico-économique du Groupe. Les ventes d'échangeurs de chaleur process ont augmenté de 71% par rapport à 2005; cette business unit est très active au Moyen-Orient où le prix du baril de pétrole a dynamisé les investissements. En ce qui concerne la dépollution de l'air en Europe, les ventes ont augmenté de près de 10% par rapport à 2005. Les activités ont été importantes au Moyen-Orient et en Afrique, demandeurs de systèmes de dépoussiérage, et aussi en Europe, notamment en lavage de gaz émis par les incinérateurs. Aux États-Unis, la business unit Dépollution de l'air connaît toujours une demande soutenue, quoique stabilisée, qui n'a pas détérioré sa rentabilité bien au contraire. En effet, son EBIT a augmenté de 33%. Cette business unit a gagné de beaux projets en dépoussiérage dans les domaines de la pétrochimie et de la production d'électricité ainsi qu'en traitement des gaz (licence Exxon Technologies) et de la désulfuration sèche.



M. Francis Lambilliotte, Administrateur Délégué

Et enfin, la business unit Cheminées connue sous le nom de Custodis, un des deux grands acteurs sur le marché américain, génère des ventes et une rentabilité en augmentation, conformément aux prévisions. Son marché est stimulé par le programme de rénovation et de mise en conformité aux normes de pollution des centrales électriques (upgrade program) ainsi que la maintenance ou la rénovation des cheminées existantes.

Quels sont les faits saillants de l'année 2006?

Nous avons continué à refaçonner le Groupe Hamon de manière à rendre notre organisation compétitive et en mesure de répondre aux exigences d'un marché globalisé en renforçant le travail en réseau de nos différents bureaux d'ingénierie.

En 2006, une des premières mesures consistait à renforcer les fonds propres du Groupe.

A cet effet, nous avons lancé une augmentation de capital en novembre 2006 : dans la tranche libre, l'action a été sursouscrite 10 fois, un réel succès dont les conséquences ont dépassé nos attentes! Le cours de l'action a surpassé le Bel 20, et l'action Hamon affiche la meilleure performance boursière 2006 sur Euronext Bruxelles : +353% en un an. Le free float est passé de 9% à 21% et la capitalisation boursière du groupe s'élève à presque EUR 230 millions. Depuis fin février 2007, l'action est cotée en continu. Tous ces éléments vont contribuer à améliorer la visibilité du

DISCUSSION AVEC L'ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ (suite)

titre sur Euronext. Remarquons que cette dernière augmentation de capital a attiré des investisseurs internationaux.

Nous avons également signé avec les banquiers du groupe un accord visant à transformer la majeure partie de la dette court terme en dette long terme et négocié une dette mezzanine, ce qui améliore grandement les ratios financiers, ramenant l'endettement net à environ un an d'EBITDA.

L'année 2006 a également été marquée par la finalisation de la vente de FBM en Italie – fabrication d'échangeurs de chaleur pour la chimie et la pétrochimie – et la centralisation des trois principales entités belges dans un seul bâtiment situé en Région wallonne. Ce qui devrait améliorer l'efficacité de notre fonctionnement en Belgique.

Quels sont les faits qui ont stimulé la croissance 2006?

Tout d'abord, les efforts demandés pour le renforcement de notre compétitivité ont porté leurs fruits, grâce à des décisions judicieuses, parfois difficiles prises les dernières années dans les domaines techniques, financiers et de gestion des hommes.

Cela donne en 2006 un groupe Hamon différent, allégé dans ses structures et ses frais par rapport aux années antérieures, s'appuyant sur un savoir-faire réputé au niveau mondial, des technologies fiables et reconnues, et pouvant profiter pleinement d'une organisation flexible, adaptée et proche de son marché, dotée de moyens financiers.

Bien entendu, les performances 2006 ont également été stimulées par une conjoncture économique favorable mais Hamon en profite peut-être d'avantage que la plupart des entreprises. En effet, nos principaux secteurs d'activité sont la production d'électricité et le secteur pétrolier; la demande dans ces deux secteurs est très soutenue. Dans les pays occidentaux – Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord –, en ce qui concerne le secteur électricité, il s'agit d'investissements dit «de rattrapage» (upgrade) ou de changement de filière de production (par exemple du nucléaire vers le charbon en Allemagne). Dans les pays BRIC¹ et M.E.A.², il s'agit

d'investissements dus à la croissance économique, et consistent en de nouvelles installations. Dans le secteur pétrolier (2^{ème} clientèle du groupe), le prix du baril de pétrole a entraîné des investissements gigantesques réalisés par les «majors» dans les pays producteurs, mais aussi dans les pays consommateurs (gasoil à teneur en soufre réduite). A ces phénomènes conjoncturels s'ajoute une autre dimension : les produits Hamon sont nécessaires à la protection de l'environnement (CO₂, Kyoto, réglementations européennes, clean air act, ...). D'énormes pressions sont exercées sur les industriels pour que leurs procédés polluent moins (équipement en dépollution de l'air) et ne réchauffent pas les rivières. Les produits Hamon interviennent donc à deux niveaux : production (économique) et qualitatif (environnement).

L'ensemble de ces facteurs continueront à stimuler nos marchés et nos ventes en 2007 et en 2008.

Quel est le positionnement du groupe Hamon sur le marché?

Hamon est actif sur plusieurs segments et s'appuie sur un portefeuille de produits diversifiés et complémentaires.

Sur chaque segment, Hamon figure parmi les trois premiers du marché. Ce qui nous permet de réaffirmer et de poursuivre notre stratégie de leadership dans des marchés de niche.

Quelle est votre stratégie pour consolider/conforter la croissance?

Cette stratégie de leadership dans des marchés de niche à fort potentiel et de déploiement vers des zones de croissance semble être une stratégie gagnante. Ainsi Hamon bénéficie d'un potentiel de croissance ou réserve de croissance qui doit encore être exploité grâce notamment au fait que nos technologies ne sont pas encore pleinement disponibles en Inde, en Chine au Brésil, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en Russie. Bien que déjà partiellement présents, nous y développerons nos activités à travers des partenariats, avec des acteurs locaux de qualité.

Les frais généraux ont subi une cure d'amaigrissement et feront l'objet d'un contrôle strict pour maintenir notre compétitivité.

Nous pouvons tabler sur une croissance organique pendant quelques années encore, sans devoir prendre

(1) Brésil, Russie, Inde et Chine

(2) Moyen-Orient et Afrique

DISCUSSION AVEC L'ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ (suite)

des risques en procédant à des acquisitions d'activités ou de technologies nouvelles.

En d'autres termes, notre objectif est d'être davantage présent sur les marchés porteurs non encore pleinement exploités par Hamon, au bon moment et avec de bons produits.

Quelle est la clef de voute de cette stratégie?

La force du groupe Hamon repose dans les compétences d'un personnel et de dirigeants de qualité. Une stratégie et une organisation, aussi bonnes soient-elles, ne produisent aucun résultats si elles ne peuvent être mises en œuvre par des personnes compétentes, qualifiées et motivées. Nous continuerons à développer ces compétences, à travers notamment une politique de formation et de recrutement de jeunes talents. Ayant la volonté de profiter de la croissance du marché, le groupe va démarrer une phase de recrutement au sein des business units. De plus, le Groupe continue ses efforts en matière de R&D, destinés à améliorer la performance de nos technologies et la qualité de nos services. Les maîtres mots seront : consolider les ressources humaines, poursuivre la mise en œuvre du programme d'investissement sélectif (R&D, capacité) et renforcer le travail en réseau des différents centres d'ingénierie.

Comment se présente 2007?

Quelles sont les principales lignes d'action?

L'année 2007 se présente très bien. Comme indiqué, nous bénéficions à la fin 2006 d'un carnet de commande en hausse de 22% par rapport à l'année précédente pour la même période, et de solides prises de commandes en ce début 2007. Nos bases sont solides, nous connaissons bien nos marchés et il existe une forte demande pour nos produits. Nous pouvons donc envisager le futur avec sérénité et continuer à déployer – de manière contrôlée – les activités du Groupe vers des zones de croissance, et en sélectionnant les projets qui offrent une bonne rentabilité.

Je tiens encore une fois à remercier tous les collaborateurs et les équipes managériales grâce à qui cette année record a été rendue possible.

PROFIL DU GROUPE

Quatre grandes lignes d'activités réparties au sein de cinq unités opérationnelles

SYSTÈMES DE REFROIDISSEMENT

SYSTÈMES DE REFROIDISSEMENT	
<p>Métiers Conception, fabrication, installation, mise en service, service après-vente</p> <p>Produits / services</p> <ul style="list-style-type: none"> > Systèmes de refroidissement humide (sur-mesure ou standardisé) > Systèmes de refroidissement hybride > Service après-vente : maintenance, réhabilitation, pièces de rechange, amélioration des performances <p>Clients</p> <ul style="list-style-type: none"> > Centrales électriques > Industries <p>Organisation</p> <ul style="list-style-type: none"> > Une unité opérationnelle à vocation internationale 	<p>Unité opérationnelle à vocation internationale</p> <p>Repères 2006</p> <ul style="list-style-type: none"> > EUR 118 millions de chiffre d'affaires : +23% par rapport à 2005 > 33% du chiffre d'affaires du Groupe > Développement continu sur le marché du neuf et de la réhabilitation > Marchés dynamiques, principalement en Europe, au Proche Orient et en Asie > Forte croissance des prises de commande et des ventes > Un des leaders mondiaux pour les systèmes humides et hybrides > Création et démarrage d'une nouvelle unité de production de composants en Chine <p>Perspectives et objectifs 2007</p> <ul style="list-style-type: none"> > Développement des activités en Asie, grâce à la signature d'une joint venture début 2007 > Etablissement d'un bureau au Moyen-Orient > Augmentation des ventes grâce aux marchés en Europe, au Moyen-Orient et en Asie > Amélioration des taux de marge opérationnelle

ECHANGEURS DE CHALEUR

ECHANGEURS DE CHALEUR	
<p>Métiers Conception, fabrication, assistance au montage, service après-vente</p> <p>Produits / services</p> <ul style="list-style-type: none"> > Aéroréfrigérants > Echangeurs de chaleur tubulaires en épingle à cheveux > Réchauffeurs de réservoirs, d'aspiration et en ligne > Tubes à ailettes > Service après-vente : maintenance et pièces de rechange <p>Clients</p> <ul style="list-style-type: none"> > Industries pétrolières et gazières > Industries pétrochimiques et chimiques <p>Organisation</p> <ul style="list-style-type: none"> > Une unité opérationnelle basée en France 	<p>Unité opérationnelle à vocation internationale</p> <p>Repères 2006</p> <ul style="list-style-type: none"> > EUR 30 millions de chiffre d'affaires : +71% par rapport à 2005 > 9% du chiffre d'affaires du Groupe > Un acteur important dans le domaine des aéroréfrigérants > Principaux marchés géographiques : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord, ex-URSS > Marchés soutenus, grâce aux cours élevés du pétrole et du gaz > Finalisation d'une joint venture au Moyen-Orient, pour la production et la commercialisation d'aéroréfrigérants <p>Perspectives et objectifs 2007</p> <ul style="list-style-type: none"> > Démarrage de la fabrication au Moyen-Orient > Progression des résultats, grâce à la forte croissance de l'activité et à la JV au Moyen-Orient

PROFIL DU GROUPE (suite)

DÉPOLLUTION DE L'AIR			
	Unité opérationnelle Europe	Unité opérationnelle Etats-Unis	
	<p>Métiers Conception, installation, mise en service, service après-vente</p> <p>Produits / services</p> <ul style="list-style-type: none"> > Dépoussiéreurs : filtres électrostatiques, filtres à manche, cyclones > Laveurs de gaz (sec et humide) : deSOx, deNOx, etc. > Économiseurs, récupérateurs d'énergie, chaudières de récupération (Etats-Unis) > Service après-vente : maintenance, réhabilitation, pièces de rechange <p>Clients</p> <ul style="list-style-type: none"> > Centrales électriques > Raffineries & pétrochimie > Unités d'incinération d'ordures ménagères > Industries en général <p>Organisation</p> <ul style="list-style-type: none"> > Deux unités opérationnelles : Europe et Etats-Unis 	<p>Repères 2006</p> <ul style="list-style-type: none"> > EUR 40 millions de chiffre d'affaires : +9% par rapport à 2005 > 11% du chiffre d'affaires du Groupe > Création d'une filiale en Allemagne > Développement des activités à la grande exportation (Moyen-Orient, ...) > Déménagement de Hamon Research-Cottrell à Mont-St-Guibert (Belgique, Région wallonne) 	<p>Repères 2006</p> <ul style="list-style-type: none"> > EUR 106 millions de chiffre d'affaires : -7% par rapport à 2005 (mais croissance des nouvelles commandes de 16%) > 30% du chiffre d'affaires du Groupe > Croissance des activités hors Etats-Unis, par exemple au Mexique, au Canada, au Brésil > Marchés très porteurs avec leadership de Hamon Research Cottrell en dépoussiérage et en lavage des gaz pour la pétrochimie (en forte progression grâce au procédé Exxon Mobil)
		<p>Perspectives et objectifs 2007</p> <ul style="list-style-type: none"> > Poursuite de la croissance en Europe et à la grande exportation : Moyen-Orient, Afrique du Nord... 	<p>Perspectives et objectifs 2007</p> <ul style="list-style-type: none"> > Croissance aux Etats-Unis, Canada, Mexique, Brésil > Développement des laveurs de gaz par voie sèche
	<p>> Développement des activités en Asie, grâce à la signature d'un accord de licence entre la JV indienne et Hamon Research Cottrell USA</p>		

CHEMINÉES	
	Unité opérationnelle Amérique du Nord
	<p>Métiers Conception, gestion de chantier, construction, service après-vente, démolition</p> <p>Produits / services</p> <ul style="list-style-type: none"> > Cheminées en béton > Service après-vente : contrôle des émissions, maintenance, réfection <p>Clients</p> <ul style="list-style-type: none"> > Centrales électriques > Industries <p>Organisation</p> <ul style="list-style-type: none"> > Une unité opérationnelle en Amérique du Nord

EVÉNEMENTS IMPORTANTS 2006

Janvier 2006

Exécution de l'accord conclu avec les créanciers et le curateur de Hamon Rothemühle Cottrell en 2003.

Avril 2006

- > Clôture du dossier relatif à la vente de la business unit Echangeurs de chaleur Italie (comprenant principalement la filiale FBM Hudson Italia) marquée par le paiement de la somme convenue.
- > Signature d'une convention de financement mezzanine junior avec un des banquiers du pool bancaire, dans le cadre de la restructuration de la dette bancaire.
- > Création d'une nouvelle filiale en Chine, Hamon Thermal & Environmental Technology (Jiaying). Cette société est localisée dans la province de Zhejiang, à 90 km de Shanghai (zone de très forte croissance économique). Cette filiale comprend une unité de fabrication de composants internes pour les tours de refroidissement, et s'occupera du sourcing des composants produits en Chine pour toutes les filiales du Groupe. Elle exerce également des activités commerciales sur le marché chinois. Cette nouvelle unité permet à Hamon d'obtenir un avantage concurrentiel important, grâce aux faibles coûts de production.

Juin 2006

- > Déménagement et regroupement des trois filiales belges Hamon & Cie (International), Hamon Thermal Europe et Hamon Research-Cottrell sur un site unique, à Mont-St-Guibert. Les nouveaux bureaux sont situés à proximité de Louvain-la-Neuve, important pôle wallon d'innovation et de développement.

Juillet 2006

- > Signature d'une convention globale de refinancement de la dette bancaire avec le pool bancaire.

Novembre-décembre 2006

- > Augmentation de capital et entrée de nouveaux actionnaires (notamment internationaux) dans le capital de Hamon. Cette opération a permis à Hamon & Cie de lever EUR 20 millions de capitaux sur les marchés financiers. Cette opération augmente le free float à plus de 21% du capital. La tranche libre offerte aux nouveaux actionnaires a été souscrite dix fois, illustrant le grand succès rencontré par cette opération.

Décembre 2006

- > Absorption des activités de Biraghi par Hamon D'Hondt sur le site de Fresnes-sur-Escaut et absorption de la société Biraghi par Hamon D'Hondt avec effet au 1^{er} janvier 2006. Le nom Biraghi, synonyme de qualité, subsistera toutefois, et sera associé aux tubes à ailettes soudées.



Nouveaux bureaux des filiales belges à Axisparc, Mont-St-Guibert

RAPPORT DE GESTION

Hamon affiche en 2006 des résultats historiques, au-delà de ses objectifs financiers :

- > **Chiffre d'affaires : + 25%**
- > **EBIT : + 58%**
- > **Résultat net part du Groupe : + 84%**
par rapport à l'exercice 2005.

1. Compte de résultats consolidés

en EUR millions	variation 2006 vs. 2005	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	25%	354,4	283,7	194,4
Excédent brut d'exploitation (EBITDA)	39%	36,2	26,1	11,1
Résultat opérationnel avant coûts de restructuration	48%	32,8	22,2	6,3
Coûts de restructuration	n.r.	(0,4)	(1,7)	(5,3)
Résultat opérationnel après coûts de restructuration (EBIT)	58%	32,4	20,5	1,0
Charges financières	44%	(7,6)	(5,3)	(5,3)
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées	25%	0,4	0,3	0,3
Résultat avant impôts des activités poursuivies	62%	25,2	15,5	(4,0)
Impôts sur le résultat	n.r.	(10,3)	7,4	0,5
Résultat net des activités poursuivies	(35%)	14,9	22,9	(3,5)
Résultat net des activités abandonnées	n.r.	(1,8)	(15,7)	(15,3)
Résultat net	81%	13,1	7,2	(18,8)
Part du Groupe dans le résultat net	84%	13,0	7,1	(18,8)

n.r. = non relevant

Le chiffre d'affaires a connu une croissance sensible en 2006, passant à EUR 354,4 millions, soit une hausse de 25%. La croissance est générée principalement par

les unités opérationnelles Cheminées, Systèmes de refroidissement et Echangeurs de chaleur. Une analyse plus détaillée par business unit figure plus loin.

Chiffre d'affaires par BU	variation 2006 vs. 2005	2006	2005	2004
en EUR millions				
Systèmes de refroidissement	23%	118,1	95,7	75,6
Echangeurs de chaleur	71%	30,4	17,8	23,3
Dépollution de l'air Europe	9%	39,5	36,2	26,8
Dépollution de l'air USA	(7%)	105,9	113,3	49,6
Cheminées	179%	60,9	21,8	21,8
Autres & élimination	n.r.	(0,4)	(1,1)	(2,7)
Total	25%	354,4	283,7	194,4

RAPPORT DE GESTION (suite)

L'excédent brut d'exploitation (EBITDA) s'améliore fortement, augmentant de EUR 26,1 millions en 2005 à EUR 36,2 millions en 2006. Ceci est dû principalement à un effet volume, à de meilleures marges et aux plans de restructuration des années antérieures, qui portent maintenant pleinement leur fruit. La marge d'EBITDA est ainsi en progression, représentant 10,2% du chiffre d'affaires en 2006, contre 9,2% en 2005.

De même, le résultat opérationnel après coûts de restructuration (EBIT) progresse fortement à EUR 32,4 millions (contre EUR 20,5 millions un an auparavant), du fait d'amortissements et de frais de restructuration en réduction. L'EBIT représente ainsi 9,1% du chiffre d'affaires, contre 7,2% en 2005.

Le résultat avant impôts des activités poursuivies s'élève à EUR 25,2 millions contre EUR 15,5 millions en 2005. Les charges financières sont en augmentation, en raison du coût implicite plus élevé de la dette financière.

En 2006, les impôts représentent une charge de EUR 10,3 millions, alors qu'ils apportaient une contribution positive au résultat net de EUR 7,4 millions en 2005. Ceci est dû à la forte progression du résultat avant impôts. Le Groupe estime qu'il devrait être en mesure, au cours des prochains exercices, d'exploiter progressivement ses latences fiscales comptabilisées au bilan au

31 décembre 2006 à concurrence de EUR 11,5 millions (incluant EUR 11,1 millions comptabilisés sur des pertes fiscales reportées mais hors latences fiscales non comptabilisées de EUR 20,8 millions).

Le résultat net des activités abandonnées a un impact nettement plus faible en 2006 (EUR -1,8 million contre EUR -15,7 million en 2005); le montant 2005 était particulièrement important du fait notamment de charges liées à la vente de FBM fin 2005.

Le résultat net part du Groupe atteint un niveau historique à EUR 13,0 millions, contre EUR 7,1 millions en 2005, soit une augmentation de 84%.

Signalons que les comptes de résultats en euro des activités américaines – Dépollution de l'air USA et Cheminées – n'ont pas été influencés par les fluctuations du taux de change du dollar U.S., car le niveau moyen de ce dernier est resté en 2006 à un niveau très proche de celui de 2005.

Les prises de commande ont atteint un niveau très élevé en 2006, soit EUR 463 millions contre EUR 338 millions en 2005 (+ 37%). Le Groupe termine l'année 2006 avec un carnet de commandes de EUR 301 millions contre EUR 247 millions un an auparavant, soit une augmentation de 22%.

2. Revue par business unit

2.1. Systèmes de refroidissement

2.1.1. Résultats 2006

Systèmes de refroidissement	variation 2006 vs. 2005	2006	2005	2004
<i>en EUR millions</i>				
Prises de commandes	26%	137,9	109,0	73,7
Chiffre d'affaires	23%	118,1	95,7	75,6
EBIT	(13%)	6,4	7,3	3,9
EBIT / chiffre d'affaires		5,4%	7,7%	5,1%

Cette unité opérationnelle a enregistré en 2006 des prises de commandes de EUR 137,9 millions, en progression de 26% par rapport à 2005. Les principaux vecteurs de cette croissance sont le marché de l'électricité en Allemagne, le Moyen-Orient et l'Asie, ainsi que l'enregistrement de commandes qui comprennent un périmètre d'exécution plus large, et incluent du génie civil à plus faible valeur ajoutée. Ce qui abaisse le taux de marge opérationnelle.

Parmi les principales commandes enregistrées en 2006, citons notamment :

- > un système de refroidissement à tirage mécanique pour une unité de liquéfaction de gaz naturel pour Shell en Asie;
- > le remplacement des surfaces d'échange de tours à tirage naturel pour des centrales électriques EDF en France;

RAPPORT DE GESTION (suite)

- > plusieurs tours de refroidissement à tirage naturel avec injection des gaz de combustion pour de nouvelles centrales électriques en Allemagne;
- > une tour de refroidissement à tirage naturel avec injection des gaz de combustion pour une nouvelle centrale électrique en Pologne;
- > le remplacement des surfaces d'échange d'une tour à tirage naturel d'une centrale électrique exploitée par Electrabel en Belgique.

Le chiffre d'affaires de cette BU s'élève en 2006 à EUR 118,1 millions, en augmentation de 23% par rapport à 2005. Ces bons chiffres résultent principalement de la forte croissance des marchés et reflètent également la position de leader du Groupe Hamon qui peut compter sur sa réputation, l'expertise technique et le savoir-faire commercial de ses équipes. Rappelons qu'Hamon a été créée au début du 20^{ème} siècle comme société active dans le refroidissement humide et maintient depuis lors son leadership technologique.

Le résultat opérationnel de cette business unit se situe en 2006 à un niveau légèrement inférieur à celui de 2005. Cette légère baisse provient d'une part de la charge supplémentaire induite par la finalisation au 1^{er} semestre d'une ancienne commande en Nouvelle Zélande pénalisée par des retards (dus à la situation difficile d'Hamon en 2005) et d'autre part de la réalisation de commandes à plus faible taux de marge opérationnelle suite à l'inclusion de génie civil (périmètre plus étendu).

2.2. Echangeurs de chaleur

2.2.1. Résultats 2006

Echangeurs de chaleur	variation 2006 vs. 2005	2006	2005	2004
<i>en EUR millions</i>				
Prises de commandes	22%	35,4	29,1	26,1
Chiffre d'affaires	71%	30,4	17,8	23,3
EBIT	n.r.	1,1	(3,7)	(4,9)
EBIT / chiffre d'affaires		3,7%	(20,7%)	(20,9%)

n.r. = non relevant

2.1.2. Perspectives pour 2007 - 2008

Le management prévoit la poursuite de la croissance de ses marchés, compte tenu de la conjoncture actuelle favorable tant en Europe qu'en Asie. Le marché asiatique, entre autres l'Inde, le Moyen-Orient et la Chine, offre des opportunités de croissance très intéressantes.

Pour mieux déployer ses activités au Moyen-Orient, Hamon prévoit l'ouverture d'un bureau commercial dans les Emirats Arabes Unis.

Hamon devrait pleinement bénéficier en 2007 de sa nouvelle implantation en Chine, ainsi que de sa nouvelle joint venture en Inde. Hamon prévoit de renforcer son leadership, grâce à son réseau commercial global, à sa technologie, à son programme R&D et à sa bonne santé financière retrouvée.

A partir de 2008, la business unit devrait bénéficier de l'intégration des pays d'Europe de l'Est membres récents de l'Union Européenne, où la construction de plusieurs nouvelles centrales électriques est prévue.

L'obligation de réduire les émissions de gaz à effet de serre devrait avoir des conséquences bénéfiques pour les activités de la business unit. En effet, les industries des pays signataires des accords de Kyoto cherchent à réduire ces émissions par l'amélioration du rendement des centrales électriques existantes. Le rendement est entre autre lié à la température de l'eau refroidie par le système de refroidissement.

RAPPORT DE GESTION (suite)

Les prises de commandes de l'année 2006 s'élèvent à EUR 35,4 millions, en hausse de 22% par rapport à 2005. Cette forte croissance est due au recentrage de Hamon D'Hondt sur le marché des aérorefrigérants. En effet, Hamon profite des investissements importants réalisés par les compagnies pétrolières et gazières au Moyen-Orient et en Europe. Mentionnons que le développement de la production de biocarburants en Europe a permis à Hamon de vendre plusieurs aérorefrigérants pour de nouvelles usines de bioéthanol.

Parmi les plus grosses commandes d'aérorefrigérants enregistrées en 2006, mentionnons :

- > deux commandes pour des unités de compression et traitement du gaz naturel en Algérie;
- > une commande pour une usine de traitement de gaz naturel en Arabie Saoudite;
- > deux commandes pour des usines de bioéthanol en France;
- > une commande pour une usine de traitement de gaz à Abu Dhabi (Emirats Arabes Unis);
- > une commande pour une plate-forme de compression offshore en Grande-Bretagne;
- > une commande pour une usine de traitement de gaz naturel en Egypte.

En 2006, le chiffre d'affaires s'élève à EUR 30,4 millions, soit une croissance de + 71%. Le résultat opérationnel

s'améliore fortement et redevient positif après plusieurs mauvaises années. Ceci est entre autre le fruit du volume d'activité plus élevé et de la restructuration effectuée fin 2005.

2.2.2. Perspectives pour 2007 - 2008

Durant le 1^{er} semestre 2007, Brown Fintube France déménagera sa production dans un autre hall de l'usine de Thonon-les-Bains. Ceci lui permettra de fabriquer de plus gros appareils et de disposer de plus de place pour sa production en expansion.

La création d'une joint venture au Moyen-Orient avec des partenaires locaux devrait être implémentée par Hamon D'Hondt durant le 2^{ème} trimestre 2007. L'activité de production d'aérorefrigérants devrait commencer mi-2007. Cette unité bénéficiera de toute la technologie et du savoir-faire d'Hamon D'Hondt, de la proximité des utilisateurs du Golfe Persique (avantage logistique) et des faibles coûts de production dans cette région. Elle contribuera à la croissance des ventes et des résultats de l'unité opérationnelle.

Pour l'ensemble des activités de l'unité opérationnelle, la tendance constatée en 2006 se poursuit. Les marchés restent soutenus, tant en Europe qu'au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord.

2.3. Dépollution de l'air Europe

2.3.1. Résultats 2006

Dépollution de l'air Europe	variation 2006 vs. 2005	2006	2005	2004
<i>en EUR millions</i>				
Prises de commandes	56%	38,4	24,6	37,7
Chiffre d'affaires	9%	39,5	36,2	26,8
EBIT	226%	3,4	1,1	2,5
EBIT / chiffre d'affaires		8,7%	2,9%	9,4%

En 2006, les prises de commandes s'établissent à EUR 38,04 millions, en progression de 56% par rapport à l'année précédente. Les principaux vecteurs de croissance sont le marché de l'électricité notamment au Moyen-Orient et le développement du segment Pétrole & gaz en Europe.

En France, la BU a enregistré un contrat important, relatif à la mise en conformité de l'unité de valorisation énergétique d'ordures ménagères d'Antibes. Parmi les autres grosses commandes de 2006, mentionnons

celle portant sur six filtres électrostatiques destinés à une centrale électrique en Arabie Saoudite et la réfection de deux électrofiltres implantés sur une centrale électrique au charbon au Maroc.

Le chiffre d'affaires de cette unité opérationnelle s'élève à EUR 39,5 millions en 2006, en progression de 9% par rapport à 2005. Le résultat opérationnel remonte sensiblement à EUR 3,4 millions contre EUR 1,1 million en 2005, grâce à la croissance des prises de commandes et à une parfaite exécution des projets.

RAPPORT DE GESTION (suite)

2.3.2. Perspectives pour 2007 - 2008

Pour 2007, le Groupe prévoit pour cette business unit des résultats en croissance par rapport à 2006. Le mouvement de développement des marchés hors Europe, déjà lancé en 2006, devrait se poursuivre. Les marchés traditionnels en Europe devraient rester soutenus.

A partir de 2008, Hamon devrait bénéficier de l'intégration des pays de l'Est à l'Union Européenne et de la croissance du marché de la dépollution de l'air, stimulé par la construction de nouvelles centrales électriques et par la mise à conformité des centrales existantes.

2.4. Dépollution de l'air USA

2.4.1. Résultats 2006

Dépollution de l'air USA	variation 2006 vs. 2005	2006	2005	2004
<i>en EUR millions</i>				
Prises de commandes	16%	161,7	139,1	58,8
Chiffre d'affaires	(7%)	105,9	113,3	49,6
EBIT	33%	17,8	13,4	1,1
EBIT / chiffre d'affaires		16,8%	11,8%	2,3%

Les résultats de cette unité sont très bons en 2006, tant au niveau des prises de commandes, d'EBIT ou de la marge opérationnelle.

Les prises de commandes s'élèvent à EUR 161,7 millions, une progression de 16% par rapport à 2005. Cette augmentation est générée par les investissements consentis par les raffineries de pétrole. D'autres pays, tels le Canada, le Mexique et l'export vers le Brésil jouent également un rôle croissant. Parmi les plus grosses commandes enregistrées en 2006, citons :

- > un système de filtration électrostatique pour Exxon (Etats-Unis);
- > deux filtres électrostatiques pour New Brunswick Power (Canada);
- > un filtre à manche pour Minnesota Power (Etats-Unis);
- > un laveur humide de gaz (procédé Exxon Mobil) pour Jacobs Field Service of North America (Etats-Unis);
- > des projets pour la grande exportation (systèmes de récupération d'énergie pour le Pakistan et pour l'Arabie Saoudite, etc.);
- > plusieurs commandes pour des systèmes de récupération de chaleur pour des unités de production d'hydrogène, utilisé pour la production de fer réduit par voie directe.

Le chiffre d'affaires affiche une légère diminution (-7%) comparé à 2005 et s'élève à EUR 105,9 millions,

mais le carnet de commandes est en hausse au 31 décembre 2006 (EUR 71 millions contre EUR 54 millions à fin décembre 2005). En 2006, les systèmes de dépoussiérage remportent la palme des ventes, suivis des laveurs pour la désulfuration des gaz, tant pour la pétrochimie (procédé Exxon Mobil) que pour les centrales électriques au charbon (procédé sec), sans oublier les installations de récupération de chaleur.

Le résultat opérationnel se monte à EUR 17,8 millions, une progression de 33% par rapport à 2005. La marge opérationnelle (EBIT / chiffre d'affaires), déjà élevée en 2005, a encore progressé en 2006, pour atteindre 16,8%. Ce succès est le fruit d'une restructuration en profondeur effectuée les années précédentes, d'un bon business model, d'une bonne gestion et exécution des projets, centrée sur la rentabilité, et à des commandes répétées par des clients très satisfaits des unités livrées antérieurement, que ce soit pour des électrofiltres, des filtres à manche, des laveurs de gaz, ou des récupérateurs de chaleur.

2.4.2. Perspectives pour 2007 - 2008

Les perspectives pour cette unité opérationnelle restent excellentes pour 2007 - 2008.

L'unité opérationnelle continuera à développer ses activités aux Amériques, par exemple au Canada, au Mexique et au Brésil, et dans le reste du monde entre autre en Inde.

RAPPORT DE GESTION (suite)

Le marché nord américain est très porteur, car les systèmes de dépollution de l'air des anciennes centrales électriques devront progressivement être remplacés pour être conformes aux nouvelles normes d'émission dans l'air. Des opportunités se présentent, liées aux nouvelles normes d'émissions pour l'oxyde de soufre

SOx. La relance des investissements dans l'industrie pétrolière continuera à fournir des opportunités pour la filtration et le traitement des gaz. Des commandes répétées par des clients satisfaits (de la qualité et des délais) qui apprécie Hamon devrait assurer que la société garde des parts de marché élevées dans ses niches.

2.5. Cheminées

2.5.1. Résultats 2006

Cheminées	variation 2006 vs. 2005	2006	2005	2004
<i>en EUR millions</i>				
Prises de commandes	149%	89,7	36,0	83,0
Chiffre d'affaires	179%	60,9	21,8	21,9
EBIT	n.r.	2,6	(0,4)	0,9
EBIT / chiffre d'affaires		4,3%	(1,9%)	3,9%

En 2006, cette unité opérationnelle connaît une progression impressionnante de ses résultats. Ces résultats sont stimulés par le dynamisme du marché et par la signature de contrats à long terme.

Les prises de commandes, qui ont augmenté de 149% à EUR 89,7 millions, comprennent des contrats pour la construction de 6 nouvelles cheminées au cours des 2 prochaines années.

Parmi les grosses commandes enregistrées en 2006, mentionnons :

- > deux nouvelles cheminées en béton armé pour Southern Company (Alabama);
- > une nouvelle cheminée dans le cadre d'un projet de traitement des effluents gazeux d'une centrale électrique de PPL en Pennsylvanie;
- > une nouvelle cheminée en béton pour une centrale électrique de Georgia Power en Géorgie.

Hamon Custodis a terminé l'année avec un carnet de commande record, dépassant EUR 100 millions.

Le chiffre d'affaires s'élève à EUR 60,9 millions en 2006, soit une croissance de +179% par rapport à 2005. Cette très forte progression est due aux très grosses commandes enregistrées depuis fin 2004, la reconnaissance à l'avancement des ventes de tels projets s'étalant sur environ deux ans. La société a dû adapter son organisation et ses équipements en 2005 pour réaliser ce quasi triplement de son volume d'activité sur une courte période. Ceci explique la baisse du résultat opérationnel en 2005 puis sa croissance en 2006.

2.5.2. Perspectives pour 2007 - 2008

Les prises de nouvelles commandes et les ventes resteront élevées les prochaines années. En 2007, cette business unit bénéficiera du carnet de commande très élevé à fin 2006. Le marché des nouvelles cheminées continuera à être très soutenu, car les producteurs d'électricité réalisent des travaux d'adaptation ou de construction de cheminées pour respecter les nouvelles réglementations américaines d'émissions.

RAPPORT DE GESTION (suite)

3. Bilan consolidé

Norme comptable utilisée en EUR millions	Note	IFRS 31/12/06	IFRS 31/12/05	IFRS 31/12/04
Actifs non courants		59,9	66,4	55,2
- Immobilisations incorporelles et goodwill		19,5	21,3	20,9
- Immobilisations corporelles		19,3	21,0	21,3
- Actifs d'impôts différés		11,5	13,9	3,4
- Autres actifs non courants	(3)	9,6	10,3	9,6
Actifs courants		152,4	133,1	173,0
- Créances commerciales	(1)	91,9	74,3	50,5
- Montants nets à recevoir pour contrats de construction	(1)	26,5	28,7	15,1
- Trésorerie et équivalents	(2)	24,4	20,0	12,7
- Actifs financiers courants disponibles à la vente		0,1	1,8	0,0
- Autres actifs courants	(1) (4)	9,5	8,3	8,0
- Actifs non courants détenus en vue de la vente		0,0	0,0	86,7
Total de l'actif		212,3	199,5	228,2
Capitaux propres (et minoritaires)		19,1	(10,5)	(33,0)
Passifs non courants		13,8	18,4	21,2
- Emprunt subordonné		0,0	0,0	6,3
- Autre passif financier	(2)	3,5	6,8	4,1
- Provisions		4,2	8,3	9,1
- Autres dettes non courantes	(5)	6,1	3,3	1,8
Passifs courants		179,4	191,6	240,0
- Passifs financiers	(2)	62,9	80,1	73,3
- Dettes commerciales	(1)	74,3	79,3	63,6
- Montants nets à payer pour les contrats de construction	(1)	32,0	19,2	9,3
- Autres passifs courants	(1)	10,2	13,0	11,1
- Passifs non courants détenus en vue de la vente		0,0	0,0	82,7
Total passif et capitaux propres		212,3	199,5	228,2
Besoin en fonds de roulement des activités poursuivies		11,4	(0,2)	(10,4)
Dettes financières nettes		42,0	66,9	64,7

(1) Postes constituant le BFR (besoin en fonds de roulement)

(2) Postes constituant la dette financière nette (emprunt subordonné exclu)

(3) Inclut les participations dans les entreprises associées

(4) Inclut les stocks

(5) Inclut les passifs d'impôts différés

RAPPORT DE GESTION (suite)

Les actifs non courants diminuent de EUR 6,5 millions, d'une part, du fait d'amortissements plus élevés que les investissements et de l'utilisation d'actifs d'impôts différés, d'autre part.

Le besoin en fonds de roulement (BFR) croît et s'élève à EUR + 11,4 millions, en raison de la croissance du volume d'activités du Groupe. Ceci se reflète tant au niveau des actifs courants que des passifs courants (hors financier) constituant le BFR.

Les capitaux propres augmentent fortement à fin décembre 2006, pour les raisons suivantes :

- > augmentation de capital de fin 2006, à concurrence de EUR + 19,2 millions (EUR 20 millions - EUR 0,8 million de frais) (voir détails ci-dessous);
- > résultat de l'exercice 2006 qui s'élève à EUR + 13,1 millions;
- > enregistrement des écarts de conversion (EUR - 2,8 millions), principalement du fait de la baisse de 11% du dollar américain par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2006.

La dette financière nette diminue de EUR 25 millions, soit 37% par rapport à fin 2005. Cette diminution résulte d'une part de l'augmentation de la trésorerie et équivalents de plus EUR 4 millions, et d'autre part de la diminution de la dette à concurrence de EUR 21 millions. Le remboursement d'une partie de la dette financière a pu être effectué grâce au cash flow opérationnel généré par les activités du Groupe et à l'augmentation de capital de fin 2006.

4. Augmentation de capital

En novembre - décembre 2006, Hamon & Cie a procédé à une augmentation de capital afin de financer la croissance du Groupe et améliorer sa structure financière. Cette opération a permis de récolter la somme de EUR 19,2 millions, affectée au financement du besoin en fonds de roulement et à la réduction de sa dette financière.

5. Restructuration de la dette financière

En 2006, Hamon a poursuivi la restructuration de sa dette financière en collaboration avec les principales banques de son pool bancaire.

Cette restructuration a été réalisée en plusieurs étapes :

- > avril 2006 : obtention d'un emprunt mezzanine de EUR 11 millions;
- > juillet 2006 : signature d'un term sheet;
- > décembre 2006 : finalisation de la convention de crédit;
- > février 2007 : mise en place effective des nouvelles lignes de crédit, et transformation de la dette financière en dettes long terme.

Pour plus de détail, voir la note 23 des états financiers.

6. SPX

La procédure d'arbitrage entre SPX et Hamon, relative au «Transaction Holdback» de EUR 5 millions (enregistré en créance à plus d'un an dans les comptes Hamon) suit son cours. Hamon reste confiant quant à l'issue favorable de cette dispute, tel qu'exposé dans la note 27 des états financiers consolidés.

7. Recherche & Développement

Hamon poursuit son programme de R&D en 2006. Celui-ci comprend :

- > le développement de nouvelles surfaces d'échange thermique pour les systèmes de refroidissement;
- > le développement de faisceaux en alliages spéciaux pour les aéroréfrigérants;
- > l'amélioration des performances des produits et la réduction de leur coût via le reengineering, de façon à construire les installations avec moins de composants et d'acier.

8. Politique de gestion des risques

Le groupe est confronté à un ensemble de risques induits par ses activités, l'étendue et les types de marchés sur lesquels il opère. Les principaux risques sont les suivants (liste non-exhaustive) :

- > risques liés à l'environnement économique, réglementaire, concurrentiel et de marché;
- > incertitudes liées aux nouvelles réglementations environnementales et à leurs délais d'entrée en vigueur (influence surtout les activités de Dépollution de l'air);
- > risques liés aux partenariats et aux activités dans des pays émergents, y compris les risques politiques;

RAPPORT DE GESTION (suite)

- > risques fournisseurs; il peut s'agir de produits de qualité insuffisante, qui ne satisfont pas le cahier des charges, ou de retard de livraison;
- > risques monétaires comme les fluctuations du taux de change du dollar U.S.;
- > risques techniques, relatifs à la conception ou à la bonne exécution de certains projets;
- > risques liés aux garanties données sur les projets exécutés;
- > risques liés à l'environnement, par exemple sur les sites des clients de Hamon, ou dans ses usines;
- > risques industriels (accidents), humains, ou liés aux maladies professionnelles;
- > risques liés aux litiges dans lesquels le Groupe est impliqué, à la liquidation de Hamon Research Cottrell Italia, ou aux garanties données dans le cadre de cessions d'actifs;
- > risques financiers : niveau de fonds propres relativement peu élevé; possibilité de réalisation des pertes fiscales reportées; réduction de valeur («impairment test») à acter sur la valeur comptable de certains actifs; retard dans les programmes de remboursement de certaines dettes tels que négociés avec les créanciers, etc.

Hamon prend des mesures afin de maîtriser ces risques le mieux possible, par une politique de gestion des risques, notamment au niveau des projets et de la production.

En ce qui concerne la couverture des risques monétaires, Hamon n'utilise pas d'instruments financiers particuliers tels que produits dérivés, swap, futures ou options.

En ce qui concerne les projets, Hamon utilise principalement des garanties bancaires émises dans le cadre de contrats de construction, ou des lettres de patronage émises par la maison mère.

9. Evènements récents et perspectives 2007

Les principaux évènements qui ont eu lieu depuis le 1^{er} janvier 2007 sont décrits ci-dessous.

En février 2007, Hamon a signé un accord de joint venture avec la société indienne Shriram EPC. Cette JV, constituée à partir de la filiale Hamon Thermopack, s'appelle Hamon Shriram Cottrell et a pour mission de développer le marché des systèmes

de refroidissement et de dépollution de l'air en Inde. Cette alliance permet à ces deux organisations de profiter de la croissance du marché indien en combinant leurs forces. Hamon apporte sa renommée et son expertise technologique tandis que Shriram EPC apporte son expérience en gestion de projet et ses contacts locaux. Le capital de cette JV se répartit entre le groupe Hamon à raison de 50% et la société Shriram SEPC à raison de 50%, suite au rachat préalable à d'autres partenaires indiens des 26% du capital de Hamon Thermopack qu'ils détenaient.

Le 16 février, Hamon a finalisé le refinancement de sa dette bancaire.

Le 21 février, la cotation de l'action Hamon est passée du marché du fixing au marché continu d'Eurolist by Euronext Brussels. Ce changement résulte de l'augmentation des volumes de titres échangés et du nombre de transactions journalières sur le titre Hamon.

Depuis le 2 avril, l'action Hamon fait partie de l'indice Bel Small.

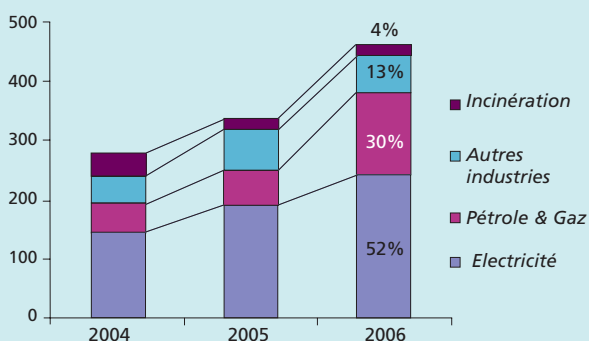
Le Groupe est confiant pour l'année 2007.

Il commence l'exercice avec un carnet de commande de EUR 301 millions, soit +22% par rapport au 1^{er} janvier 2006, et des prises de commandes élevées durant les deux premiers mois de 2007. Par ailleurs, les marchés restent très porteurs, que ce soit au niveau des centrales électriques, des industries pétrolières et gazières, ou des autres industries lourdes.

EVOLUTION DES MARCHÉS DU GROUPE HAMON

Comme l'indique le graphe ci-dessous, les produits et services du groupe Hamon, quantifiés en fonction des prises de commande par type de marché, s'adressent tant aux producteurs d'électricité, qu'à l'industrie du pétrole et du gaz et aux industries manufacturières. Depuis plusieurs années, les unités opérationnelles ont la volonté de progressivement diversifier leur portefeuille de clients. Les deux principaux secteurs clients de Hamon sont les producteurs d'électricité (52% des prises de commandes en 2006), suivi des industries pétrolière et gazière (30% en 2006).

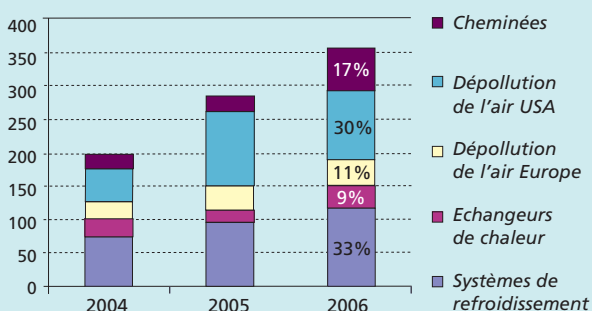
Prises de commandes par industries
(en EUR million)



En 2006, les installations neuves représentent 87% des commandes, tandis que le service après-vente représente 13%.

La répartition du chiffre d'affaires par unités opérationnelles, illustrée par le graphe ci-dessous, donne le poids de chaque unité opérationnelle dans le chiffre d'affaires consolidé.

Répartition du chiffre d'affaires par business unit
(en EUR million)



Marché des centrales électriques : croissance au niveau mondiale à intensité variable, stimulée par l'augmentation de la consommation d'électricité

En Europe de l'ouest – France, Benelux, Grande-Bretagne, Allemagne –, le parc consiste en des centrales électriques plus ou moins âgées, raison pour laquelle le marché est surtout un marché de réhabilitation. Par ailleurs, un programme de construction de nouvelles centrales électriques a été lancé en Allemagne par des investisseurs allemands et étrangers suite à l'arrêt prévu des centrales nucléaires en 2019. En outre, la croissance que connaissent les pays d'Europe du sud (Italie, Espagne) et de l'est stimule la réhabilitation et la construction de nouvelles centrales électriques.

Quant aux Etats-Unis, les investissements sont en forte croissance, après avoir subi le contrecoup de l'affaire Enron et traversé une période plus calme en 2002 et 2003. L'âge des centrales électriques aux Etats-Unis (surtout celles au charbon) et les nouvelles normes d'émission de polluants génèrent une demande importante pour les systèmes de dépollution de l'air et pour les cheminées. Après plusieurs années d'investissements très faibles, les électriciens construisent à nouveau de nouvelles centrales électriques (principalement au charbon) ou réalisent des upgrades complets sur d'anciens sites.

En Asie, la Chine et l'Inde sont les marchés les plus dynamiques. En effet, la demande pour la construction de nouvelles unités de production d'électricité augmente chaque année. D'autres pays comme la Corée du Sud, Taiwan, la Thaïlande se développent très rapidement.

Le Moyen-Orient connaît également une croissance élevée, liée au développement important de la consommation industrielle, commerciale et privée. Ce qui justifie la construction de plusieurs centrales électriques.

EVOLUTION DES MARCHÉS DU GROUPE HAMON *(suite)*

Le marché du pétrole et du gaz, une croissance stimulée par les cours élevés du baril de pétrole

Le marché mondial est très porteur, soutenu par les cours élevés du pétrole et du gaz (gaz naturel et gaz de pétrole). C'est pourquoi les sociétés pétrolières et gazières ont relancé les investissements, surtout au Moyen-Orient et en Europe. Les autres marchés – Asie principalement, Afrique du Nord – présentent également des perspectives intéressantes.

Les investissements en de nouvelles unités de liquéfaction de gaz naturel (LNG) et de fabrication de carburant à partir de gaz (Gas To Liquid, ou GTL) sont également en forte croissance.

Au niveau européen, signalons des investissements pour la production de carburants à plus faible teneur en soufre. Par ailleurs, plusieurs unités de production de biocarburants sont en construction en Europe, du fait du prix élevé des carburants et du développement des énergies renouvelables.

Aux Etats-Unis, des investissements importants ont été effectués dans les raffineries, pour combler le déficit en capacité de raffinage, ainsi que pour la mise à conformité des systèmes de dépollution de l'air.

SYSTÈMES DE REFROIDISSEMENT

L'unité opérationnelle Systèmes de refroidissement offre des équipements et services associés destinés à refroidir l'eau intervenant dans le procédé des centrales électriques et des industries lourdes (chimie, pétrochimie, sidérurgie, papeterie, sucrerie...).

Hamon offre des solutions techniques adaptées aux besoins et exigences de ses clients : des producteurs d'électricité, des sociétés d'ingénierie de renommée internationale, ou des industriels

Les réfrigérants à système humide sont classés en fonction du type de fonctionnement, par tirage naturel ou par tirage induit et selon qu'ils prévoient ou non un système de réduction du panache (système dit «hybride» ou «wet/dry» ou «humide/sec»).

Ces réfrigérants humides sont conçus sur mesure, à la demande du client ou commercialisés selon un modèle standardisé, conçu pour des capacités variables.

Le marché des systèmes de refroidissement est subdivisé en deux sous-segments : le neuf et le service après-vente comprenant la vente de pièces de rechange, des réparations, la réhabilitation et l'amélioration des performances thermiques.

Remplacement de deux cellules de refroidissement, Pays-Bas



Système de refroidissement hybride (18 cellules), Grande-Bretagne

Hamon réalise la commercialisation, l'ingénierie, la fabrication de certains composants, le montage, la gestion de projets et le service après-vente de systèmes humides et hybrides dans le monde, excepté en Amérique du Nord. En Amérique du Nord, nos activités se limitent aux projets à l'exportation, lorsque l'utilisateur final est localisé hors Amérique du Nord.

Organisation

Les centres d'expertise de cette unité opérationnelle se trouvent à Bruxelles et à Paris. Outre un réseau d'agents indépendants, elle dispose entre autre de plusieurs filiales sises dans différents pays : Allemagne, Angleterre, Afrique du Sud, Corée du Sud, Inde, Thaïlande, Indonésie, Australie, Chine. Certains composants sont fabriqués au sein de trois usines appartenant au Groupe, installées en France, en Inde et depuis 2006 en Chine.

En 2006, Hamon a décidé d'intégrer davantage les activités des différentes filiales actives dans les systèmes de refroidissement en créant une nouvelle direction unique et intégrée. Ceci permettra de mieux coordonner les activités au niveau mondial et d'exploiter les synergies aux niveaux technique, humain et financier et par conséquent, de profiter pleinement de la croissance des marchés. Ceci permettra également de mettre en place une organisation de travail en réseau des différents bureaux d'ingénierie dispersés autour du monde, de mieux répartir leur charge de travail et d'augmenter leur productivité.

ECHANGEURS DE CHALEUR

L'unité opérationnelle Echangeurs de chaleur offre différents systèmes destinés à refroidir ou réchauffer, souvent à haute pression, des liquides ou des gaz plus ou moins corrosifs, issus principalement des procédés pétrochimiques et chimiques, ou d'autres industries. Elle opère soit directement auprès des clients industriels (Aramco, BASF, Exxon, Gasco, Shell, Tereos, Total, ...) soit indirectement via des sociétés d'ingénierie de renommée internationale (Bechtel, Foster Wheeler, Jacobs, Mitsubishi, Prosernat, Saipem, Technip,...).

Conception et fabrication d'équipements associés à un service après-vente

Cette entité prend en charge la conception, la fabrication et l'assistance au montage d'équipements thermiques – principalement des aéroréfrigérants, ainsi que des échangeurs de chaleur tubulaires en épingle à cheveux, des réchauffeurs, des tubes à ailettes en acier soudées et autres échangeurs de chaleur – complétées par un service après-vente intégré, comprenant la maintenance, la réhabilitation et la vente de pièces de rechange.

Organisation

L'unité opérationnelle Echangeurs de chaleur comprend deux sociétés établies en France :

- > Hamon D'Hondt (représente la majeure partie des activités de cette unité opérationnelle) : conception, commercialisation, fabrication et service après-vente d'aéroréfrigérants; fabrication de tubes à ailettes en acier soudées.



Aéroréfrigérant prêt pour expédition

- > Brown Fintube France : conception, commercialisation et fabrication d'échangeurs de chaleur tubulaires en épingle à cheveux et de réchauffeurs (de réservoirs, d'aspiration, ou en ligne). Brown Fintube France est un des leaders de ce marché en Europe.



Echangeur de chaleur tubulaire en épingle à cheveux



Aéroréfrigérant quittant l'usine

DÉPOLLUTION DE L'AIR EUROPE

L'unité opérationnelle Dépollution de l'air Europe a pour objectif de fournir aux industriels les moyens de contrôler l'impact de leurs procédés sur l'environnement. Outre la fourniture d'un service intégré, cette activité conçoit, réalise et installe des systèmes de dépollution de l'air pour différents types de polluants, assurant ainsi une stricte conformité aux réglementations de protection de l'air en vigueur.

La société offre, seule ou en partenariat, des solutions clé en main pour la problématique environnementale de ses clients.

Le marché est segmenté entre les centrales électriques et la production énergétique en général, l'industrie telle que sidérurgie, cimenterie, verrerie, pétrochimie et la valorisation énergétique des déchets ménagers, industriels, hospitaliers, de boue de station de traitement d'eau.

Son portefeuille de produits est composé de technologies de renommée internationale. Ces technologies se scindent en deux groupes : l'un est de type physique – dépoussiérage –, l'autre est de type physico-chimique –neutralisation des acides, désulfuration, dénitrification, élimination des métaux lourds, etc. La gamme de technologies a été adaptée ou progressivement complétée au cours des années, grâce à des acquisitions de technologie en vue de répondre aux besoins des différents segments de marché.

Chaque segment est subdivisé en deux parties. D'une part, la conception et l'installation d'équipements neufs (pour de nouvelles usines ou pour la mise aux normes d'équipements existants) et d'autre part, le service après-vente comprenant entre autre la maintenance et la fourniture de pièces de rechange.

La dépollution de l'air est un métier complexe. Pallier les risques technologiques exige un savoir-faire et une solide expérience ainsi qu'une très bonne connaissance des procédés des clients. C'est le cas d'Hamon Research-Cottrell (également connue sous le nom Hamon Environmental) qui bénéficie d'une solide réputation sur ses marchés cibles que sont l'énergie, l'industrie du verre, la cimenterie, la valorisation énergétique des déchets, la sidérurgie et la pétrochimie.

Signalons qu'Hamon est un des leaders en Europe de l'Ouest sur le segment de mise aux normes des centres de valorisation énergétique de déchets (incinération).



Electrofiltre installé dans une raffinerie de pétrole à Anvers, Belgique

Organisation centrée sur les bureaux belge et français

L'organisation de cette activité est centrée sur deux principales sociétés :

- > en Belgique, Hamon Research-Cottrell S.A;
- > et sa filiale en France, Hamon Environmental Sarl.

Mentionnons que la société belge dispose également d'une succursale à Milan en Italie. Elle a également ouvert une succursale en Allemagne, pour développer ses activités sur les marchés allemand et d'Europe de l'est.

Les filiales belge et française sont actives sur les principaux marchés européens, ainsi qu'à la grande exportation : Afrique du Nord, Moyen-Orient, etc.

DÉPOLLUTION DE L'AIR ETATS-UNIS

Les objectifs de cette unité opérationnelle sont de fournir aux industries les moyens de contrôler l'impact environnemental de leurs procédés et de les aider à réduire leur consommation d'énergie. Cette unité conçoit, installe et assure le service après-vente de systèmes de dépollution de l'air, adaptés aux différents types de polluants, pour assurer un respect strict des réglementations environnementales en vigueur dans chaque pays. Une autre activité est la Récupération d'énergie.



Filtere à manche, Bolzano, USA

Les marchés cibles de cette unité opérationnelle sont partagés entre les centrales électriques, la pétrochimie et aussi l'acier, le ciment, le verre, le papier.

Le portefeuille d'activités de cette unité opérationnelle comprend des technologies éprouvées et acceptées par des industriels de renommée internationale. Les technologies de dépollution de l'air se scindent en deux groupes : l'un est de type physique (dépoussiérage), l'autre est de type chimique (neutralisation des acides, désulfuration, dénitrification, élimination des métaux lourds, etc.). La gamme de technologies de dépollution de l'air a été adaptée pour répondre aux besoins des différents segments de marché, grâce à de nombreuses acquisitions et au développement de nouvelles technologies propres.

Ainsi, cette unité opérationnelle commercialise cinq technologies lui permettant de répondre aux différents besoins – actuels et futurs – des industriels :

1. Le dépoussiérage au moyen de filtres électrostatiques;
2. Le dépoussiérage au moyen de filtres à manche;
3. Le lavage humide de gaz (procédé «Exxon-Mobil»), utilisé en pétrochimie; il s'agit d'un système de désulfuration des gaz (deSOx) et d'élimination des particules émises par les craqueurs catalytiques. Il a récemment été complété par un procédé de dénitrification (Exxon plus).
4. Le lavage sec de gaz (procédé Marsulex»), utilisé pour la désulfuration des gaz émis par les centrales électriques au charbon et à la biomasse;
5. Un procédé de transformation de l'urée en ammoniac (produit délicat à manipuler), réactif utilisé pour la dénitrification des effluents gazeux. Ce procédé est appelé «U2A» (*urea to ammonia*).

Les activités sont scindées en deux parties. D'une part, la conception et l'installation d'équipements neufs (pour de nouvelles usines ou pour la mise à conformité d'usines existantes de façon à ce qu'elles respectent la réglementation environnementale) et d'autre part, le service après-vente comprenant entre autre la maintenance et la fourniture de pièces de rechange.

La dépollution de l'air est un métier complexe. Pallier les risques technologiques exige un savoir-faire et une solide expérience ainsi qu'une très bonne connaissance des procédés des clients. C'est le cas d'Hamon Research-Cottrell qui bénéficie depuis un siècle d'une solide réputation sur ses marchés cibles que sont l'énergie, la pétrochimie, l'industrie du verre, la cimenterie, la valorisation énergétique des déchets, la sidérurgie.

Organisation

Cette unité opérationnelle comprend trois filiales principales, ainsi qu'un réseau de licenciés :

- > Hamon Research-Cottrell U.S. (HRCUS), spécialisée dans la conception et l'installation de nouvelles unités de dépollution de l'air;
- > Hamon Custodis Cottrell Canada, filiale également active dans les cheminées;
- > Thermal Transfer Corporation (TTC), spécialisée dans la fabrication d'électrodes pour les filtres électrostatiques et de systèmes de récupération d'énergie. TTC sert aussi de base logistique pour Hamon Research-Cottrell US.

Parmi les licenciés de HRCUS, citons Hamon Research-Cottrell do Brazil, partenaire local brésilien.

CHEMINÉES

L'unité opérationnelle Cheminées offre des systèmes clé en main, destinés à évacuer les fumées rejetées par les chaudières des centrales électriques et par diverses industries (incinérateurs, hauts-fourneaux, cimenteries, verreries, etc.). Ces systèmes, comprenant la cheminée et les auxiliaires (revêtements, silencieux et éléments intermédiaires), sont conçus et adaptés aux différents besoins et contraintes du client.

Cette unité opérationnelle conçoit des cheminées de grande hauteur (souvent plus de 200 mètres) en matériaux divers – principalement en béton – et comportant un revêtement intérieur fonction de la nature des gaz rejetés (acier, brique, polyester renforcé et alliages spéciaux dans le cas de gaz corrosifs). La majeure partie de cette activité concerne les centrales électriques au charbon.

La conception et la construction de cheminées de grande hauteur requièrent un savoir-faire pointu, des équipements et des ressources que peu de sociétés possèdent, ce qui constitue un des avantages concurrentiels de Hamon. C'est pourquoi seul un nombre restreint d'acteurs se disputent ce marché aux Etats-Unis.

Les clients de l'unité opérationnelle sont généralement les utilisateurs finaux – principalement des grosses centrales électriques.

Construction d'une cheminée en béton, USA (vue d'ensemble)



Plate-forme supérieure d'un échaffaudage glissant

Une organisation commerciale supportée par des centres d'exécution régionaux

En Amérique du Nord, Hamon est active sur le marché des cheminées via ses filiales Hamon Custodis, basée aux Etats-Unis, et Hamon Custodis Cottrell sise au Canada. Hamon Custodis déploie ses activités au travers de quatre bureaux régionaux, qui se chargent principalement du service après-vente (maintenance et réparations). Les segments de marché dans lesquels l'unité opérationnelle est active sont principalement les centrales électriques, et dans une moindre mesure les industries du papier, du ciment, de la pétrochimie, de l'incinération des ordures ménagères, ainsi que d'autres applications industrielles.

RESSOURCES HUMAINES

Légère progression de l'effectif moyen total du Groupe

Après une sensible réduction les années précédentes, l'effectif moyen du groupe a augmenté de 1% en 2006, passant de 769 personnes à 779 personnes. En effet, plusieurs filiales ont engagé de nouveaux collaborateurs (ingénieurs, chefs de projet, ...) pour pouvoir faire face à la croissance des activités en 2005 et en 2006.

Répartition de l'effectif total moyen par catégorie

	2006	2005	2004
> Direction	39	38	44
> Employés	468	456	503
> Ouvriers	272	275	285
Total	779	769	832

Répartition de l'effectif total moyen par zone géographique

	2006	2005	2004
> Europe	463	473	515
> Etats-Unis	211	201	223
> Australie & Asie	81	65	63
> Afrique	24	30	31
Total	779	769	832

Récupérateur de chaleur (détail)



Réunion de managers de la BU Systèmes de refroidissement à Mont-St-Guibert (Belgique)

Répartition de l'effectif total moyen par activité

	2006	2005	2004
> Systèmes de refroidissement	357	341	348
> Echangeurs de chaleur	145	160	196
> Dépollution de l'air Europe	50	48	46
> Dépollution de l'air USA	155	152	174
> Cheminées	54	48	44
> Corporate	18	20	24
Total	779	769	832

Notes :

1. Les tableaux ci-dessus reprennent uniquement les effectifs des filiales consolidées par intégration globale; les chiffres sont calculés sur base du nombre d'équivalent temps plein et incluent uniquement les contrats à durée indéterminée.
2. Hamon emploie également un certain nombre de travailleurs temporaires non repris dans les tableaux ci-dessus, principalement dans le cadre de ses chantiers. Ces chantiers durent généralement quelques mois et peuvent se trouver aux quatre coins du monde; il s'agit principalement de personnes engagées localement.

Perspectives

Sa santé financière retrouvée, le Groupe compte maintenant investir davantage de ressources dans la formation de son personnel. Le groupe Hamon a été décidé de recruter des personnes de qualité et des jeunes talents.

RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

L'action Hamon

<i>en EUR par action</i>	2006	2005	2004
Cours moyen	13,93	4,97	4,87
Cours maximum	26,90	7,51	8,50
Cours minimum	5,32	4,10	2,40
Cours fin d'exercice (31.12)	26,50	5,85	4,10
Volume moyen d'échange (nombre d'actions/jour)	3.737	116,9	114,0
Nombre total d'actions émises au 31.12	7.191.472	5.874.310	2.703.579
Nombre moyen d'actions émises	5.948.680	4.458.340	2.703.579
Capitalisation boursière au 31.12 (EUR million)	190,6	34,4	11,1

Le 15 mars 2007, le cours de clôture de l'action Hamon était de 31,40 EUR.

De toutes les actions cotées sur Eurolist by Euronext Brussels (bourse de Bruxelles), l'action Hamon est celle dont le cours a le plus progressé en 2006 (+353% en un an).

Signalons que l'action Hamon est cotée sur le marché continu (groupe A1) d'Eurolist by Euronext Brussels depuis le 21 février 2007. Auparavant, l'action était cotée sur le marché du double fixing (groupe A5). Ce passage vers une cotation en continu illustre l'activité importante que connaît le titre Hamon depuis l'été 2006, ainsi que l'augmentation de la liquidité du titre suite à l'augmentation de capital de novembre 2006.

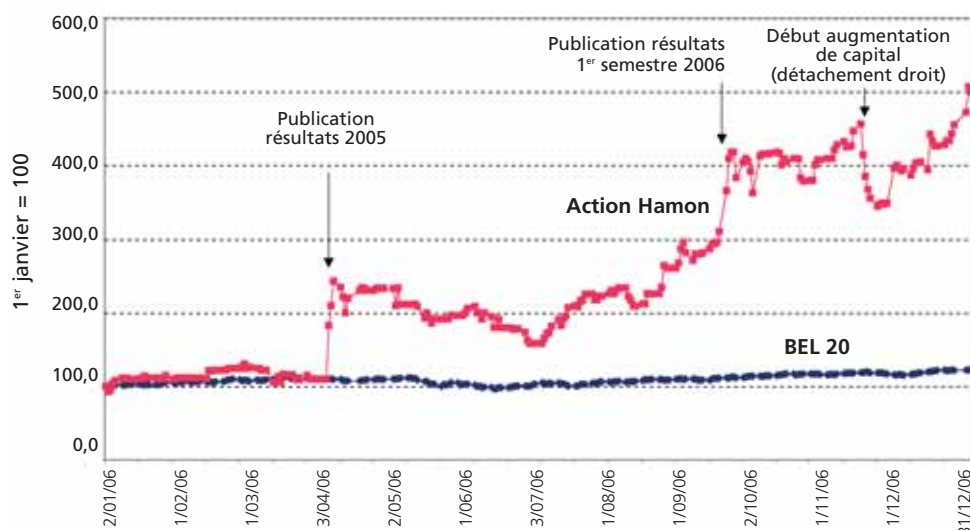
Voir plus de détail sur cette opération dans le Rapport de gestion.

A partir du 2 avril 2007, l'action Hamon fait partie de l'indice Bel Small.

Composition de l'actionnariat de Hamon au 31.12.2006

En application de la loi du 2 mars 1989, art. 1 à 4, relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'achat, le premier seuil applicable est fixé à 3% (art. 9 des statuts). Les seuils suivants sont les multiples de 5%.

Evolution relative indice BEL 20 et cours action Hamon en 2006



En application de cette loi, Hamon a reçu les déclarations des participations suivantes, lesquelles indiquent la composition de l'actionnariat au 31 décembre 2006 :

Actionnaire	actions	%
Sopal International S.A.	4.105.540	57,09%
Région Wallonne (via Sogepa)	1.219.512	16,96%
Esindus	303.506	4,22%
Autres / public	1.562.914	21,73%
Total	7.191.472	100,00%

Calendrier financier

> Assemblée générale des actionnaires 2007 :	29 mai 2007
> Publication des résultats du 1 ^{er} semestre 2007 :	30 août 2007
> Publication des résultats 2007 :	28 février 2008
> Assemblée générale des actionnaires 2008 :	29 avril 2008

Relations avec les investisseurs et communication financière

Bernard Van Diest, directeur financier du Groupe

Téléphone : +32 10 39.04.22

Fax : +32 10 39.04.16

Courriel : bernard.vandiest@hamon.com

Les informations financières – rapports annuels, communiqués de presse, etc – sont également disponibles sur : <http://www.hamon.com>.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

1. Considérations générales sur la gouvernance d'entreprise

Tenant compte des recommandations du Code belge de gouvernance d'entreprise, dit «Code Lippens», le Conseil d'Administration entend adopter une Charte de gouvernance d'entreprise. Cette charte confirmera l'adhésion de la Société aux neuf principes établis par le Code Lippens ainsi qu'à la majeure partie de ses dispositions et lignes de conduite.

2. Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration et durée des mandats

Conformément à l'article 14 des statuts et à la convention d'actionnaires signée avec la Région Wallonne, le Conseil d'Administration est composé de sept membres au moins qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires. La moitié au moins du conseil d'administration est constituée d'administrateurs non exécutifs et au moins deux d'entre eux sont indépendants. Quatre administrateurs (dont le président du conseil et l'Administrateur Délégué) sont nommés sur présentation de Sopal et un de la Sogepa. Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires pour une durée n'excédant pas six ans. Les administrateurs dont le mandat est terminé restent en fonction aussi longtemps que l'Assemblée Générale, pour quelque raison que ce soit, ne pourvoit pas à leur remplacement. Les administrateurs sortant sont rééligibles. Les administrateurs peuvent être à tout moment révoqués par l'Assemblée Générale. Aucune limite d'âge n'a été fixée.

Le Conseil d'Administration est actuellement composé des sept membres suivants :

Parmi ceux-ci, Pierre Meyers et Martin Gonzales del Valle ont la qualité d'administrateurs indépendants. Ces personnes rencontrent les critères d'indépendance prévus à l'article 524 du Code des sociétés ainsi que dans le Code «Lippens».

Madame Sabine Colson représente la Région Wallonne (via la Sogepa) au sein du Conseil d'Administration de la Société.

Compétences

Le Conseil d'Administration est l'organe suprême de gestion de la société. Conformément aux statuts⁽¹⁾, il est investi des pouvoirs les plus étendus en vue d'accomplir tous les actes utiles ou nécessaires à la réalisation de l'objet social. Il arrête les comptes semestriels et annuels, ainsi que les comptes consolidés. Il établit les objectifs stratégiques et approuve les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre. Il examine les projets d'investissements et approuve les projets importants. Il est compétent pour tout projet de développement, de réorganisation et de restructuration.

Fonctionnement

Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et au minimum quatre fois par an. Au cours de l'année 2006, il s'est réuni dix-huit fois vu le nombre important d'opérations à décider. Le Conseil d'Administration est tenu au courant de l'évolution du groupe, des filiales et des participations. L'Administrateur Délégué peut inviter aux réunions du Conseil d'Administration le directeur financier du groupe pour commenter plus en détail les résultats, les budgets, les ratios et leur évolution, ainsi que les directeurs généraux et toute autre personne qu'il jugera utile.

Nom	Fonction	Début mandat	Fin mandat
M. Jacques Lambilliotte	Président	30.05.06	27.05.08
M. Francis Lambilliotte	Administrateur Délégué	25.05.04	26.05.09
M. Jean Hamon	Administrateur	30.05.06	27.05.08
M. Bernard Lambilliotte	Administrateur	25.05.04	26.05.09
Mme Sabine Colson	Administrateur	13.06.05	27.05.08
M. Pierre Meyers	Administrateur indépendant	13.06.05	27.05.08
M. Martin Gonzales del Valle	Administrateur indépendant	13.06.05	27.05.08

(1) Art. 20 des statuts

GOVERNANCE D'ENTREPRISE (suite)

Règles statutaires concernant la prise de décisions au sein du Conseil d'Administration ⁽²⁾

La réunion du Conseil d'Administration se tient sous la présidence de son Président. En cas d'empêchement, l'administrateur le plus âgé ou à défaut l'administrateur désigné à cet effet par ses collègues présidera la réunion.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que sur des points mentionnés à l'ordre du jour et si la moitié des membres sont présents ou représentés.

Pour les points non repris à l'ordre du jour, le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si tous les membres sont présents à la réunion et décident à l'unanimité de délibérer sur ces points. Les résolutions du Conseil sont prises à la majorité des voix émises. Si un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu des Articles 523 et 529 du Code des Sociétés, les résolutions doivent être adoptées à la majorité des voix des autres membres du Conseil présents ou représentés.

Principaux sujets débattus par le Conseil d'Administration en 2006

Les principaux sujets discutés en 2006 concernaient le suivi des affaires, la situation de la trésorerie, la revue des projets d'investissement, la cession de FBM Hudson Italiana, la restructuration de la dette financière, l'augmentation de capital de EUR 20 millions, les prévisions de résultats, les budgets annuels, l'approbation des résultats. Le Conseil a également suivi la publication

et le contenu des communiqués de presse et les relations avec la Commission Bancaire Financière et des Assurances.

Rémunération des administrateurs ⁽³⁾

L'Assemblée Générale décide de la rémunération des mandats d'administrateur. En l'absence de décision de l'Assemblée Générale, le mandat est exercé à titre gratuit. L'Assemblée peut allouer aux administrateurs des jetons de présence à charge des frais généraux.

Le Conseil d'Administration peut accorder aux administrateurs et directeurs chargés de missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux.

Les mandats de Jacques Lambilliotte, Sogepa, Pierre Meyers, Martin Gonzales del Valle et Jean Hamon sont rémunérés conformément à la décision des Assemblées Générale les ayant nommés.

Ceux de Francis Lambilliotte et Bernard Lambilliotte sont exercés à titre gratuit.

Les membres des comités d'audit, de rémunération et de nomination touchent des jetons de présence de EUR 1.000 par réunion.

Organes de surveillance : comités d'audit, de rémunération, de nomination

Conformément aux recommandations du code de gouvernance d'entreprise, des comités d'audit, de rémunération et de nomination ont été constitués à la date du 27 juin 2005. Leurs membres sont les suivants :

Nom	Comité d'audit	Comité de rémunération	Comité de nomination	Fin mandat
M. Jacques Lambilliotte		Président	Président	27.05.08
M. Bernard Lambilliotte	Membre			26.05.09
Mme Sabine Colson	Présidente	Membre	Membre	27.05.08
M. Pierre Meyers	Membre	Membre	Membre	27.05.08
M. Martin Gonzales del Valle	Membre		Membre	27.05.08

(2) Art. 18 des statuts

(3) Art. 23 des statuts

GOVERNANCE D'ENTREPRISE (suite)

3. Organes de direction

La gestion journalière de la Société est exercée par Monsieur Francis Lambilliotte en sa qualité d'Administrateur Délégué de la Société.

La Société n'a pas constitué de comité de direction. Un comité exécutif a pour mission de donner des avis à l'Administrateur Délégué. Il n'existe pas de mandat pour les membres du comité exécutif, ses membres sont nommés pour une durée indéterminée.

Ce comité est composé des personnes suivantes :

- Francis Lambilliotte, *Administrateur Délégué, Président du Comité exécutif*
- Jean Gilbert, *Vice Président du Comité exécutif*
- Thierry Tondreau, *Secrétaire Général Groupe*
- Bernard Van Diest, *Directeur Financier Groupe*
- Aart Nobel, *Directeur Général Amériques*

Rémunération et avantages des organes d'administration et de direction

En 2006, le montant global des rémunérations et avantages en nature alloués aux administrateurs et aux membres du comité exécutif de la Société en raison de leurs fonctions dans celle-ci, dans ses filiales et dans ses sociétés associées, s'élevait à EUR 3,583 millions. Pour plus de détail, voir la note 29 des comptes consolidés.

4. Commissaires aux comptes

Les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice clôturé aux 31 décembre 2006 ont été vérifiés par le commissaire Deloitte, Reviseurs d'Entreprises, SC s.f.d. SCRL, Berkenlaan 8B, 1831 Diegem, représentée par Monsieur Laurent Boxus.

La nomination du commissaire pour un mandat de trois ans a été prise par l'Assemblée Générale des actionnaires du 31 mai 2005.

5. Affectation du résultat

La société ne propose pas de distribuer de dividendes relatifs à l'exercice 2006. Le versement de dividendes est limité par les covenants pris dans le cadre de la convention bancaire (voir fin de la note 23 des comptes consolidés).

A terme, la politique d'affectation du résultat visera à attribuer aux actionnaires une rémunération correcte tout en conservant dans le Groupe les moyens indispensables à sa croissance.

ETATS FINANCIERS

I.	Données financières	33
II.	Information générale	37
III.	Déclaration de conformité – Base d'établissement des états financiers	37
IV.	Principales méthodes comptables	37
V.	Hypothèses clés et principales estimations	46
VI.	Filiales	47
VII.	Taux de change utilisés par le Groupe	48
VIII.	Information par secteur d'activité	49
IX.	Notes aux états financiers	54
X.	Rapport du Commissaire Reviseur	82
XI.	Comptes sociaux de Hamon & Cie (International) S.A.	85

I. DONNÉES FINANCIÈRES

Compte de résultats consolidés

<i>en EUR '000'</i>	Note	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	1	354.423	283.681	194.400
Coût des ventes		(285.260)	(232.376)	(154.631)
Marge brute	2	69.163	51.305	39.769
Coûts de distribution et de marketing		(8.677)	(9.477)	(9.294)
Frais généraux et administratifs		(24.772)	(25.544)	(27.210)
Frais de recherche et développement		(700)	(473)	(223)
Autres produits/(charges) opérationnels	3	(2.175)	6.422	3.295
Résultat opérationnel avant coûts de restructuration	4	32.839	22.233	6.337
Coûts de restructuration	5	(441)	(1.747)	(5.278)
Résultat opérationnel (EBIT)		32.398	20.486	1.059
Charges financières	6	(7.600)	(5.295)	(5.292)
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées	13	407	325	196
Résultat avant impôts		25.205	15.516	(4.037)
Impôts sur le résultat	7	(10.351)	7.381	539
Résultat après impôts, hors activités abandonnées		14.854	22.897	(3.498)
Résultat après impôts des activités abandonnées	8	(1.754)	(15.662)	(15.319)
Résultat net		13.100	7.235	(18.817)
Part du Groupe		13.021	7.058	(18.807)
Intérêts minoritaires		79	177	(10)
Résultat par action (en EUR)	9			
Activités ordinaires poursuivies et abandonnées				
Résultat de base par action		2,19	1,58	(6,96)
Résultat dilué par action		2,19	1,58	(6,96)
Activités ordinaires poursuivies				
Résultat de base par action		2,48	5,10	(1,29)
Résultat dilué par action		2,48	5,10	(1,29)

DONNÉES FINANCIÈRES (suite)

Bilan consolidé

34

<i>en EUR '000'</i>				
ACTIF	Note	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	10	1.757	3.087	3.567
Goodwill	11	17.701	18.166	17.365
Immobilisations corporelles	12	19.309	20.963	21.317
Participations dans des entreprises associées	13	884	1.556	1.329
Actifs d'impôts différés	15	11.542	13.882	3.364
Actifs financiers disponibles à la vente	14	1.070	575	155
Clients et autres débiteurs	18	7.645	8.154	8.098
		59.908	66.383	55.195
Actifs courants				
Stocks	16	6.676	4.336	4.362
Montants nets à recevoir pour les contrats de construction	17	26.509	28.712	15.121
Clients et autres débiteurs	18	91.853	74.255	50.494
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19	24.442	20.022	12.709
Autres actifs courants		2.597	1.522	1.584
Actifs d'impôts exigibles		225	2.458	2.034
Actifs financiers disponibles à la vente	14	141	1.794	
Actifs non courants détenus en vue de la vente	8	-		86.717
		152.443	133.099	173.021
Total de l'actif		212.351	199.482	228.216
CAPITAUX PROPRES				
Capitaux propres - part du Groupe				
Capital	20	1.892	1.513	43.630
Autres réserves		18.152	2.099	(122)
Résultats non distribués		(1.262)	(14.321)	(76.456)
Intérêts minoritaires		278	237	(10)
Total des capitaux propres		19.060	(10.472)	(32.958)
PASSIF				
Passifs non courants				
Passifs financiers	23	3.520	6.837	10.364
Provisions pour pensions et obligations similaires	21	2.212	2.103	2.091
Provisions pour risques et charges	22	1.981	6.166	6.960
Passifs d'impôts différés	15	2.570	2.188	1.435
Autres dettes non courantes		3.557	1.080	320
		13.840	18.374	21.170
Passifs courants				
Passifs financiers	23	62.928	80.072	73.318
Montants nets à payer pour les contrats de construction	17	32.013	19.176	9.280
Fournisseurs et autres créditeurs	24	74.251	79.329	63.571
Dettes fiscales		8.666	9.324	7.033
Provisions pour risques et charges	22	1.593	3.679	4.113
Passifs non courants détenus en vue de la vente	8	-	-	82.689
		179.451	191.580	240.004
Total du passif		193.291	209.954	261.174
Total du passif et des capitaux propres		212.351	199.482	228.216

DONNÉES FINANCIÈRES (suite)

Tableau de financement consolidé

en EUR '000'	2006	2005	2004
Trésorerie d'exploitation			
Paielements reçus des clients	324.992	308.172	214.817
Paielements aux fournisseurs et employés	(296.226)	(297.278)	(208.656)
Flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts et impôts	28.766	10.894	6.161
Intérêts payés	(6.572)	(3.942)	(2.321)
Autres frais et revenus financiers (payés)/reçus	(2.059)	417	1.008
Impôt des sociétés payé	(5.139)	(2.525)	(3.471)
Paielements reçus/(effectués) pour des éléments exceptionnels	-	(240)	123
Flux net de trésorerie d'exploitation	14.996	4.604	1.500
Paielement des frais de restructuration	(1.110)	(2.092)	(7.602)
Flux de trésorerie d'exploitation après restructuration	13.886	2.512	(6.102)
Trésorerie d'investissement			
Intérêts perçus	464	317	187
Dividendes perçus	-	119	100
Cession de branches d'activité/filiales (net de trésorerie)	-	-	793
Cession d'immobilisations corporelles	197	142	589
Cessions/(achats) d'immobilisations financières	390	(356)	315
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3.523)	(1.125)	(1.803)
Variation des subventions reçues	(47)	-	497
Cessions/(achats) d'immobilisations incorporelles	(54)	(111)	(158)
Dépenses en recherche et développement	(426)	(769)	(477)
Flux net de trésorerie d'investissement	(2.999)	(1.783)	43
Trésorerie de financement			
Dividendes versés aux minoritaires	-	(19)	-
Augmentation de capital	19.194	5.821	-
Variation des emprunts convertibles	-	-	1.250
Nouveaux emprunts contractés	15.841	3.541	-
Remboursement d'emprunts	(35.606)	(1.250)	(6.946)
Flux de trésorerie de financement	(571)	8.093	(5.696)
Autres mouvements de trésorerie			
Autres variations provenant des activités abandonnées	(4.330)	(2.854)	(5.102)
Autres flux de trésorerie	(4.330)	(2.854)	(5.102)
Flux de trésorerie net	5.986	5.968	(16.857)
Trésorerie en début d'exercice	20.022	12.709	29.877
Impact des différences de change sur la trésorerie	(1.566)	1.345	(311)
Trésorerie en fin d'exercice	24.442	20.022	12.709
Variation nette de la trésorerie	5.986	5.968	(16.857)

DONNÉES FINANCIÈRES (suite)

État des variations des capitaux propres

en EUR '000'	Capital	Réserve légale	Primes d'émission	Résultats non distribués	Ecart de conversion	Capitaux propres-part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Solde au 1^{er} janvier 2004	43.630	671	191	(57.757)		(13.265)	566	(12.699)
Ecart de conversion					(984)	(984)	16	(968)
Résultat de la période				(18.807)		(18.807)	(10)	(18.817)
Autres mouvements				108		108	(582)	(474)
Solde au 31 décembre 2004	43.630	671	191	(76.456)	(984)	(32.948)	(10)	(32.958)
Solde au 1^{er} janvier 2005	43.630	671	191	(76.456)	(984)	(32.948)	(10)	(32.958)
Augmentations de capital	12.969		(148)			12.821		12.821
Réductions de capital	(55.086)			55.086				
Ecart de conversion					2.369	2.369	70	2.439
Résultat de la période				7.058		7.058	177	7.235
Autres mouvements				(9)		(9)		(9)
Solde au 31 décembre 2005	1.513	671	43	(14.321)	1.385	(10.709)	237	(10.472)
Solde au 1^{er} janvier 2006	1.513	671	43	(14.321)	1.385	(10.709)	237	(10.472)
Augmentations de capital	379		18.815			19.194		19.194
Ecart de conversion					(2.762)	(2.762)	(19)	(2.781)
Résultat de la période				13.021		13.021	79	13.100
Autres mouvements				38		38	(19)	19
Solde au 31 décembre 2006	1.892	671	18.858	(1.262)	(1.377)	18.782	278	19.060

Le lecteur est invité à se référer à la note 20 précisant les modalités de l'augmentation de capital dont les impacts sont présentés ci-dessus.

II. INFORMATION GÉNÉRALE

Hamon & Cie (International) (ci-après dénommée «Hamon» ou «la Société») est une société anonyme de droit belge. Son siège social est implanté à Axisparc, rue Emile Francqui 2, 1435 Mont-St-Guibert, Belgique, tél.: +32 10 39.04.00.

Les activités principales de Hamon et des différentes filiales du Groupe sont décrites dans la première partie de ce rapport annuel.

La législation régissant les activités de Hamon & Cie (International) est la législation belge ou la législation des pays dans lesquels sont implantées ses filiales. Le pays d'origine de la Société est la Belgique. L'exercice comptable de la Société débute le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre de chaque année. La Société a été constituée le 31 décembre 1927 pour une durée illimitée. Son numéro de Registre des personnes morales est le n° 0402.960.467

37

III. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS – International Financial Reporting Standards) telles qu'approuvées dans l'Union Européenne.

Les états financiers ont été approuvés par le Conseil d'Administration du 15 mars 2007.

IV. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Changement de méthode comptable

A partir de l'exercice 2006, afin d'utiliser une méthode comptable plus courante, le Groupe a décidé de modifier le traitement des écarts actuariels relatifs aux régimes de pension à prestations définies et résultant des différences entre les hypothèses actuarielles utilisées et la réalité et les effets des changements d'hypothèses actuarielles. Les écarts actuariels qui excèdent 10% de la valeur la plus élevée entre la valeur actualisée des obligations de retraite et la juste valeur des actifs des plans à la date de clôture sont dorénavant amortis sur la durée de vie active moyenne des bénéficiaires. Ces écarts étaient précédemment comptabilisés intégralement dans le compte de résultats de l'exercice.

Ce changement de méthode comptable n'a pas d'impact significatif sur les chiffres comparatifs pour les exercices clôturés aux 31 décembre 2005 et 2004. En conséquence, ces chiffres comparatifs n'ont pas été retraités.

Le résultat avant impôts de l'exercice 2006 aurait été inférieur d'un montant de EUR 350 milliers si le Groupe avait poursuivi l'application de la méthode comptable précédemment appliquée.

Normes comptables

Ces états financiers consolidés ont été préparés selon les normes internationales de reporting financier (International Financial Reporting Standards).

Ils sont préparés sur base du coût historique, à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente qui sont présentés à leur juste valeur. Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, arrondis au millier le plus proche.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations émises avant la date d'approbation des états financiers et dont la date d'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2006 :

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

- > IFRS 7 - Instruments financiers : information à fournir;
- > IFRS 8 - Secteurs opérationnels;
- > IFRIC 7 - Application de l'approche du retraitement dans le cadre d'IAS 29 Information financière dans les économies hyperinflationnistes;
- > IFRIC 8 - Champ d'application d'IFRS 2;
- > IFRIC 9 - Réévaluation des dérivés incorporés;
- > IFRIC 10 - Information financière intermédiaire et dépréciation;
- > IFRIC 11 - Transactions de groupe et transactions portant sur les actions propres;
- > IFRIC 12 - Accord de concessions de service.

L'adoption de ces nouvelles normes et interprétations pour les exercices ultérieurs ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

Le Groupe a adopté les normes comptables internationales qui ont été révisées et qui sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2006 (IAS 1, IAS 19, IAS 21, IAS 39 et IFRS 4). Ces normes n'ont pas généré d'impact significatif tant sur la période en cours que sur la période comparative.

Le Groupe a adopté les nouvelles normes et interprétations suivantes :

- > IFRS 6 - Prospection et évaluation de ressources minérales;
- > IFRIC 4 - Déterminer si un accord contient un contrat de location;
- > IFRIC 5 - Droits aux intérêts émanant de fonds de gestion dédiés au démantèlement, à la remise en état et à la réhabilitation de l'environnement;
- > IFRIC 6 - Passifs découlant de la participation à un marché déterminé - Déchets d'équipements électriques et électroniques;

Par ailleurs, les états financiers reprennent toutes les informations requises par les 4^{ème} et 7^{ème} directives européennes.

Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les transactions dans une monnaie autre que la devise fonctionnelle des entités sont comptabilisées aux cours de change en vigueur à la date de la transaction. A chaque date de clôture, les actifs et passifs monétaires en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture. Les gains et pertes résultant de cette conver-

sion et/ou du règlement des transactions en devises sont comptabilisés dans le compte de résultats, sous la rubrique «Autres produits/(charges) opérationnels».

Les actifs et passifs des activités du Groupe dont la devise fonctionnelle n'est pas l'Euro sont convertis en Euro au taux de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période sauf si les cours de change connaissent des fluctuations importantes. Les écarts de change qui en résultent sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres.

Lors de la cession d'une activité dont la devise fonctionnelle n'est pas l'Euro, le montant cumulé des écarts de change différés figurant sous la rubrique «Ecart de conversion» est comptabilisé dans le compte de résultats.

Les goodwill et autres ajustements de la juste valeur résultant de l'acquisition d'une activité dont la devise fonctionnelle n'est pas l'Euro sont traités comme des actifs et passifs de l'activité et comptabilisés conformément au paragraphe précédent.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états des filiales, des participations dans des coentreprises consolidées selon la méthode proportionnelle et des entreprises associées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les états financiers consolidés sont préparés en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et événements semblables se produisant dans des circonstances analogues. Tous les soldes, les transactions, les produits et les charges intra-groupe sont éliminés en consolidation.

Filiales

Les filiales sont des entités qui sont contrôlées directement ou indirectement par le groupe Hamon. Le contrôle est présumé dès que le groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entité mais également dès lors qu'il dispose du pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entité de façon à obtenir des avantages de ses activités. La consolidation des filiales commence dès l'instant où Hamon contrôle l'entité jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Entités contrôlées conjointement

Les entités pour lesquelles le Groupe partage contractuellement le contrôle avec un autre (d'autres) co-entrepreneur(s) constituent des entités contrôlées conjointement. Un tel accord contractuel assure que les décisions financières et opérationnelles stratégiques requièrent le consentement unanime de l'ensemble des co-entrepreneurs. La consolidation proportionnelle des entités contrôlées conjointement commence dès l'instant où le contrôle conjoint est établi jusqu'à la date à laquelle il cesse.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités sur lesquelles Hamon exerce une influence notable en participant aux décisions de l'entité, sans en détenir le contrôle ou le contrôle conjoint. L'influence notable est présumée dès que le groupe détient plus de 20% des droits de vote de l'entité. Les entreprises associées sont comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence jusqu'à la date à laquelle l'influence notable cesse.

Regroupement d'entreprises

Lorsque le Groupe acquiert une entité ou une entreprise, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont comptabilisés à leur juste valeur. L'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant que goodwill. Lorsque cette différence, après réévaluation des valeurs, est négative, elle est comptabilisée immédiatement en résultat.

L'intérêt des actionnaires minoritaires reflète la quote-part d'intérêt des minoritaires dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels comptabilisés.

ÉLÉMENTS DU BILAN

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront au Groupe et si leurs coûts peuvent être estimés de façon fiable. Après la comptabilisation initiale, toutes les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur.

Brevets, marques de fabrique et droits similaires

Les brevets et les marques de fabrique sont évalués initialement à leur coût et sont amortis linéairement sur la période minimum entre leur durée d'utilité présumée et leur durée contractuelle.

Frais de développement générés en interne

Les frais de développement internes du Groupe sont capitalisés en tant qu'immobilisations incorporelles uniquement si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- > un actif identifiable a été créé (tels que des logiciels et des nouveaux procédés);
- > il est probable que l'actif créé génère des avantages économiques futurs;
- > et les coûts de développement de l'actif peuvent être évalués de façon fiable.

La phase de développement commence lorsque les nouveaux produits, procédés ou softwares («Actif Identifiable») sont définis. L'objectif consiste à développer un Actif Identifiable qui réponde aux exigences techniques et qualitatives du client ou permette de satisfaire les exigences du client à un moindre coût de revient pour l'entreprise. Les activités de développement sont basées sur les résultats obtenus de la recherche appliquée ou d'un savoir-faire existant et sont génératrices de profit. Cette condition est revue chaque année afin de déterminer la rentabilité potentielle des projets.

Les coûts de développement sont amortis sur une durée de maximum cinq (5) ans. Lorsque les critères de comptabilisation ne sont pas satisfaits, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Autres éléments incorporels générés en interne

A part les frais de développement correspondants aux critères énumérés ci-avant, les frais liés à l'élaboration de tout autre élément incorporel généré en interne comme une marque, une liste de clients, un goodwill, des frais de recherche sont pris en charge lorsqu'ils sont encourus et ne sont pas reconnus comme des immobilisations.

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables d'une filiale, d'une entreprise associée ou d'une entité contrôlée conjointement à la date d'acquisition.

Le goodwill est comptabilisé comme actif et est soumis au test de dépréciation au moins une fois par an. Toute perte de valeur éventuelle est enregistrée en «Autres produits/(charges) opérationnels. Une perte de valeur comptabilisée sur un goodwill ne peut pas être reprise ultérieurement.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entité contrôlée conjointement, le goodwill y relatif est inclus dans la détermination du résultat de la cession.

Les goodwill sur les entreprises associées sont présentés sous la rubrique « Participations dans entreprises associées ».

Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est comptabilisée s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet élément iront au Groupe et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Après leur comptabilisation initiale, toutes les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le coût inclut tous les coûts directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue. Les coûts d'emprunts ne sont pas activés.

Les coûts de réparation et de maintenance et autres coûts liés aux immobilisations corporelles sont enregistrés dans le compte de résultats dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les amortissements sont répartis systématiquement sur la durée d'utilité attendue des différentes catégories d'immobilisations corporelles en utilisant la méthode linéaire. L'amortissement d'un actif commence dès qu'il est prêt à être mis en service de la manière prévue. Les durées d'utilité estimées des éléments les plus significatifs des immobilisations corporelles se situent dans les intervalles suivants :

- > terrains : pas d'amortissement;
- > bâtiments administratifs : 33 ans;
- > bâtiments industriels : 33 ans;
- > machines : 10 ans;
- > équipement EDP : 4 ans;
- > autres équipements : 10 ans;
- > aménagement : 10 ans;
- > outils : 4 ans;
- > mobilier : 10 ans;
- > voitures : 4 ans.

Les dotations aux amortissements de chaque exercice sont comptabilisées en charges opérationnelles (coût des ventes, coûts de distribution et de marketing, frais généraux et administratifs, frais de recherche et développement) selon l'affectation des immobilisés correspondants.

Le profit ou la perte résultant de la cession ou de la désaffectation d'une immobilisation corporelle correspond à la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable de l'immobilisation corporelle. Cette différence est comptabilisée en compte de résultats sous la rubrique «Autres produits/(charges) opérationnels».

Le groupe Hamon ayant opté pour la valorisation des immobilisations corporelles basée sur leur coût historique, ces dernières ne peuvent être réévaluées.

Dépréciation d'immobilisations corporelles et incorporelles

Sauf pour les immobilisations incorporelles en cours qui sont soumises à un test de dépréciation annuel, les immobilisations corporelles et incorporelles font l'objet d'un test de dépréciation uniquement quand il existe

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

un indice montrant que leur valeur comptable ne sera pas recouvrable par leur utilisation ou leur vente.

Si un actif ne génère pas de flux de trésorerie indépendants de ceux d'autres actifs, le Groupe procède à une estimation du montant recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle appartient cet actif. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Si la valeur recouvrable d'un actif (unité génératrice de trésorerie) est estimée être inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est réduite à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat.

Lorsqu'une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée pour atteindre l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, sans toutefois être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs.

Contrats de location

Location-financement

Les contrats de location sont considérés comme des contrats de location-financement si la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont transférés au preneur. Tous les autres contrats de location sont catégorisés comme contrats de location simple.

Les actifs détenus en location-financement sont comptabilisés comme des actifs appartenant au Groupe à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, toutes deux déterminées au commencement du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est reprise au bilan comme une dette de location financement.

Les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période. Les actifs loués sont amortis sur leur

durée d'utilité estimée de façon cohérente avec la méthode applicable aux actifs amortissables similaires que possède l'entité.

Location simple

Les contrats de location en vertu desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en tant que contrat de location simple. Les loyers provenant de contrats de location simple sont pris en résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont reconnus au bilan à la date de la transaction, qui correspond à la date à laquelle l'entité s'engage à acheter ou vendre un actif.

Lors de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif financier, ce dernier doit être évalué à sa juste valeur majorée (actif) ou minorée (passif) des coûts de transaction qui sont directement attribuables à son acquisition ou à son émission (sauf pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat).

La juste valeur se définit comme étant le montant auquel un actif peut être échangé ou une dette soldée entre parties consentantes dans des conditions de marché. La juste valeur du passif financier sera par exemple la trésorerie reçue des prêteurs à l'émission du passif.

Il y a 4 catégories d'actifs financiers :

- > actifs financiers à la juste valeur par résultat ou actif de transaction (tout actif classé dès l'origine comme tel par le Groupe ou détenu en vue de sa revente);
- > investissements détenus jusqu'à l'échéance;
- > prêts et créances;
- > actifs financiers disponibles à la vente.

Il y a 2 catégories de passifs financiers :

- > passifs financiers à la juste valeur par résultat;
- > autres dettes financières mesurées au coût amorti.

Ultérieurement,

- > les variations de la juste valeur des « actifs et passifs à la juste valeur par résultat » sont comptabilisées directement dans le compte de résultat;

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

- > les variations de la juste valeur des actifs disponibles à la vente sont comptabilisées en compte de résultats;
- > les participations dans des instruments de capitaux propres qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable par une méthode d'évaluation alternative sont évaluées au coût;
- > les prêts et créances ainsi que les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance ainsi que les autres passifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des placements à court terme, qui sont évalués à leur coût.

Le **taux d'intérêt effectif** est le taux qui actualise exactement le flux attendu des entrées ou sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux du marché, à la valeur nette comptable actuelle de l'actif ou du passif financier.

Créances et dettes commerciales

Les créances et dettes commerciales sont comptabilisées à leur coût amorti c'est-à-dire la valeur actualisée du montant à recevoir. Des dépréciations sont enregistrées pour les montants des créances non recouvrables attendus.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend la caisse et les comptes à vue. Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, qui ont une échéance inférieure ou égale à trois mois, et qui ne présentent pas un risque important de changement de valeur. Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale. Les découverts bancaires sont inclus dans les passifs financiers courants.

Instruments de capitaux propres

Tout contrat qui fait apparaître un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs est un instrument de capitaux propres. Les instruments de capitaux propres émis par la Société sont comptabilisés à leur juste valeur, nette des frais d'émission.

Prêts et Emprunts

Les prêts et emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, augmentée ou diminuée des coûts de transaction. Ils sont par la suite évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Toute différence entre la contrepartie reçue (nette des coûts de transaction) et la valeur de remboursement (y compris la prime de remboursement à recevoir ou à payer) est comptabilisée dans le compte de résultats sur la période de l'emprunt (méthode de taux d'intérêt effectif).

Instruments financiers dérivés

A l'exception des instruments de couverture désignés comme tels, les instruments financiers dérivés sont classifiés comme disponibles à la vente et sont dès lors évalués à leur juste valeur. Les variations de valeur sont enregistrées dans le compte de résultat.

Stocks

Les stocks sont portés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks comprend le coût des matériaux directs et, le cas échéant, les coûts de la main-d'œuvre et les frais généraux qui ont été nécessaires pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Le coût des éléments interchangeables du stock est déterminé suivant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts restant à encourir pour le marketing, la vente et la distribution.

Pensions et obligations similaires

Conformément aux lois et pratiques en vigueur dans chaque pays, les entreprises affiliées du Groupe souscrivent à des plans de pensions sous la forme de régimes à cotisations ou à prestations définies.

Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées au titre de régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Régimes à prestations définies

En ce qui concerne les régimes à prestations définies, le montant comptabilisé dans le bilan correspond à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs du régime, des écarts actuariels non comptabilisés et des coûts des services passés non encore comptabilisés. Lorsque le montant à comptabiliser au bilan est négatif, l'actif comptabilisé ne dépasse pas le total du coût des services passés non comptabilisé, et de la valeur actualisée des remboursements futurs provenant du régime ou des réductions de cotisations futures au régime.

Dans le compte de résultats, le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés et l'amortissement des écarts actuariels sont comptabilisés en coûts de vente, distribution et marketing, frais généraux et administratifs, frais de recherche et développement tandis que les coûts d'intérêt et le rendement attendu sur les actifs du plan sont enregistrés dans la rubrique «Charges financières».

La valeur actuelle des obligations des plans de retraite à prestations définies est calculée selon la méthode appelée «unité de crédit projeté». Chaque année, le taux d'actualisation est ajusté au taux de marché à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie dont les dates d'échéance coïncident approximativement avec celle de l'obligation de prestation.

Les écarts actuariels, résultant des différences entre les hypothèses actuarielles précédentes et la réalité et des effets des changements d'hypothèses actuarielles, sont calculés séparément pour chaque 'régime à prestations définies'. Les écarts actuariels qui excèdent 10% de la valeur la plus élevée entre la valeur actualisée des obligations de retraite et la juste valeur des actifs des plans de pension à la date de clôture sont amortis sur la durée de vie active moyenne résiduelle des bénéficiaires. Par dérogation à ce qui précède, en 2005 et 2004, les écarts étant non significatifs (respectivement EUR 10 milliers et EUR 16 milliers), ils ont été pris en charge durant l'exercice.

Les coûts des services passés provenant d'un changement dans les prestations du plan sont pris en charges selon un mode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

Charges des régimes de préretraite

Les régimes de préretraite sont également traités comme des avantages postérieurs à l'emploi de type prestations définies.

Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées dans le bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle (légale ou implicite) résultant d'un événement passé, obligation pour laquelle il est probable qu'elle résultera en un décaissement de ressources qui peut être estimé de manière fiable.

Des provisions pour garantie sont comptabilisées à date de la vente du produit concerné sur base de la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation du Groupe. Des provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a adopté un plan formalisé et détaillé de restructuration qui a fait l'objet d'une annonce publique aux parties affectées par la restructuration avant la date de clôture.

Les provisions sont comptabilisées à leur valeur actuelle dès lors que la variation de valeur due au délai entre la date de clôture et la date probable des décaissements liés à l'obligation est significative.

ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTAT

Produits

Un produit est comptabilisé lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs associés à la transaction iront à l'entreprise et que son montant peut être évalué de façon fiable.

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir et représentent des montants à recevoir suite à la livraison de biens ou à la prestation de services dans le cadre de l'activité normale.

- > Les produits de la vente de biens sont comptabilisés une fois la livraison effectuée et lorsque le transfert des risques et des avantages a été accompli.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

- > Les produits provenant des contrats de construction sont comptabilisés conformément aux méthodes comptables du Groupe relatives aux contrats de construction (voir ci-dessous).
- > Les produits d'intérêts sont acquis en fonction du temps écoulé sur base du montant du principal restant ouvert et du taux d'intérêt effectif, qui est le taux qui actualise exactement les encaissements futurs sur la durée de vie prévue de l'actif financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de cet actif financier.
- > Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

Contrats de construction

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, les produits et les coûts du contrat sont comptabilisés respectivement en produits et en charges en fonction du degré d'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture.

Le degré d'avancement du contrat est déterminé par référence aux composantes majeures du contrat (design, engineering, achats et montage).

Les filiales du Groupe peuvent choisir de comptabiliser les résultats des petits contrats de construction à l'achèvement des travaux.

Lorsque le résultat d'un contrat de construction ne peut être estimé de façon fiable, les produits ne sont comptabilisés que dans la limite des coûts du contrat encourus qui seront probablement recouvrables. Les coûts du contrat sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Lorsqu'il est probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges.

Les produits du contrat incluent le montant initial du contrat tel que convenu entre les parties, les modifications dans les travaux du contrat tel qu'agréés entre les parties ainsi que les primes de performance et les réclamations dans la mesure où ces dernières seront acceptées et où il est possible de les évaluer de manière fiable.

Les coûts du contrat incluent, outre les charges en relation directe avec le contrat, les charges liées à l'activité des contrats de manière générale et qui peuvent être affectés au contrat de manière raisonnable. Les coûts encourus pour conclure le contrat sont inclus dans les charges du contrat s'ils peuvent être identifiés séparément et mesurés de manière fiable et s'il est probable que le contrat sera conclu.

Les montants repris sous la rubrique «Montants nets à recevoir pour les contrats de construction» correspondent aux coûts encourus plus les profits comptabilisés, moins la somme des pertes comptabilisées et des facturations intermédiaires de tous les contrats en cours pour lesquels les coûts encourus plus les profits comptabilisés (moins les pertes comptabilisées) dépassent les facturations intermédiaires. Par ailleurs, les montants repris sous la rubrique «Montants nets à payer pour les contrats de construction» correspondent aux coûts encourus plus les profits comptabilisés, moins la somme des pertes comptabilisées et des facturations intermédiaires pour tous les contrats en cours pour lesquels les facturations intermédiaires sont supérieures aux coûts encourus plus les profits comptabilisés (moins les pertes comptabilisées).

Subventions publiques

Les subventions publiques relatives aux coûts du personnel sont comptabilisées en produits de la période de façon à rattacher les produits aux coûts correspondants.

Les subventions publiques liées aux immobilisations corporelles sont traitées en déduisant les subventions reçues de la valeur comptable des actifs correspondants. Ces subventions sont comptabilisées en produits sur la durée d'utilité des actifs amortissables.

Les subventions publiques remboursables sont comptabilisées en passifs financiers.

Impôts sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend les impôts exigibles et les impôts différés. Ils sont inscrits dans le compte de résultats sauf s'ils portent sur des éléments enregistrés directement dans les capitaux propres, auquel cas ils sont eux aussi comptabilisés dans les capitaux propres.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

L'impôt exigible est basé sur le bénéfice imposable de la période et est calculé en utilisant les taux d'impôt en vigueur à la date de clôture ainsi que les ajustements relatifs aux exercices antérieurs.

Les impôts différés sont calculés sur base des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits au bilan et leur base fiscale. L'impôt différé est calculé en fonction de la manière dont on prévoit que les éléments d'actif et de passif seront réalisés ou réglés, sur la base des taux d'imposition en vigueur ou quasi adoptés à la date de clôture du bilan.

Par ailleurs, les impôts différés passifs liés aux participations dans des filiales ne sont pas comptabilisés dans la mesure où le Groupe ne s'attend pas à ce que la différence temporelle s'inverse dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé sur les différences temporaires déductibles et en cas de report de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporaires et ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture. Elle est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser tout ou partie de cet actif d'impôt différé.

Activités abandonnées

Un abandon d'activité est une composante d'une entreprise dont le Groupe, agissant en vertu d'un plan unique se sépare en quasi-totalité, par exemple en la cédant ou en arrêtant l'exploitation par abandon. Cette activité représente une ligne de produits ou une région géographique majeure et distincte. Elle peut être distinguée sur le plan opérationnel et pour la communication d'informations financières.

Outre les informations générales concernant l'abandon d'activité, les états financiers mentionnent les valeurs comptables, à la date de clôture de l'exercice, du total des actifs et du total des passifs qui vont être sortis; ainsi que les montants du résultat et de la charge d'impôt et enfin des flux de trésorerie nets, attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement de l'activité que l'entreprise abandonne.

Les actifs catégorisés dans une activité que l'entreprise abandonne ainsi que les actifs détenus en vue de leur revente sont valorisés dans les comptes au plus faible de leur valeur comptable et de leur valeur nette de réalisation (juste valeur diminuée des coûts de la vente). Ils ne font plus l'objet d'un amortissement annuel mais font l'objet d'un test de dépréciation à toute indication de diminution de leur valeur nette probable de réalisation.

V. HYPOTHESES CLES ET PRINCIPALES ESTIMATIONS

Dans le cadre de la préparation de ses états financiers consolidés, le Groupe doit, à certaines occasions, formuler des hypothèses et/ou procéder à des estimations affectant les postes du bilan et/ou du compte de résultats.

La Direction base ses estimations sur son expérience passée et formule certaines hypothèses qui semblent raisonnables compte tenu des circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations sont utilisées dans l'évaluation des pertes de valeur/réductions de valeur sur actifs courants et non courants, dans l'estimation du résultat et du degré d'avancement des contrats de construction en

cours, dans l'évaluation de la durée de vie résiduelle des immobilisations corporelles et incorporelles à l'exception des goodwill, dans les provisions pour pensions, pour restructurations et pour litiges potentiels ainsi que dans l'évaluation du caractère recouvrable des actifs d'impôts différés.

Les estimations comptables et leurs hypothèses clés sont revues régulièrement et les effets de leurs révisions sont reflétés dans les états financiers dans la période correspondante.

Lorsque de telles hypothèses et estimations ont été établies, elles sont expliquées dans les notes relatives aux éléments auxquelles elles se rapportent.

VI. FILIALES

Au 31 décembre 2006, le Groupe possède les filiales suivantes :

Sociétés consolidées par intégration globale	Pays	% intérêt Groupe	% contrôle Groupe
Hamon & Cie (International) SA	Belgique	Société mère	Société mère
Hamon Thermal Europe SA	Belgique	100%	100%
Hamon Research-Cottrell SA	Belgique	99,95%	100%
Compagnie Financière Hamon S.A.	France	99,10%	100%
Hamon Thermal Europe (France) S.A.	France	99,10%	100%
Comelec S.A.R.L.	France	99,10%	100%
Hamon D'Hondt S.A.	France	99,10%	100%
Brown Fintube France S.A.	France	99,10%	100%
Hamon Environmental S.A.R.L.	France	99,95%	100%
Hacom Energiesparsysteme GmbH	Allemagne	100%	100%
Hamon Thermal Germany GmbH	Allemagne	100%	100%
Hamon Polska Sp.Zo.O	Pologne	99,10%	100%
Hamon UK Ltd.	Grande-Bretagne	100%	100%
Hamon Dry Cooling Ltd	Grande-Bretagne	100%	100%
Hamon (Nederland) B.V.	Pays-Bas	100%	100%
Heat Transfer Ré Services S.A.	Luxembourg	100%	100%
Hamon Corporation Inc.	Etats-Unis	100%	100%
Hamon Cooling Towers Inc.	Etats-Unis	100%	100%
Hamon Custodis Inc.	Etats-Unis	100%	100%
Hamon Power Services Inc.	Etats-Unis	100%	100%
Hamon Research-Cottrell Inc.	Etats-Unis	100%	100%
Thermal Transfer Corporation	Etats-Unis	100%	100%
Hamon Custodis Cottrell (Canada) Inc.	Canada	100%	100%
Hamon Australia Pty Ltd.	Australie	100%	100%
Hamon (South Africa) Pty Ltd.	Afrique du Sud	70%	100%
Hamon Korea Co Ltd.	Corée du Sud	89,73%	90%
Hamon Korea Youngnam Ltd.	Corée du Sud	45,76%	100%
Hamon - B.Grimm Ltd.	Thaïlande	49,20%	49,20%
Hamon India PVT Ltd.	Inde	100%	100%
Hamon Thermopack Engineers PVT Ltd	Inde	74%	74%
Hamon Malaysia SDN. BHD.	Malaisie	100%	100%
Hamon Thermal & Environmental Technology (Jiaxing) Co. Ltd	Chine	70%	100%
Hamon Do Brazil Ltda.	Brésil	100%	100%

VII. TAUX DE CHANGE UTILISÉS PAR LE GROUPE

<i>Taux de change pour 1 EUR</i>		Taux de clôture			Taux moyens		
		2006	2005	2004	2006	2005	2004
Zloty polonais	PLZ	3,8293	3,8423	4,0716	3,9012	4,0293	4,5380
Livre sterling	GBP	0,6738	0,6871	0,7080	0,6823	0,6843	0,6793
Réal brésilien	BRL	2,8154	2,7549	3,6102	2,7528	3,0302	3,6293
Dollar américain	USD	1,3187	1,1796	1,3593	1,2591	1,2470	1,2433
Dollar australien	AUD	1,6730	1,6080	1,7340	1,6696	1,6328	1,6869
Roupie indienne	INR	58,3635	53,0916	59,0866	57,1972	54,8851	56,2500
Ringgit malaisien	MYR	4,6522	4,4582	5,1652	4,6200	4,7221	4,7264
Rand sud-africain	ZAR	9,2975	7,4813	7,6577	8,5623	7,8811	7,9911
Won sud-coréen (100)	KRW	12,2634	11,9235	14,0710	12,0193	12,7724	14,2301
Baht thaïlandais	THB	47,6693	48,3616	52,8069	47,7735	50,1722	50,3322
Dollar canadien	CAD	1,5345	1,3779	1,6286	1,4240	1,5099	1,6170
Yuan Chinois	CNY	10,2922	9,5192	11,2499	10,0477	10,2187	10,2948

VIII. INFORMATION PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Le Groupe présente des informations relatives aux secteurs d'activité et aux secteurs géographiques. Le premier niveau de l'information sectorielle reflète l'organisation des activités du Groupe. Les secteurs sélectionnés correspondent aux Business Units telles que définies ci-dessous.

Le Groupe est organisé en cinq Business Units : Systèmes de refroidissement, Echangeurs de chaleur, Dépollution de l'air Europe, Dépollution de l'Air USA et Cheminées. Des informations complémentaires sur les Business Units sont présentées en début de ce rapport annuel.

Le deuxième niveau de l'information sectorielle est basé sur la localisation géographique des clients, soit l'Europe, l'Amérique du Nord (Canada, Etats-Unis et Mexique), l'Amérique du Sud, le Moyen-Orient & Afrique, et la zone Asie-Pacifique, alors que les actifs et les investissements sont repris en fonction de leur propre localisation.

Les résultats d'un secteur, ses actifs et passifs comprennent tous les éléments qui lui sont directement attribuables ainsi que les rubriques qui peuvent raisonnablement être allouées à un secteur.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Premier niveau – secteur d'activités

<i>en EUR '000'</i>	Systèmes de refroidissement	Echangeurs de chaleur	Dépollution de l'air Europe	Dépollution de l'air USA	Cheminées	Non alloué	Elimination	Total
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2004								
Chiffre d'affaires - tiers	75.059	23.281	26.801	49.565	19.694			194.400
Chiffre d'affaires vis-à-vis des autres secteurs	491	14	10		2.186	230	(2.931)	
Chiffre d'affaires	75.550	23.295	26.811	49.565	21.880	230	(2.931)	194.400
Résultat opérationnel avant coûts de restructuration	5.933	(3.562)	2.547	1.180	920	(681)		6.337
Coûts de restructuration	(2.058)	(1.296)	(30)	(59)	(70)	(1.765)		(5.278)
Résultat opérationnel (EBIT)	3.875	(4.858)	2.517	1.121	850	(2.446)		1.059
Charges financières						(5.293)		(5.293)
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées		81		115				196
Résultat avant impôts								(4.037)
Impôts sur le résultat						539		539
Résultat après impôts, hors activités abandonnées								(3.498)

SECTEURS D'ACTIVITÉ (suite)

en EUR '000'	Systèmes de refroidissement	Echangeurs de chaleur	Dépollution de l'air Europe	Dépollution de l'air USA	Cheminées	Non alloué	Elimination	Total
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2005								
Chiffre d'affaires – tiers	95.456	17.749	36.185	113.277	20.781	233		283.681
Chiffre d'affaires vis-à-vis des autres secteurs	224	17		16	1.033		(1.290)	
Chiffre d'affaires	95.680	17.766	36.185	113.293	21.814	233	(1.290)	283.681
Résultat opérationnel avant coûts de restructuration	7.542	(2.278)	1.051	13.455	(418)	2.881		22.233
Coûts de restructuration	(206)	(1.404)		(87)		(50)		(1.747)
Résultat opérationnel (EBIT)	7.336	(3.682)	1.051	13.368	(418)	2.831		20.486
Charges financières, nettes						(5.295)		(5.295)
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées		386		(61)				325
Résultat avant impôts								15.516
Impôts sur le résultat						7.381		7.381
Résultat après impôts, hors activités abandonnées								22.897

en EUR '000'	Systèmes de refroidissement	Echangeurs de chaleur	Dépollution de l'air Europe	Dépollution de l'air USA	Cheminées	Non alloué	Elimination	Total
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2006								
Chiffre d'affaires – tiers	117.856	30.248	39.490	105.865	60.947	17		354.423
Chiffre d'affaires vis-à-vis des autres secteurs	194	147		49			(390)	
Chiffre d'affaires	118.050	30.395	39.490	105.914	60.947	17	(390)	354.423
Résultat opérationnel avant coûts de restructuration	6.845	1.165	3.427	17.760	2.622	1.020		32.839
Coûts de restructuration	(474)	(34)		67				(441)
Résultat opérationnel (EBIT)	6.371	1.131	3.427	17.827	2.622	1.020		32.398
Charges financières, nettes						(7.600)		(7.600)
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées		407						407
Résultat avant impôts								25.205
Impôts sur le résultat						(10.351)		(10.351)
Résultat après impôts, hors activités abandonnées								14.854

SECTEURS D'ACTIVITÉ (suite)

AUTRES ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTATS

en EUR '000'	Systèmes de refroidissement	Echangeurs de chaleur	Dépollution de l'air Europe	Dépollution de l'air USA	Cheminées	Non alloué	Total
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2004							
Amortissement et perte de valeur	(1.248)	(942)	(39)	(1.002)	(198)	(1.454)	(4.883)
Perte de valeur sur goodwill						(639)	(639)
(Réduction de valeur) / Reprise sur les stocks							
(Réduction de valeur) / Reprise sur les créances commerciales				(415)			(415)
(Dotations)/reprises de provisions	4.105	(601)	848	10	81	53	4.496
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2005							
Amortissement et perte de valeur	(999)	(700)	(52)	(1.138)	(171)	(817)	(3.877)
Perte de valeur sur goodwill							
(Réduction de valeur) / Reprise sur les stocks	38	(62)		(27)		(240)	(291)
(Réduction de valeur) / Reprise sur les créances commerciales	(486)	62	144	7		(646)	(919)
(Dotations)/reprises de provisions	939	(348)	40	(131)	435	(29)	906
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2006							
Amortissement et perte de valeur	(1.074)	(771)	(59)	(565)	(194)	(720)	(3.383)
Perte de valeur sur goodwill							
(Réduction de valeur) / Reprise sur les stocks	1	(238)		121			(116)
(Réduction de valeur) / Reprise sur les créances commerciales	798	(345)		32	140	360	985
(Dotations)/Reprise de provisions	204	(53)	(58)	386		(245)	234

SECTEURS D'ACTIVITÉ (suite)

INFORMATIONS BILANTAIRES

<i>en EUR '000'</i>	Systèmes de refroidissement	Echangeurs de chaleur	Dépollution de l'air Europe	Dépollution de l'air Etats Unis	Cheminées	Non alloué	Total
Au 31 décembre 2004							
Actifs	51.312	22.410	15.066	25.711	5.482	106.906	226.887
Participations dans les entreprises associées		886	1.004	(653)		92	1.329
Total de l'actif	51.312	23.296	16.070	25.058	5.482	106.998	228.216
Total du passif	54.135	16.720	12.670	17.416	3.230	157.003	261.174
Dépenses d'investissement	1.811	147	83	181	47	115	2.384
Au 31 décembre 2005							
Actifs	70.316	19.762	21.804	56.887	3.651	25.506	197.926
Participations dans les entreprises associées		1.376	1.004	(914)		90	1.556
Total de l'actif	70.316	21.138	22.808	55.973	3.651	25.596	199.482
Total du passif	61.610	16.760	17.848	31.330	3.889	78.517	209.954
Dépenses d'investissement	439	406	83	291	194	135	1.548
Au 31 décembre 2006							
Actifs	77.828	22.631	22.863	46.674	16.708	24.763	211.467
Participations dans les sociétés associées		1.677		(883)		90	884
Total de l'actif	77.828	24.308	22.863	45.791	16.708	24.853	212.351
Total du passif	51.462	17.665	14.486	36.590	12.151	60.937	193.291
Dépenses d'investissement	1.463	292	55	246	1.122	604	3.782

L'importance des actifs et passifs du secteur non alloués en 2004 provient des actifs et passifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées.

SECTEURS D'ACTIVITÉ (suite)

Deuxième niveau – secteurs géographiques

<i>en EUR '000'</i>	2006	2006 en %	2005	2005 en %	2004	2004 en %
Ventes						
Europe	126.904	35,8%	125.324	44,2%	105.013	54,0%
Etats-Unis et Canada	156.337	44,1%	130.642	46,1%	66.892	34,4%
Autres Amérique	11.504	3,3%	4.800	1,7%	4.401	2,3%
Moyen-Orient et Afrique	14.649	4,1%	4.898	1,7%	4.530	2,3%
Asie - Pacifique	45.029	12,7%	18.017	6,4%	13.564	7,0%
	354.423	100,0%	283.681	100,0%	194.400	100,0%
Total des actifs						
Europe	117.354	55,2%	115.964	58,1%	175.697	77,0%
Amériques	76.637	36,1%	69.590	34,9%	41.052	18,0%
Moyen-Orient et Afrique	1.420	0,7%	865	0,4%	1.917	0,8%
Asie - Pacifique	16.940	8,0%	13.063	6,5%	9.550	4,2%
	212.351	100,0%	199.482	100,0%	228.216	100,0%
Dépenses d'investissement						
Europe	1.307	35,3%	808	52,2%	1.281	53,7%
Amériques	1.517	40,9%	499	32,2%	329	13,8%
Moyen-Orient et Afrique	29	0,8%	32	2,1%	84	3,5%
Asie - Pacifique	852	23,0%	209	13,5%	690	28,9%
	3.705	100,0%	1.548	100,0%	2.384	100,0%

IX. NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Commentaires sur le compte de résultats consolidés

1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des activités ordinaires (hors activités abandonnées) est en hausse de 25% par rapport à l'exercice précédent (+ 82% comparé à 2004) et se présente comme suit :

en EUR '000'	2006	2005	2004
Contrats de construction	334.245	267.503	180.872
Fabrication	10.101	10.263	8.752
Pièces de rechange	6.569	3.288	2.736
Prestations de service	3.135	2.278	1.506
Royalties	373	349	534
Total	354.423	283.681	194.400

2. Marge brute

La marge brute du Groupe a atteint en 2006 le montant de EUR 69.163 milliers à comparer respectivement à EUR 51.305 milliers en 2005 et 39.769 milliers en 2004.

Elle se fixe ainsi à 19,5% du chiffre d'affaires, en progression de plus de 1 point par rapport à 2005 (18,1%) mais toujours en léger recul par rapport à 2004 (20,5%).

3. Autres produits et (charges) opérationnels

Les produits et charges opérationnels divers se ventilent comme suit :

en EUR '000'	2006	2005	2004
Dividendes et revenus financiers	511	470	332
Gain/ (perte) sur réalisations d'actifs	(1.128)	(38)	129
Gain sur renégociation de dettes bancaires		3.511	1.951
Différences de change nettes	(451)	871	(632)
Autres produits opérationnels	793	2.125	3.412
Prestations diverses sur parties liées	138	315	702
Réductions de valeur sur actifs courants	(804)	(17)	(441)
Autres charges opérationnelles	(1.234)	(815)	(2.158)
Total	(2.175)	6.422	3.295

Les autres produits opérationnels comprennent un subside relatif aux coûts exposés pour le développement en Asie, des produits d'assurance et des sous locations d'installations.

Les autres charges opérationnelles incluent principalement des frais et charges bancaires non directement imputables aux contrats de construction et des frais liés à la cession sans recours de créances commerciales.

4. Résultat opérationnel avant coûts de restructuration

Le résultat opérationnel avant coûts de restructuration (EUR 32.839 milliers) confirme sa forte progression par rapport aux deux exercices précédents : + 48% comparé à 2005 et + 418% par rapport à l'année 2004.

5. Coûts de restructuration

L'essentiel des coûts de réorganisation des divers secteurs ont été provisionnés et supportés lors des exercices précédents. Ceux-ci sont donc logiquement en forte baisse en 2006 : EUR 441 milliers à comparer à EUR 1.747 milliers en 2005 et EUR 5.278 milliers en 2004.

6. Charges financières

Le détail des charges financières nettes se présente comme suit :

en EUR '000'	2006	2005	2004
Charges d'intérêt	(6.637)	(5.273)	(5.292)
Autres coûts des emprunts	(963)	(22)	
Total	(7.600)	(5.295)	(5.292)

Les intérêts ont augmenté en 2006 (EUR 6.637 milliers) par rapport à 2005 (EUR 5.273 milliers).

Ce constat est la conséquence d'une part de l'augmentation des taux d'intérêts court terme dans les marchés et d'autre part de la mise en place d'une dette Mezzanine «junior» de EUR 11.000 milliers en avril 2006.

Le poste «autres coûts des emprunts» reprend les coûts, hors intérêts, de la mise en place de sûretés au profit de nos banquiers.

Le coût moyen de la dette s'établit à 8,7% pour 2006 (par rapport à 6,2% pour 2005).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

7. Impôts sur le résultat

en EUR '000'	2006	2005	2004			
Composantes (de la charge)/du produit d'impôts	(10.351)	7.381	539			
Impôts courants	(7.694)	(2.082)	(689)			
Relatif à l'exercice en cours	(7.372)	(1.999)	(146)			
Relatif aux exercices précédents	(322)	(83)	(543)			
Impôts différés	(2.657)	9.463	1.228			
Relatif à l'exercice en cours	(2.657)	9.463	1.228			
Relatif aux exercices précédents						
Réconciliation de la charge fiscale du Groupe						
Résultat avant impôts	25.205	15.516	(4.037)			
Résultat des entreprises associées	(407)	(325)	(196)			
Résultat avant impôts et avant résultat des entreprises associées	24.798	15.191	(4.233)			
Taux d'imposition de la maison mère	33,99%	33,99%	33,99%			
Impôt théorique du Groupe	(8.429)	-33,99%	(5.163)	-33,99%	1.439	-33,99%
Utilisation de pertes fiscales non reconnues précédemment	0,00%	2.259	14,87%	1.249	-29,50%	
Différence entre le taux d'impôt local et belge	(922)	-3,72%	(166)	-1,09%	(22)	0,52%
Reprise de réduction de valeur sur actif net d'impôts différés	0,00%	10.783	70,98%	1.297	-30,65%	
Actif net d'impôts différés non reconnus	(1.489)	-6%	(459)	-3,02%	(3.077)	72,70%
Autres mouvements	811	3,27%	210	1,38%	196	-4,63%
(Charges)/Produits d'impôt relatifs à l'exercice en cours	(10.029)	-40,44%	7.464	49,13%	1.082	-25,56%

8. Activités abandonnées

En 2002, le Groupe Hamon avait pris la décision de céder les activités de sa BU Echangeurs de chaleur Italie, constituée principalement de sa filiale italienne FBM. Ce processus s'est finalement clôturé le 31 décembre 2005 par la signature d'une convention de cession des titres de FBM avec KNM Group Berhad («KNM») pour un prix de EUR 1.750 milliers. Le prix de cession a été perçu en date du 12 avril 2006.

Le solde des activités italiennes du Groupe s'exerçait au sein d'une filiale - Hamon Research Cottrell Italia Srl («HRCI»), qui était présente dans les systèmes de refroidissement, la dépollution de l'air et les cheminées. Cette activité italienne autonome, significative avant la cession des activités Dry fin 2003 et l'arrêt des activités cheminées en Europe, ne trouvait plus sa place dans la structure de Hamon et a été mise en liquidation début 2005. Les résultats de HRCI pour les exercices 2004 à 2006 (en ce compris l'impact des

garanties précédemment données par le Groupe en faveur de cette filiale) sont présentés sous la rubrique «Résultat des activités abandonnées».

Les résultats des activités abandonnées se détaillent comme suit :

en EUR '000'	2006	2005	2004
Résultat net de FBM pour l'exercice	(14.062)	(8.556)	
Résultat de cession de FBM	1.830		
Résultat net de HRCI pour l'exercice (en ce compris engagements du groupe)	(848)	(5.715)	
Dépenses diverses FBM & HRCI	(288)		
Entech (USA)	(664)	(264)	
Refrigérants secs (et humides NAFTA) vendus à SPX	(654)	(1.087)	(546)
Rothemühle	(15)	(977)	(460)
Autres	(133)	(254)	(42)
Total	(1.754)	(15.662)	(15.319)

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Le poste «Autres» concerne essentiellement des charges diverses encourues suite à la cession de Air Industrie Thermique-Loreatt.

Les résultats des activités abandonnées se résument comme suit :

en EUR '000'	FBM	HRCI	Autres	Total
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2004				
Chiffre d'affaires	54.151	20.969	894	76.014
Résultat avant impôts	(11.336)	(5.675)	(1.048)	(18.059)
Charge d'impôts	2.780	(40)		2.740
Résultat après impôts	(8.556)	(5.715)	(1.048)	(15.319)
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2005				
Chiffre d'affaires	21.499		813	22.312
Résultat avant impôts	(14.062)	(848)	(2.582)	(17.492)
Charge d'impôts				
Résultat après impôts	(14.062)	(848)	(2.582)	(17.492)
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2006				
Chiffre d'affaires			35	35
Résultat avant impôts			(1.754)	(1.754)
Charge d'impôts				
Résultat après impôts			(1.754)	(1.754)

L'impact des activités abandonnées sur le cash flow d'exploitation du Groupe s'élève pour l'exercice 2006 à EUR - 4.330 milliers (EUR -2.854 milliers et EUR -5.102 milliers pour les exercices 2005 et 2004).

Au 31 décembre 2006 et 2005, les actifs et passifs des activités abandonnées sont nuls. A la fin 2004, ils se présentaient comme suit :

en EUR '000'	FBM	Autres	Total
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2004			
Immobilisations corporelles et incorporelles	24.489		24.489
Immobilisations financières	9.612		9.612
Stocks	26.300		26.300
Clients et autres débiteurs	24.681	1.192	25.873
Trésorerie et équivalents de trésorerie	443		443
Total actif des activités détenues en vue de la vente	85.525	1.192	86.717
Passifs non courants	10.992		10.992
Passifs courants	70.688	1.009	71.697
Total passif des activités détenues en vue de la vente	81.680	1.009	82.689

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

9. Résultat par action

Activités ordinaires poursuivies et abandonnées

Le résultat de base par action provenant des activités ordinaires poursuivies et des activités abandonnées se

calcule en divisant le résultat net de l'année attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice :

en EUR '000'	2006	2005	2004
Résultat net (part du Groupe)	13.021	7.058	(18.807)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	5.948.680	4.458.340	2.703.579
Résultat de base par action (EUR/action)	2,19	1,58	(6,96)

Le nombre moyen pondéré d'actions est calculé sur base des chiffres suivants :

	2006	2005	2004
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier	5.874.310	2.703.579	2.703.579
Nombre d'actions émises (1 ^{ère} augmentation de capital)	1.145.358	3.170.731	
Nombre d'actions émises (2 ^{ème} augmentation de capital)	171.804		
Nombre d'actions au 31 décembre	7.191.472	5.874.310	2.703.579
Date 1 ^{ère} augmentation de capital	11/12/06	13/06/05	
Date 2 ^{ème} augmentation de capital	14/12/06		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	5.948.680	4.458.340	2.703.579

Le résultat de base par action est identique au résultat dilué par actions étant donné l'absence d'actions ordinaires potentiellement dilutives en circulation.

Activités ordinaires poursuivies

Le résultat de base par action provenant des activités ordinaires poursuivies se calcule en divisant le résultat net provenant des activités ordinaires poursuivies de l'année attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice :

en EUR '000'	2006	2005	2004
Résultat net (part Groupe)	13.021	7.058	(18.807)
Résultat des activités abandonnées	(1.754)	(15.662)	(15.319)
Résultat net des activités ordinaires (part Groupe)	14.775	22.720	(3.488)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	5.948.680	4.458.340	2.703.579
Résultat de base par action (EUR/action)	2,48	5,10	(1,29)

Activités abandonnées

Les résultats de base et dilués par action pour les activités abandonnées s'élèvent à EUR -0,29 par action au 31 décembre 2006 (EUR -3,52 et EUR -5,67 par action au

31 décembre 2005 et 2004), calculé sur base du résultat net des activités abandonnées de EUR -1.754 milliers en 2006 (EUR -15.662 milliers et EUR -15.319 milliers en 2005 et 2004) et des dénominateurs détaillés ci-dessus.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Commentaires sur le tableau de financement consolidé

Le flux de trésorerie net pour l'exercice 2006 est stable par rapport à l'exercice précédent. Il s'élève à EUR 5.986 milliers par rapport à EUR 5.968 milliers en 2005. Par contre, il était largement négatif en 2004.

La trésorerie d'exploitation après dépenses de restructuration s'améliore de EUR 11.374 milliers par rapport à 2005. Cette amélioration provient essentiellement de l'accroissement du chiffre d'affaires (25% d'augmentation) et d'une amélioration de la marge brute (19,5% contre 18,1%). Il est à noter que le montant de EUR -2.059 milliers repris en «autres frais et revenus financiers (payés)/reçus» comprend les frais exposés pour la mise en place des sécurités auprès des banquiers (voir note 6).

Le flux de trésorerie d'investissement s'établit à EUR -2.999 milliers cette année par rapport à EUR -1.783 milliers l'année 2005. La différence provient essentiellement de la reprise des investissements en immobilisations corporelles, en particulier les achats d'équipements et la mise à jour technologique d'équipements pour les travaux de construction de cheminées, l'achat d'un terrain en Corée pour y amé-

nager un hangar et enfin, les frais d'aménagement des nouveaux bureaux belges.

Le flux de trésorerie de financement est de EUR -571 milliers en 2006. Le Groupe a réalisé avec succès en décembre une augmentation de capital de EUR 20.020 milliers (avant déduction des frais). Le poste «nouveaux emprunts contractés» affiche un montant de EUR 15.841 milliers qui provient essentiellement de l'utilisation en avril 2006 de la nouvelle convention Mezzanine «junior» (voir note 23). Le poste «remboursement d'emprunts» de EUR -35.606 milliers résulte principalement de l'utilisation de la convention Mezzanine «junior» et de la réduction des utilisations en ligne de crédit suite à l'augmentation de capital.

Les dépenses effectuées dans le cadre des activités abandonnées sont en augmentation et s'élèvent à EUR 4.330 milliers. Cet accroissement s'explique principalement par les dépenses rendues nécessaires pour la finalisation de la vente ou de la liquidation des activités italiennes (pour plus de détails, se référer au chapitre décrivant les activités abandonnées).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Commentaires sur le bilan consolidé

10. Immobilisations incorporelles

<i>en EUR '000'</i>	Marques et licences	Frais de développement	Total
Au 1^{er} janvier 2004			
Coût d'acquisition	11.433	3.770	15.203
Amortissements cumulés	(7.506)	(2.527)	(10.033)
Valeur nette comptable	3.927	1.243	5.170
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2004			
Ecarts de conversion	(116)	(10)	(126)
Acquisitions	336	254	590
Cessions	(178)		(178)
Amortissements actés	(1.133)	(571)	(1.704)
Perte de valeur actée	(131)		(131)
Reclassification vers actifs non courants détenus en vue de la vente	(54)		(54)
Valeur nette comptable à la clôture	2.651	916	3.567
Au 31 décembre 2004			
Coût d'acquisition	9.791	3.108	12.899
Amortissements et pertes de valeur cumulés	(7.140)	(2.192)	(9.332)
Valeur nette comptable	2.651	916	3.567
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2005			
Ecarts de conversion	186	389	575
Acquisitions	111	296	407
Amortissements actés	(1.093)	(369)	(1.462)
Transfert d'une rubrique à l'autre	134	(134)	
Valeur nette comptable à la clôture	1.989	1.098	3.087
Au 31 décembre 2005			
Coût d'acquisition	10.188	3.550	13.738
Amortissements et pertes de valeur cumulés	(8.199)	(2.452)	(10.651)
Valeur nette comptable à la clôture	1.989	1.098	3.087
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2006			
Ecarts de conversion	(97)	(310)	(407)
Acquisitions	58	201	259
Amortissements actés	(755)	(427)	(1.182)
Valeur nette comptable à la clôture	1.195	562	1.757
Au 31 décembre 2006			
Coût d'acquisition	8.387	4.366	12.752
Amortissements et pertes de valeur cumulés	(7.192)	(3.804)	(10.995)
Valeur nette comptable à la clôture	1.195	562	1.757

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Toutes les immobilisations incorporelles ont une durée d'utilité finie sur laquelle l'actif est amorti. La charge d'amortissement est reprise sous la rubrique «Frais généraux et administratifs».

Les marques et licences comprennent principalement des licences de logiciels pour une valeur nette comptable de EUR 485 milliers au 31 décembre 2006 (respectivement EUR 1.026 milliers et EUR 1.545 milliers aux 31 décembre 2005 et 2004).

11. Goodwill

en EUR '000'

Au 1^{er} janvier 2004	
Coût d'acquisition	20.498
Pertes de valeur cumulées	
Valeur nette comptable	20.498
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2004	
Ecart de conversion	(313)
Pertes de valeur	(639)
Reclassification vers actifs non courants détenus en vue de la vente	(246)
Reclassification en participations dans des entreprises associées	(580)
Sortie du périmètre de consolidation	(1.355)
Valeur nette comptable à la clôture	17.365
Au 1^{er} janvier 2005	
Coût d'acquisition	18.004
Pertes de valeur cumulées	(639)
Valeur nette comptable	17.365
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2005	
Ecart de conversion	801
Valeur nette comptable à la clôture	18.166
Au 1^{er} janvier 2006	
Coût d'acquisition	18.805
Pertes de valeur cumulées	(639)
Valeur nette comptable à la clôture	18.166
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2006	
Ecart de conversion	(465)
Valeur nette comptable à la clôture	17.701
Au 31 décembre 2006	
Coût d'acquisition	18.340
Pertes de valeur cumulées	(639)
Valeur nette comptable à la clôture	17.701

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Le Groupe procède annuellement à un test de dépréciation des goodwill conformément aux principes comptables présentés sous la section IV. La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie a été déterminée sur base de la juste valeur diminuée des frais de vente des unités génératrices de trésorerie y relatives.

La juste valeur des unités génératrices de trésorerie est estimée sur la base :

- > des EBITDA actuels et futurs tels qu'ils dérivent des budgets du Groupe, arrêtés par le Conseil d'Administration;
- > de multiples de marché usuels pour des activités similaires;
- > de corrections pour tenir compte d'actifs ou passifs non opérationnels dont la valeur n'est pas réfléchiée par les EBITDA.

Les multiples de marché ont été recherchés en premier lieu dans les indications de prix que la société a reçues fin 2003 lors de discussions avec des tiers intéressés par certaines parties de ses activités. Ces multiples ont depuis lors été comparés à des transactions récentes, principalement sur les marchés américains. Cette analyse a confirmé le caractère prudent des multiples retenus.

La juste valeur obtenue est ensuite comparée à la valeur comptable nette y compris le goodwill de l'activité évaluée. Sur la base des tests effectués, aucun abattement de la valeur des goodwill du Groupe n'a été jugé nécessaire en 2006.

Au 31 décembre 2006, la répartition de la valeur nette comptable du goodwill entre les unités génératrices de trésorerie se détaille comme suit :

<i>en EUR '000'</i>	2006	2005	2004
Systèmes de refroidissement	5.005	5.093	5.044
Echangeurs de chaleur	851	851	851
Dépollution de l'air Europe	7.168	7.168	7.168
Dépollution de l'air USA	4.316	4.650	3.963
Cheminées	361	404	339
Total	17.701	18.166	17.365

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

12. Immobilisations corporelles

	Terrains et constructions	Mobilier et matériel roulant	Installations, machines et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Total
<i>en EUR '000'</i>						
Au 1^{er} janvier 2004						
Coût d'acquisition	18.403	7.626	29.809	488	504	56.830
Amortissements cumulés	(5.947)	(5.018)	(19.107)	(171)	(59)	(30.302)
Valeur nette comptable	12.456	2.608	10.702	317	445	26.528
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2004						
Ecarts de conversion	(234)	(25)	(189)	(1)	(1)	(450)
Acquisitions	773	401	521	6	102	1.803
Cessions	(802)	(20)	(223)		(171)	(1.216)
Amortissements actés	(733)	(532)	(1.721)	(24)	57	(2.953)
Reclassification vers actifs non courants détenus en vue de la vente	(184)	(177)	(1.957)	(84)		(2.402)
Autres mouvements				7		7
Transfert d'une rubrique à l'autre	(83)		(51)	73	61	
Valeur nette comptable à la clôture	11.193	2.255	7.082	294	493	21.317
Au 31 décembre 2004						
Coût d'acquisition	17.345	6.271	21.317	511	1.453	46.897
Amortissements cumulés	(6.152)	(4.016)	(14.235)	(217)	(960)	(25.580)
Valeur nette comptable	11.193	2.255	7.082	294	493	21.317
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2005						
Ecarts de conversion	598	77	379	4	12	1.070
Acquisitions	218	317	340	10	240	1.125
Cessions		(53)	(69)		(30)	(152)
Amortissements actés	(601)	(451)	(1.338)	(24)	(1)	(2.415)
Transfert d'une rubrique à l'autre		25	358		(365)	18
Valeur nette comptable à la clôture	11.408	2.170	6.752	284	349	20.963
Au 31 décembre 2005						
Coût d'acquisition	18.103	6.005	21.660	466	1.312	47.546
Amortissements cumulés	(6.695)	(3.835)	(14.908)	(182)	(963)	(26.583)
Valeur nette comptable	11.408	2.170	6.752	284	349	20.963
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2006						
Ecarts de conversion	(398)	(54)	(271)	(3)	(10)	(736)
Acquisitions	592	530	1.675	633	93	3.523
Cessions / désaffectation	(18)	(849)	(1.245)	(128)		(2.240)
Amortissements actés	(693)	(419)	(1.002)	(85)	(2)	(2.201)
Transfert d'une rubrique à l'autre	(9)	(146)	132	48	(25)	
Valeur nette comptable à la clôture	10.882	1.232	6.041	749	405	19.309
Au 31 décembre 2006						
Coût d'acquisition	18.202	4.709	19.842	1.001	410	44.164
Amortissements cumulés	(7.320)	(3.477)	(13.801)	(252)	(5)	(24.855)
Valeur nette comptable	10.882	1.232	6.041	749	405	19.309

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Le montant repris sous la rubrique «terrains et constructions» comprend un montant net de EUR 5.774 milliers d'actifs pris en location-financement au 31 décembre 2006 (respectivement EUR 6.259 milliers et EUR 6.158 milliers aux 31 décembre 2005 et 2004).

13. Participations dans des entreprises associées

en EUR '000'	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Solde à l'ouverture	1.556	1.329	165
Acquisition de l'exercice			1.004
Vente	(669)		
Quote-part du Groupe dans le résultat de l'exercice	407	325	196
Transfert d'une rubrique à l'autre	(335)		
Autres variations	(4)	(9)	
Ecart de conversion	(71)	(89)	(36)
Solde à la clôture de l'exercice	884	1.556	1.329
Valeur d'acquisition des participations dans les entreprises associées	2.290	2.992	2.898
Quote-part du résultat post-acquisition, nette des dividendes reçus	(1.406)	(1.436)	(1.569)
Solde à la clôture de l'exercice	884	1.556	1.329

Les participations dans les entreprises associées comprennent principalement GEI Hamon Industrie Ltd (GHI) (Inde) détenue à 23% (25% au 31 décembre 2005) et Hamon Research Cottrell Do Brasil (Brésil) (HRCBRA) détenue à 45%.

En 2006, Hamon Thermal Europe (France) a vendu une partie de sa participation dans AIT. Le solde de la participation (EUR 335 milliers) a été reclassé en actifs financiers disponibles à la vente.

Il a résulté de l'augmentation de capital de GHI (à laquelle Hamon n'a pas participé) un accroissement de la valeur des titres détenus dans GHI pour un montant de EUR 220 milliers pris en résultat.

HRCBRA a une valeur négative en consolidation qui dépasse le total des avoirs et engagements pris par le Groupe dans la société. En conséquence, Hamon n'a pas pris en charge EUR 420 milliers représentant la quote part du Groupe dans le résultat négatif de HRCBRA pour l'exercice 2006.

Les informations financières de ces deux entreprises associées se résument comme suit (à 100%):

en EUR '000'	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Total de l'actif	24.046	16.678	14.030
Total du passif	19.833	13.196	12.674
Actif net	4.213	3.482	1.356
Part du Groupe dans l'actif net des entreprises associées	344	552	325
	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	24.798	16.977	13.908
Résultat net	(119)	1.163	576
Part du Groupe	(233)	325	196
Perte HRCBA non reconnue	420		
Gain lié à l'accroissement de valeur (GHI)	220		
Quote-part du Groupe dans le résultat net	407	325	196

Il n'existe pas de restrictions qui empêchent ces sociétés de transférer des fonds (tels que des dividendes...) vers le Groupe.

Le montant des engagements du Groupe vis-à-vis des entreprises associées s'élève à EUR 1.533 milliers au 31 décembre 2006 (EUR 936 milliers au 31 décembre 2005). Ce montant est inclus dans le total des engagements présentés dans la note 26.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

14. Actifs financiers disponibles à la vente

en EUR '000'	Non courants	Courants
Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2004		
Solde à l'ouverture	1.785	
Acquis en cours d'année	280	
Cédés en cours d'année	(1.283)	
Reclassification vers actifs non courants détenus en vue de la vente	(353)	
Pertes de valeur actées	(306)	
Reprises de pertes de valeur	145	
Autres variations	(162)	
Ecart de conversion	49	
Solde à la clôture de l'exercice	155	

Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2005		
Solde à l'ouverture	155	
Acquis en cours d'année	428	1.794
Cédés en cours d'année	(61)	
Ecart de conversion	53	
Solde à la clôture d'exercice	575	1.794

Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2006		
Solde à l'ouverture	575	1.794
Acquis en cours d'année	315	
Cédés en cours d'année		(1.750)
Transferts d'une rubrique à l'autre	335	
Autres variations	(97)	97
Ecart de conversion	(58)	
Solde à la clôture d'exercice	1.070	141

Les actifs financiers non courants disponibles à la vente reprennent des investissements dans des sociétés dans lesquelles le Groupe ne possède pas d'influence notable.

Suite à la vente de FBM à KNM, les actifs financiers courants disponibles à la vente au 31 décembre 2006 ont été réduits de EUR 1.750 milliers.

Suite à la vente en 2006 d'une partie importante de la participation que détenait Hamon Thermal Europe (France) S.A. dans AIT, le solde de la participation (EUR 335 milliers) a été reclassé des participations dans les entreprises associées vers les actifs financiers disponibles à la vente non courants.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

15. Impôts différés

Impôts différés par catégories <i>en EUR '000'</i>	Actifs			Passifs		
	31/12/06	31/12/05	31/12/04	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Différences temporelles						
Autres immobilisations incorporelles et goodwill	102	88		(278)	(185)	
Immobilisations corporelles	8			(2.393)	(2.301)	(2.350)
Contrats de construction	915	46	74	(1.124)	(1.079)	(712)
Provisions	93	69	64	(514)	(709)	(709)
Dettes de location-financement	452	756	816			
Dettes diverses	1.027					
Autres	160	247	131	(652)	(544)	(332)
Total des différences temporelles	2.757	1.206	1.085	(4.961)	(4.818)	(4.103)
Pertes fiscales et autres crédits d'impôts	11.176	15.306	4.947			
Total actif/passif d'impôts différés	13.933	16.512	6.032	(4.961)	(4.818)	(4.103)
Compensation d'actifs et passifs par entité fiscale	(2.391)	(2.630)	(2.668)	2.391	2.630	2.668
Total, net	11.542	13.882	3.364	(2.570)	(2.188)	(1.435)

Table de variation des impôts différés

<i>en EUR '000</i>	2006	2005	2004
Impôts différés nets au 1 ^{er} janvier	11.694	1.929	739
Produit/(charge) d'impôts différés	(2.657)	9.463	1.228
Écarts de conversion	(4)	240	(173)
Autres	(61)	62	135
Impôts différés nets au 31 décembre	8.972	11.694	1.929

<i>en EUR '000</i>	2006	2005	2004
Montant des différences temporelles déductibles, pertes fiscales (sans date d'expiration) et crédits d'impôts non utilisés pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au bilan	20.818	19.329	29.652

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que si leur utilisation est probable, c'est-à-dire si un bénéfice taxable suffisant est prévu dans les périodes futures. Ces actifs ne sont reconnus qu'après revue attentive des plans d'entreprise des cinq prochaines années par le Conseil d'Administration qui considère que ces montants ont une bonne probabilité de pouvoir être utilisés, du fait de la bonne tenue des marchés dans lesquels le Groupe est actif, de la forte position du Groupe dans ces mêmes marchés et de la rentabilité croissante de nos activités.

Le Groupe n'a pas reconnu des actifs d'impôts différés à concurrence de EUR 20.818 milliers au 31 décembre 2006 (respectivement EUR 19.329 milliers et EUR 29.652 milliers aux 31 décembre 2005 et 2004) et reverra cette situation au cours des exercices ultérieurs en fonction de l'évolution de la rentabilité des différentes entités fiscales.

Aucun impôt différé n'a été comptabilisé sur les différences temporelles émanant des participations dans les filiales et les entreprises associées dans la mesure où, soit la date à laquelle la différence s'inversera peut être contrôlée, soit il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

16. Stocks

en EUR '000'	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Matières premières et consommables	2.815	2.049	2.010
Stock et encours - non liés aux contrats	1.643	1.091	922
Produits finis	2.218	1.196	1.430
Total	6.676	4.336	4.362

Au 31 décembre 2006, le montant des réductions de valeur sur stock s'élevait à EUR 554 milliers (respectivement EUR 416 milliers et EUR 545 milliers aux 31 décembre 2005 et 2004). Une réduction de valeur s'élevant à EUR 116 milliers a été comptabilisée en 2006 (respectivement EUR 291 milliers et EUR 0 en 2005 et 2004).

Au 31 décembre 2006, la valeur comptable des stocks donnés en gage s'élevait à EUR 4.258 milliers (respectivement EUR 2.597 milliers et EUR 0 aux 31 décembre 2005 et 2004).

17. Contrats de construction

en EUR '000'	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Coûts encourus et marges réalisées	175.809	170.874	115.774
Avances facturées	(181.313)	(161.338)	(109.933)
Total	(5.504)	9.536	5.841
Excédent des coûts encourus et marges réalisées sur avances facturées pour les contrats à solde débiteur	26.509	28.712	15.121
Excédent des avances facturées sur coûts encourus et marges réalisées pour les contrats à solde créditeur (32.013)	(19.176)	(9.280)	(9.280)
Total	(5.504)	9.536	5.841

Le montant des retenues opérées par nos clients sur les avances facturées et qui, conformément aux conditions contractuelles, seront versées à Hamon lors de l'acceptation finale des projets considérés, s'élève à EUR 174 milliers au 31 décembre 2006 (respectivement EUR 688 milliers et EUR 21 milliers aux 31 décembre 2005 et 2004).

Au 31 décembre 2006, un montant de EUR 956 milliers (respectivement EUR 2.187 milliers et EUR 3.028 milliers aux 31 décembre 2005 et 2004) repris sous la rubrique «Excédent des coûts encourus et marges réalisées sur avances facturées pour les contrats à solde débiteur» est relatif à des contrats qui ne seront achevés qu'après le 31 décembre 2007.

18. Clients et autres débiteurs

en EUR '000'	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Créances commerciales	74.115	66.212	39.851
moins : réductions de valeur pour créances douteuses	(2.120)	(3.498)	(2.487)
Créances commerciales nettes	71.995	62.714	37.364
Retenues	174	688	21
Acomptes	3.146	156	870
Dépôts donnés en garantie	1.597	1.696	954
Créances sur parties liées	8.293	5.239	3.189
Autres créances	14.293	11.916	16.194
	99.498	82.409	58.592
Dont clients et autres débiteurs non courants			
Créances sur parties liées		38	33
Dépôts donnés en garantie	1.597	1.696	954
Autres créances	6.048	6.420	7.111
moins : créances non-courantes	(7.645)	(8.154)	(8.098)
Clients et autres débiteurs courants	91.853	74.255	50.494

Le poste «Autres créances non courantes» reprend principalement une créance de EUR 5.000 milliers sur SPX Corporation relative à la vente d'une partie de nos activités en 2003 ainsi que des créances diverses non directement liées aux contrats de construction.

Au 31 décembre 2006, des créances d'un montant approximatif de EUR 6.800 milliers (EUR 5.300 milliers au 31 décembre 2005) ont été cédées sans recours à des organismes financiers et sont déduites du poste «créances commerciales».

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Le risque de crédit global du Groupe Hamon est faible compte tenu de la nature des produits et des clients du Groupe. Les délais de paiement sont usuellement de 30 à 60 jours. Des procédures très strictes permettant de limiter le risque crédit sont suivies par le Groupe en cas de retard de paiement et pour la clientèle située dans des pays où le risque crédit est significatif.

Les usages locaux prévoient parfois que les clients retiennent un pourcentage sur les paiements jusqu'à la réception définitive du contrat (appelé rétention). Ce pourcentage est généralement limité à 10%.

19. Trésorerie et équivalents de trésorerie

en EUR '000'	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Institutions de crédit	14.153	14.127	7.051
Liquidités	150	17	
Dépôts à court terme	10.139	5.878	5.658

Trésorerie et équivalents de trésorerie	24.442	20.022	12.709
---	--------	--------	--------

Au 31 décembre 2006, le montant de trésorerie et équivalents de trésorerie dont le Groupe ne peut disposer librement s'élève à EUR 3.094 milliers contre EUR 4.920 milliers au 31 décembre 2005 et EUR 2.930 au 31 décembre 2004.

20. Capital social

Le capital et le nombre d'actions se présentent comme suit :

	2006	2005	2004
Nombre d'actions au 31 décembre	7.191.472	5.874.310	2.703.579
Valeur du capital souscrit (en EUR)	2.157.442	1.762.293	43.700.000
Valeur par action (en EUR/action)	0,30	0,30	16,16

Actionnariat :

Pourcentage du capital détenu

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Sopal International SA	57,1%	65,9%	80,1%
Région Wallonne, représentée par la Société Wallonne de Gestion et de Participation SA	17,0%	20,8%	0,0%
Esindus S.A. (société de droit espagnol)	4,2%	4,2%	0,0%
Public	21,7%	9,1%	19,9%
Total	100%	100%	100%

Au 31 décembre 2006, le capital social s'élève à 2.157.442 EUR représenté par 7.191.472 actions sans désignation de valeur nominale. Aucune action de la Société n'est détenue par le Groupe.

L'évolution du nombre de titres se présente comme suit :

Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier 2004	2.703.579
Nombre d'actions au 31 décembre 2004	2.703.79
Augmentation de capital du 13 juin 2005	3.170.731
Nombre d'actions au 31 décembre 2005	5.874.310
Augmentation de capital du 11 décembre 2006 ⁽¹⁾	1.145.358
Augmentation de capital du 14 décembre 2006 ⁽²⁾	171.804
Nombre d'actions au 31 décembre 2006	7.191.472

(1) Tranches A et B

(2) Option de surallocation

Le Groupe a procédé en décembre 2006 à une augmentation de capital de EUR 20 millions en deux tranches :

La tranche A a été souscrite à 100% (en incluant la souscription avec scripts), correspondant à des capitaux levés bruts de EUR 11,3 millions.

La tranche B (capitaux levés bruts de EUR 5,8 millions hors option de surallocation) a été souscrite à 94,3% avec droits d'allocation prioritaires, tandis que la souscription hors droit d'allocation prioritaire excédait 10 fois le nombre d'actions disponibles.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Au cours de la dernière phase de l'augmentation de capital de Hamon résultant de la décision prise par Fortis d'exercer son option de sur-allocation, le solde de EUR 2,9 millions a été levé, portant à EUR 20 millions le total de l'augmentation de capital.

Les frais relatifs à l'augmentation de capital (EUR 826 milliers) sont présentés en diminution du capital et de la prime d'émission.

21. Provisions pour pension et obligations similaires

Les provisions pour avantages au personnel représentent EUR 2.212 milliers fin 2006. Elles sont principale-

ment constituées d'avantages postérieurs à l'emploi en accord avec les pratiques locales.

<i>en EUR '000'</i>	Provision obligations de retraite	Provision primes et plans d'intéressement au personnel	Autres avantages à long terme	TOTAL
Au 1 ^{er} janvier 2004	1.793	62	61	1.916
Dotations	179		11	190
Utilisations	(37)			(37)
Autres	22			22
Au 31 décembre 2004	1.957	62	72	2.091
Dotations	53			53
Reprises	(43)	(12)	(5)	(60)
Utilisations	(81)			(81)
Autres	73		27	100
Au 31 décembre 2005	1.959	50	94	2.103
Dotations	222		7	229
Reprises	(36)	(29)		(65)
Utilisations	(51)		(21)	(72)
Ecart de conversion	(16)			(16)
Autres			33	33
Au 31 décembre 2006	2.078	21	113	2.212
dont provisions courantes				
dont obligations pour prestations définies	2.078			2.078

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Obligations de retraite

Les plans d'avantages postérieurs à l'emploi sont catégorisés en plans à cotisations définies et en plans à prestations définies.

Les plans de retraite à cotisations définies sont des plans pour lesquels la société paie des cotisations déterminées à une entité séparée en accord avec les dispositions du plan. Outre le paiement des cotisations, il n'y a pas d'obligation supplémentaire pour le groupe. Les cotisations payées pour ces plans s'élevaient respectivement à EUR 679 milliers en 2006 et EUR 560 et 573 milliers en 2005 et 2004. Ces plans sont principalement offerts par les sociétés belges, allemandes, britanniques et sud africaines du groupe Hamon.

Les plans à prestations définies entraînent l'enregistrement des obligations de la société envers son personnel dans les comptes. Ces plans sont octroyés par les sociétés françaises et coréennes. Les obligations nettes découlant de ces plans ainsi que leurs variations font l'objet d'un calcul actuariel revu annuellement. Les montants comptabilisés en résultat pour ces plans s'élèvent à :

en EUR '000'	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Coût des services rendus	131	104	112
Coût financier	91	81	83
Amortissements des pertes/(gains) actuarielles nettes		(10)	(16)
Pertes / (gains) sur réductions / liquidations de plans		(236)	
Charge nette - Plans à prestations définies	222	(61)	179

La charge est comptabilisée en coût des ventes, frais commerciaux et administratifs et charges financières.

Globalement la charge nette hors gains et pertes actuarielles a légèrement augmenté par rapport à l'année dernière principalement en raison de l'accroissement des salaires et d'un léger vieillissement de la population des employés. Les pertes et gains actuariels sont dorénavant comptabilisés selon la méthode du corridor alors qu'ils étaient directement pris en résultat auparavant compte tenu de leur montant dérisoire.

Les montants bilantaires pour les plans à prestations définies se présentent comme suit :

en EUR '000'	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Obligations à prestations définies - plans financés			
Juste valeur des actifs du plan en fin de période			
Déficit des plans financés			
Obligations à prestations définies - plans non financés	2.428	1.959	1.957
Déficit de financement	2.428	1.959	1.957
Gain actuariel (perte) non comptabilisé	(350)		
Coût des services passés non comptabilisé			
Actifs non comptabilisés suite au plafonnement des actifs			
Obligation nette /(actif net) au bilan	2.078	1.959	1.957
Obligation comptabilisée au bilan	2.078	1.959	1.957
Actif comptabilisé au bilan			

Les obligations ne sont pas financées par des actifs dans les comptes du groupe.

Les obligations brutes ont sensiblement augmenté par rapport à l'exercice précédent en particulier dans une filiale française (révision de certains paramètres de calcul) et dans la filiale coréenne (accroissement du personnel et proximité de la pension du personnel de direction).

Les mouvements des obligations nettes de l'année 2006 se présentent comme suit :

en EUR '000'	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Montant net comptabilisé au début de la période	1.959	1.957	1.793
Charge nette - Plans à prestations définies	222	(61)	179
Cotisations / allocations payées directement (-)	(87)	(10)	(37)
Autres	(16)	73	22
Montant net comptabilisé en fin de la période	2.078	1.959	1.957

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

L'évolution des obligations brutes au cours de l'exercice est présentée dans le tableau suivant :

<i>en EUR '000'</i>	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Obligations à prestations définies en début de période	1.959	1.957	1.793
Coût des services rendus	131	104	112
Coût financier	91	81	83
Réductions/liquidations de plans	(36)	(236)	
Perte/(gain) actuariel	350	(10)	(16)
Prestations payées	(51)	(10)	(37)
Autres	(16)	73	22
Obligations à prestations définies en fin de période	2.428	1.959	1.957

Les autres charges/produits proviennent essentiellement de la différence de change sur les obligations nettes.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des obligations et de leurs mouvements donnent les taux moyens suivants :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Taux d'actualisation	4,78%	3,99%	3,94%
Taux prév. des futures augmentations de salaires	3,68%	3,97%	3,92%
Taux d'inflation sous jacent	2,05%	1,65%	1,62%

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

22. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour restructuration, garantie, litige fiscal, pertes sur contrat et autres sont comptabilisées et évaluées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants provisionnés.

Les «provisions pour restructuration» concernent des entités localisées en Belgique et en France, le décaissement des charges étant étalé dans le temps. Les «autres provisions» concernent essentiellement des provisions relatives à la cession et cessation de nos activités italiennes. Le Conseil d'Administration considère que ce montant constitue la meilleure estimation actuelle possible et que le Groupe n'aura pas à enregistrer de charge complémentaire.

71

en EUR '000'	Restructuration	Garantie	Litige fiscal	Pertes sur contrats	Autres provisions	Total
Solde au 1^{er} janvier 2004	4.173	1.899	568	2.154	2.752	11.546
Constitution/(extourne) de provision	485	(369)	556	139	5.917	6.728
Utilisation de provision	(2.448)	(397)	(382)	(1.732)	(115)	(5.073)
Ecart de conversion		(32)	(25)	2		(55)
Changement de périmètre de consolidation			(76)		(1.996)	(2.073)
Solde au 31 décembre 2004	2.209	1.101	641	564	6.558	11.073
Constitution de provision	836	355	125	334	878	2.528
Reprise de provision		(349)	(82)	(19)	(64)	(514)
Utilisation de provision	(1.181)	(540)	(380)	(234)	(1.011)	(3.346)
Ecart de conversion		64	30	3	7	104
Autres mouvements		(94)		94		
Solde au 31 décembre 2005	1.864	537	334	742	6.368	9.845
Constitution de provision	236	354			98	688
Reprise de provision		(134)		(40)	(747)	(922)
Utilisation de provision	(906)	(19)		(87)	(4.961)	(5.973)
Ecart de conversion		(64)				(64)
Autres mouvements		116	(334)	(63)	280	
Solde au 31 décembre 2006	1.194	790	0	552	1.038	3.574
dont provisions non courantes	1.114				867	1.981
dont provisions courantes	80	790		552	171	1.593
	1.194	790	0	552	1.038	3.574
dont actualisation	38					38

L'utilisation des autres provisions (EUR 4.961 milliers) porte essentiellement sur les activités abandonnées.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

23. Passifs financiers

en EUR '000'	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Emprunts subordonnés			6.250
Emprunts bancaires	60.082	65.809	67.200
Obligations banquiers FBM		7.155	
Dépassements bancaires	985	6.454	4.105
Sous-total dettes bancaires	61.067	79.418	71.305
Autres obligations financières	1.850	3.192	1.799
Dettes de location-financement	3.531	4.299	4.328
Sous-total autres dettes	5.381	7.491	6.127
	66.448	86.909	83.682
Dont :			
- échéant dans l'année (courant)	62.928	80.072	73.318
- échéant la 2 ^{ème} année	678	3.522	6.838
- échéant la 3 ^{ème} année	624	664	596
- échéant la 4 ^{ème} année	546	596	455
- échéant la 5 ^{ème} année ou après	1.672	2.055	2.475
Sous-total non courant	3.520	6.837	10.364
Total	66.448	86.909	83.682

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Passifs financiers échéants dans l'année en			
- EUR	58.363	72.936	65.861
- USD	4.085	5.951	6.045
- Autres	480	1.185	1.412
Passifs financiers non courant en			
- EUR	1.875	2.806	8.463
- USD	1.628	4.031	1.901
- Autres	17		

Le Groupe Hamon a signé début avril 2006 une convention de financement Mezzanine «junior» avec un banquier du pool bancaire pour un montant de EUR 11.000 milliers. Le produit de cet emprunt a été utilisé pour indemniser les banquiers de FBM et pour rembourser des découverts bancaires.

Au 31 décembre 2006, le solde de cet emprunt est de EUR 6.000 milliers.

Les dettes bancaires au 31 décembre 2006 (EUR 61.067 milliers) sont principalement vis-à-vis du pool bancaire (EUR 60.391 milliers) dont un montant de EUR 59.476 milliers doit être refinancé lors de la première utilisation des nouvelles conventions de crédit en négociation. Le solde, soit EUR 915 milliers, suivra son échéancier de remboursement sur 2007.

Coûts d'emprunts en 2006

	Janvier-Mars	Avril	Mai-Décembre
Emprunts Mezzanine "Junior"	pas d'application	EURIBOR +10,25%*	EURIBOR +10,25%*
Emprunts "senior" auprès du pool bancaire	EURIBOR +3%	EURIBOR +3%	EURIBOR +1,5%
Autres emprunts	Variable	Variable	Variable

(*) dont 7,25% sont capitalisés au principal

Le taux d'intérêt moyen de la dette en 2006 s'est élevé à 6,41% contre 5,69% en 2005 et 5,1% en 2004. Le coût moyen de la dette (incluant les frais de refinancement de la dette) s'établit à 8,7% pour 2006 (par rapport à 6,2% pour 2005).

La dette du Groupe Hamon – à l'exception des dettes de leasing – porte un intérêt variable.

Au 31 décembre 2006, la dette du Groupe Hamon auprès du pool bancaire est assortie des conditions habituelles liées :

- > à la mise en place des sûretés sur les actifs du Groupe;
- > à l'absence de mise en gage d'actifs au profit de tiers;
- > à l'absence d'investissement ou de désinvestissements majeurs;
- > à la fourniture d'information financière régulière;
- > et à la non survenance de «MAC» - material adverse changes ou éléments ayant une influence négative significative.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Rééchelonnement de la dette vers le long terme

Le Groupe Hamon a signé le 22 décembre 2006 une nouvelle convention de crédit avec les banques du Pool.

La première utilisation, et donc le remplacement de la dette auprès du pool bancaire, a été réalisée le 16 février 2007 au moyen des conventions de crédit d'un montant total de EUR 70.000 milliers réparti sur trois lignes au coût et à la séniorité variable.

en EUR '000'	Montant	Coût d'emprunt (hors frais)			Echéances				
		Marge sur EURIBOR	Dont capitalisé	Réduction conditionnelle	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
Ligne de credit "revolver"	10.000	3,50%		-0,25%			5.000	5.000	
Emprunt à terme A	25.000	3,50%		-0,25%	7.500	7.500	10.000		
Emprunt à terme B	10.000	5%						10.000	
Emprunt "mezzanine"	25.000	12,50%	4,50%	-1,50%					25.000
Total	70.000				7.500	7.500	15.000	15.000	25.000

Les marges mentionnées ci-dessus s'appliquent sur un taux d'intérêt variable dont la référence est l'EURIBOR. Les marges diminuent – voir la colonne de réduction conditionnelle – lorsque la dette est inférieure à un multiple de 1.5 fois l'EBITDA.

Cette restructuration permet au Groupe Hamon de disposer de ressources financières suffisantes pour financer sa croissance.

Ces nouvelles conventions de crédit sont assorties de conditions similaires à celles qui prévalaient pour les anciennes dettes auprès du pool bancaire tant en ce qui concerne les sûretés que les engagements ou les «covenants», complété par les points suivants :

- > Hamon fera ratifier une clause de changement de contrôle par la prochaine assemblée générale;
- > Hamon ne paiera pas de dividende excédent 25% de son bénéfice distribuable et ne fera aucune distribution tant que :
 - le terme A ne sera pas remboursé;
 - le ratio dette nette/fonds propres sera supérieur à 1.

24. Fournisseurs et autres créditeurs

en EUR '000'	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Dettes commerciales	53.864	58.345	44.429
Dettes vis-à-vis des parties liées	1.614	2.209	2.910
Autres avances reçues	737	242	1.364
Dettes sociales et salariales	10.144	11.012	10.037
Autres dettes courantes	3.338	3.927	2.964
Comptes de régularisation	4.554	3.594	1.867
Total	74.251	79.329	63.571

Les sociétés du Groupe Hamon reçoivent en moyenne entre 30 et 60 jours de crédit de leurs fournisseurs. Le Conseil d'Administration considère que la valeur nominale des dettes commerciales se rapproche de leur juste valeur.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

25. Engagements en matière de location-financement et de location simple

Contrats de location-financement

Les principaux contrats de location financement concernent des terrains et bâtiments en France et en Amérique du Nord, libellés respectivement en euros et en dollars. D'autres contrats moins importants existent pour des véhicules et des équipements de bureaux.

Les engagements du groupe en matière de location financement pour les années futures peuvent se résumer comme suit :

74

en EUR '000'	Paiements minimaux			Valeur actuelle des paiements minimaux		
	31/12/06	31/12/05	31/12/04	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Montants dûs pour les contrats de locations-financement						
- à moins d'un an	764	792	820	581	561	601
- à plus d'un an mais moins de 5 ans	2.337	2.770	2.505	1.894	2.176	1.948
- à plus de 5 ans	1.218	1.829	2.104	1.056	1.562	1.779
	4.319	5.391	5.429	3.531	4.299	4.328
Moins: charges d'intérêt futures	(788)	(1 092)	(1 101)	N/A	N/A	N/A
Valeur actuelle des obligations	3.531	4.299	4.328	3.531	4.299	4.328
Moins: obligations courantes (comprises dans dettes courantes)				(581)	(561)	(601)
Dettes non courantes de location financement				2.950	3.738	3.727

Le terme moyen pondéré des obligations de location financement est de 7,5 années. Le taux d'intérêt moyen pondéré de ces obligations est de 5,46%. La juste valeur de ces dettes de location-financement est proche de leur valeur nominale.

Contrats de location simple

Les engagements pris par le Groupe en matière de contrats de location simple pour les années futures présentent comme suit :

en EUR '000'	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Montants pris en charge dans l'année pour les contrats de location simple	4.200	3.886	4.691
Montants des paiements minimaux dûs pour les contrats de location simple			
- à moins d'un an	2.284	2.494	2.787
- à plus d'un an mais moins de 5 ans	6.547	6.050	7.267
- à plus de 5 ans	1.829	2.600	3.488
Total	10.660	11.144	13.542

Les contrats de location simple concernent principalement des bureaux et dans une moindre mesure des véhicules, des machines et des équipements de bureaux.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

26. Engagement

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est amené à émettre des garanties en faveur de ses clients relatives au remboursement d'acompte, à la bonne exécution des contrats et à des obligations de garantie technique.

Certains de ces engagements font l'objet de garanties bancaires ou d'assurances émises sur les lignes du Groupe :

en EUR '000'	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Garanties bancaires	34.249	35.990	37.920
Garanties d'assurances	6.572	57.481	61.782
Total	40.821	93.471	99.702

Le montant des garanties d'assurances a fortement diminué passant de EUR 57.481 milliers en 2005 à EUR 6.572 milliers en 2006 suite à la réduction des engagements relatifs à un chantier «Yampa» de USD 60.000 milliers.

Lors du refinancement signé en décembre 2006 (voir note 23), la ligne disponible pour les lettres de crédit et garanties bancaires est passée à EUR 39.000 milliers et augmentera contractuellement à EUR 44.500 milliers en juin 2007 et à EUR 50.000 milliers en décembre 2007.

Par ailleurs, le Groupe a cautionné des engagements vis-à-vis de sociétés cédées en 2005 (FBM), faillies (HRCI) ou entreprises associées comme suit :

en EUR '000'	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Engagements de bonne exécution d'affaires	24.206	31.003	33.264
Lettres de confort à des banquiers	3.025	9.036	41.893
Lettres de confort à des fournisseurs	4.080	4.080	8.994
Total	31.311	44.119	84.151

Les engagements pour lesquels une sortie de ressource dans son chef est probable sont enregistrés en tant que passifs. La reconnaissance de ces passifs (en particulier vis-à-vis des banquiers de FBM) explique la réduction de ces engagements hors bilan en 2005 tandis que la fin contractuelle des engagements vis-à-vis des bénéficiaires explique la réduction de 2006.

27. Passifs éventuels

La Société est impliquée dans plusieurs procédures. Les plus importantes sont les suivantes :

SPX

Plusieurs litiges sont survenus avec SPX suite à l'acquisition par ce dernier de certains actifs de l'activité «Refroidissement sec» du groupe Hamon ainsi que de certains actifs de l'activité «Refroidissement humide» du groupe Hamon pour l'Amérique du Nord.

Le premier litige porte sur le non-paiement par SPX de EUR 2,5 millions de la provision retenue par SPX (transaction holdback) et due fin 2004 et de EUR 1,75 million du transaction holdback dû fin 2005 (représentant 85% du transaction holdback).

Le motif principal sur lequel SPX repose son refus est l'existence d'une procédure pénale en Italie relative à la prétendue corruption d'employés de la société Enipower par divers contractants de cette dernière. Tant Hamon que SPX figuraient parmi les nombreuses sociétés citées dans la presse italienne au cours de l'été 2005. Dans la mesure où deux contrats transférés par Hamon à SPX portent sur des chantiers octroyés par Enipower, SPX soutient qu'elle est en droit de refuser la libération du Holdback Amount dans l'attente de l'issue de la procédure pénale. L'enquête pénale en Italie a été clôturée au cours du second semestre de l'année 2006 et Hamon n'a pas été inculpé.

Le deuxième litige porte sur l'utilisation par le groupe SPX (Balcke Durr et Marley) du nom commercial et du logo Hamon en violation de la convention de licence intervenue entre les parties.

Le groupe Hamon a entamé une procédure d'arbitrage à l'encontre de SPX. Cette procédure a notamment pour objectif d'obtenir le paiement des EUR 5 millions (à augmenter des intérêts) de «transaction holdback» que SPX refuse de payer. Hamon considère que les arguments de SPX sont dénués de fondement et s'y est opposé, de façon formelle, dans le cadre de la procédure d'arbitrage. Le transaction Holdback total, de EUR 5 millions, est enregistré en créances non courantes dans le bilan consolidé. La procédure d'arbitrage est toujours en cours.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Faillite de Hamon Research-Cottrell Italia (HRCI)

L'assemblée générale de HRCI a décidé de mettre cette dernière en liquidation volontaire en avril 2005. Hamon avait déjà provisionné un montant significatif pour cette liquidation dans ses comptes 2004. En juin 2005, le liquidateur a déposé les livres auprès du Tribunal de Commerce de Milan. Hamon estime que cette opération ne devrait pas avoir d'impact significatif sur ses comptes futurs.

La société ayant racheté la société italienne **FBM Hudson Italiana Spa** a envoyé un courrier à Hamon et aux administrateurs qui la représentaient au conseil de FBM Hudson Italiana Spa réclamant des indemnités de passif de l'ordre de EUR 14 millions. Hamon considère cette plainte comme non fondée car (i) aucun préjudice n'a été démontré dans le chef de l'acquéreur; (ii) l'acquéreur était parfaitement au courant de la situation de FBM Hudson Italiana Spa suite à son due diligence extensif; (iii) Hamon n'a donné aucune espèce de garanties sur les comptes remis à l'acquéreur, comptes qui ont fait l'objet d'une approbation par l'acquéreur post acquisition. Hamon réfute vigoureusement toute espèce de responsabilité de Hamon ou des administrateurs qui le représentaient. La convention de cession prévoyait un cap aux indemnités éventuelles par Hamon de EUR 550 milliers.

Procédures aux Etats-Unis

Le Groupe est également impliqué dans diverses procédures judiciaires aux Etats-Unis. Parmi celles-ci, les procédures suivantes doivent être mentionnées :

Un litige fait l'objet d'une procédure dans laquelle le plaignant soutient que l'électrofiltre fourni par Entech Corporation avant la reprise de cette société par Hamon Research Cottrell US («HRCUS») était défectueux et réclame un montant de l'ordre de USD 3,9 millions. HRCUS considère que sa responsabilité n'est pas engagée, notamment au motif que les dommages sont causés par des matériels choisis par le client et de leur utilisation par celui-ci, lesquels ne sont pas sous son contrôle. HRCUS a proposé au plaignant le paiement de USD 350 milliers pour solde de tout compte, proposition qui n'a pas reçu d'écho à ce jour. La Direction n'a pas jugé utile de constituer une provision spécifique

dans ce litige, car HRCUS peut se retourner contre les anciens propriétaires de Entech Corporation sur base de la garantie de passif.

Un litige fait l'objet d'une procédure d'arbitrage dans laquelle les demandeurs affirment que HRCUS a manqué à son obligation de livraison d'un système de désulfuration des gaz. Le requérant réclame des dommages de l'ordre de USD 6 millions. HRCUS conteste totalement la demande et a introduit une demande reconventionnelle de l'ordre de USD 2,7 millions. La Direction de HRCUS considère qu'elle n'a pas de responsabilité dans ce dossier et n'a pas jugé utile de constituer une provision spécifique dans ce litige.

Amiante

Le Groupe est impliqué dans diverses procédures de dommages corporels liées à l'amiante. Ces litiges trouvent leur cause dans une période antérieure à l'acquisition par le Groupe en 1998 des actifs de Research Cottrell, Inc. L'amiante n'est pas utilisée dans l'exploitation de HRCUS. Dans les conventions d'acquisition de 1998, le vendeur s'est engagée à indemniser le Groupe de tous dommages subis en raison de telles procédures. Les coûts de ces procédures sont, jusqu'à présent, exclusivement pris en charge par le vendeur. Dans la mesure où ces procédures remontent à une période antérieure à HRCUS et compte tenu de la clause d'indemnisation, la direction de Hamon est d'avis que celles-ci ne présentent pas de risques de responsabilité significative pour le Groupe.

Autres litiges

La nature des activités du Groupe nous conduit à introduire/recevoir des réclamations envers/de la part de nos fournisseurs et de nos clients.

Les réclamations sont couvertes par des provisions spécifiques à partir du moment où il est probable que celles-ci donneront lieu à une sortie de ressources et leur montant peut être estimé de façon fiable. Le Groupe estime avoir couvert tous ses risques potentiels de litiges.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

28. Parties liées

La société-mère ultime du Groupe est la société Sopal International SA (se référer à la note 20 pour le détail de la structure de l'actionariat du Groupe).

Les transactions entre la Société et ses filiales, qui sont des parties liées de la Société ont été éliminées en consolidation et ne sont pas reprises dans cette note. Les détails des transactions entre la Société et les autres parties liées sont mentionnés ci-dessous :

77

COMPTE DE RESULTATS au 31/12/2006

en EUR '000'	Achats				Revenus			Financier		
	de biens	de services	locations d'actifs	management fees	de biens	de services	royalties	charges	revenus	dividendes
Actionnaire de contrôle et entités contrôlées directement ou indirectement par l'actionnaire de contrôle	293	139	529	63	458	241		204		
Autres actionnaires avec influence significative	27			50	1.273	609	352			
Entreprises associées et co-entreprises	25	15			94	237		1		
Autres parties liées					545					

BILAN au 31/12/2006

en EUR '000'	Créances non courantes	Créances courantes	Passifs non courants	Passifs courants
	Actionnaire de contrôle et entités contrôlées directement ou indirectement par l'actionnaire de contrôle		303	9
Autres actionnaires avec influence significative			5	1.066
Entreprises associées et co-entreprises	61	3.462	84	988
Autres parties liées		100		

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

COMPTES DE RESULTATS au 31/12/2005

en EUR '000'	Achats				Revenus			Financier		
	de biens	de services	locations d'actifs	management fees	de biens	de services	royalties	charges	revenus	dividendes
Actionnaire de contrôle et entités contrôlées directement ou indirectement par l'actionnaire de contrôle			704	33	655			427		
Autres actionnaires avec influence significative	2.327			37	811		213			
Entreprises associées et co-entreprises	278				892	102		67	11	119
Autres parties liées										

BILAN au 31/12/2005

en EUR '000'	Créances non courantes	Créances courantes	Passifs non courants	Passifs courants
Actionnaire de contrôle et entités contrôlées directement ou indirectement par l'actionnaire de contrôle		393	1.178	
Autres actionnaires avec influence significative		1.252	105	
Entreprises associées et co-entreprises	38	3.556	1.078	
Autres parties liées				

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

COMPTES DE RESULTATS au 31/12/2004

en EUR '000'	Achats				Revenus			Financier		
	de biens	de services	locations d'actifs	management fees	de biens	de services	royalties	charges	revenus	dividendes
Actionnaire de contrôle et autres entités contrôlées directement ou indirectement par l'actionnaire de contrôle			23	696	743			575		
Autres actionnaires avec influence significative				10	704		337			
Entreprises associées et co-entreprises		533	129		1.614	365		318	3	100
Autres parties liées									2	

BILAN au 31/12/2004

en EUR '000'	Créances non courantes	Créances courantes	Passifs non courants	Passifs courants
Actionnaire de contrôle et autres entités contrôlées directement ou indirectement par l'actionnaire de contrôle		122	6.250	514
Autres actionnaires avec influence significative		143		10
Entreprises associées et co-entreprises	33	2.833		2.358
Autres parties liées		58		

Durant l'année 2006, aucune réduction de valeur n'a été actée sur des créances vis-à-vis de parties liées (zéro en 2005 et 2004).

Les autres entités contrôlées par l'actionnaire de contrôle directement ou indirectement reprennent les sociétés suivantes :

- > Gefimco SA;
- > Cogim NV;
- > Promo Services (Belgium) SA;

Les autres actionnaires avec influence significative sont la Région Wallonne et Esindus S.A.

Les relations avec les parties liées incluent :

- > des relations commerciales (prestations de services rémunérés, paiement de «management fees» aux actionnaires, location de bâtiments); et
- > des relations financières (principalement paiements de commissions sur gages et octrois d'emprunts porteurs d'intérêts).

Le Groupe n'a pas émis de garanties et engagements hors-bilan relatifs aux parties liées à l'exception d'engagements vis-à-vis d'entreprises associées, repris sous la note 13.

Les ventes et achats de biens à ces parties liées sont réalisés aux termes et conditions habituelles du Groupe.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

29. Rémunération des dirigeants

Nous détaillons dans le tableau ci-après les rémunérations (en cumul et charges comprises) de l'Administrateur Délégué, des administrateurs et de l'équipe de Direction, qui doivent être considérés comme les «principaux dirigeants» au sens de la définition d'IAS 24 (ces montants incluent les charges de sécurité sociale supportées par l'employeur).

en EUR '000'	2006	2005	2004
Avantages à court terme			
Rémunération fixe	1.807	1.735	1.672
Rémunération variable	1.587	1.031	641
Sous-total	3.394	2.766	2.313
Avantages postérieurs à l'emploi	85	83	32
Total	3.479	2.849	2.345

Ces rémunérations sont calculées sur la base d'une année complète pour les membres actuels du comité de direction.

Par ailleurs, le total des émoluments bruts qui ont été octroyés aux administrateurs non exécutifs durant l'exercice s'élève à EUR 104 milliers (32,5 milliers au terme de l'exercice précédent). Ces émoluments ont été octroyés conformément aux dispositions (quant au montant global à payer annuellement) arrêtées par l'Assemblée générale des actionnaires. Il n'y a pas eu d'attribution de tantièmes et la société n'a octroyé aucun prêt aux administrateurs. Les administrateurs n'ont en outre effectué aucune transaction inhabituelle avec la Société.

Les administrateurs membres des comités spécialisés perçoivent des jetons de présence de EUR 1.000 par réunion.

30. Personnel

Les charges/coûts du personnel se répartissent comme suit :

en EUR '000'	2006	2005	2004
Rémunérations et charges sociales	40.031	37.800	34.030
Cotisations patronales d'assurance sociales	8.318	8.534	9.655
Autres frais et charges du personnel	1.098	4.413	3.841
Total	49.446	50.747	47.526

La répartition de l'effectif moyen du Groupe par secteur d'activité est la suivante :

	2006	2005	2004
Systèmes de refroidissement	357	341	348
Echangeurs de chaleur	145	160	196
Dépollution de l'air Europe	50	48	46
Dépollution de l'air Amérique	155	152	174
Cheminées	54	48	44
Corporate	18	20	24
Total	779	769	832

31. Evénements postérieurs à la clôture

Les principaux événements qui ont eu lieu depuis le 31 décembre 2006 sont les suivants :

En février 2007, Hamon a signé un accord de joint venture avec la société indienne Shriram EPC, pour le développement des systèmes de refroidissement et de dépollution de l'air en Inde. Grâce aux ressources combinées de Hamon (technologie, renommée) et de Shriram EPC (gestion de projet, ressources financières, contacts locaux), cette nouvelle joint venture devrait pouvoir bénéficier pleinement de la forte croissance du marché indien. Cette opération s'est effectuée après avoir racheté les 26% du capital de la filiale indienne, auparavant détenus par des partenaires indiens. Le capital de cette filiale sera détenu à 50% par Shriram SEPC, grâce à la souscription à une augmentation de capital. Cette nouvelle JV s'appelle Hamon Shriram Cottrell.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Le 16 février 2007, Hamon a finalisé le refinancement de sa dette bancaire, tel que décrit dans le prospectus publié à l'occasion de son augmentation de capital de novembre 2006. Suite à cette opération, la majeure partie de sa dette bancaire est maintenant à long terme.

Le 21 février 2007, la cotation de l'action Hamon est passée du marché du fixing au marché continu d'Eurolist by Euronext Brussels. Ceci est la conséquence des volumes élevés de titres échangés et du nombre important de transactions sur le titre Hamon constatés journalièrement.

A partir du 2 avril 2007, l'action Hamon fait partie de l'indice Bel Small.

32. Honoraires du Commissaire

Pour l'ensemble du périmètre consolidé du Groupe, les honoraires perçus par le commissaire et son réseau (Deloitte) pour l'exercice 2006 s'élèvent à EUR 722.922 et se répartissent comme suit :

> Honoraires liés	
à l'audit des comptes :	EUR 483.359
> Autres missions révisorales :	EUR 183.218
> Missions légales :	EUR 2.500
> Missions d'assistance IFRS :	EUR 53.845

X. RAPPORT DU COMMISSAIRE REVISEUR

Deloitte

Revisers d'Entreprises
Berkenlaan 8b
B-1831 Diegem
Belgium

Tél.: +32 2 800 20 00
Fax: +32 2 800 20 01
<http://www.deloitte.be>

82

HAMON & CIE (INTERNATIONAL) SA

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES CLOTURES LE 31 DECEMBRE 2006 PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

Aux actionnaires

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire qui nous a été confié. Ce rapport inclut notre opinion sur les états financiers consolidés ainsi que la mention complémentaire requise.

Attestation sans réserve des états financiers consolidés avec paragraphes explicatifs

Nous avons procédé au contrôle des états financiers consolidés de HAMON & CIE (INTERNATIONAL) SA (la «Société») et de ses filiales (conjointement le «Groupe»), établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et avec les dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés cotées en Belgique. Ces états financiers consolidés comprennent le bilan consolidé clôturé le 31 décembre 2006, le compte de résultats consolidé, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau de financement consolidé pour l'exercice clôturé à cette date, ainsi que le résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives. Le bilan consolidé s'élève à 212.351 (000) EUR et le bénéfice consolidé (part du Groupe) de l'exercice clôturé à cette date s'élève à 13.021 (000) EUR.

Les états financiers de certaines sociétés importantes comprises dans le périmètre de consolidation pour un montant total d'actifs de 45.076 (000) EUR et un bénéfice total de l'exercice (part du Groupe) de 2.976 (000) EUR ont été contrôlés par d'autres réviseurs. Notre attestation sur les états financiers consolidés ci-joints, dans la mesure où elle porte sur les montants relatifs à ces sociétés, est basée sur les rapports de ces autres réviseurs.

L'établissement des états financiers consolidés relève de la responsabilité du conseil d'administration. Cette responsabilité comprend entre autres : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Revisers d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

RAPPORT DU COMMISSAIRE RÉVISEUR *(suite)*

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en oeuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, y compris l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur dans le Groupe pour l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Nous avons également évalué le bien-fondé des méthodes comptables, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Groupe, ainsi que la présentation des états financiers consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la Société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis, ainsi que les rapports des autres réviseurs sur lesquels nous nous sommes basés, fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, et sur base des rapports des autres réviseurs, les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2006, et de ses résultats et flux de trésorerie pour l'année clôturée à cette date, conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Sans remettre en cause l'opinion sans réserve exprimée au paragraphe précédent, nous attirons l'attention sur les incertitudes suivantes :

- Comme mentionné dans le rapport de gestion sur les états financiers consolidés et dans la note IX.15, le bilan consolidé au 31 décembre 2006 comprend des impôts différés actifs comptabilisés sur des pertes fiscales reportées d'un montant de 11.176 (000) EUR (15.306 (000) EUR au 31 décembre 2005). La réalisation de ces actifs dépend de la capacité du Groupe de dégager des bénéfices imposables conformes aux prévisions;
- Comme mentionné dans le rapport de gestion sur les états financiers consolidés et dans la note IX.27, le bilan consolidé au 31 décembre 2006 comprend toujours sous la rubrique «Clients et autres débiteurs non-courants» une créance d'un montant de 5.000 (000) EUR résultant de la cession en décembre 2003 des opérations de la division de refroidissement sec du Groupe à SPX Corp. Le recouvrement de cette créance dépend de l'issue des procédures judiciaires en cours, laquelle ne peut être prévue à ce jour.

Nous avons émis en date du 15 mai 2006 une attestation avec réserve et paragraphes explicatifs sur les états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2005 qui sont présentés à titre comparatifs dans les états financiers consolidés ci-joints. Par ailleurs, les états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2004, préparés selon les normes comptables belges, ont été contrôlés par un autre commissaire qui a émis, en date du 20 mai 2005, un «refus d'attestation motivé par une déclaration d'abstention et une opinion négative sur ces comptes consolidés». Ces derniers ont fait l'objet de retraitements afin de les rendre conformes au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Nos contrôles quant aux chiffres de l'exercice 2004 présentés dans les états financiers consolidés ci-joints se sont limités à l'examen des retraitements comptabilisés par la Société.

Mention complémentaire

L'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les états financiers consolidés relèvent de la responsabilité du conseil d'administration.


Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport la mention complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des états financiers consolidés:

RAPPORT DU COMMISSAIRE RÉVISEUR *(suite)*

- Le rapport de gestion sur les états financiers consolidés traite des informations requises par la loi et concorde avec les états financiers consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Bruxelles, le 16 mars 2007

Le Commissaire



DELOITTE Reviseurs d'Entreprises
SC s.f.d. SCRL
Représentée par Laurent Boxus

XI. COMPTES SOCIAUX DE HAMON & CIE (INTERNATIONAL) S.A.

Bilan résumé au 31 décembre, après répartition

Les comptes sociaux de la société mère Hamon & Cie (International) S.A. sont présentés ci-dessous de manière synthétique. Le rapport de gestion et les comptes annuels de Hamon & Cie (International) S.A. ainsi que le rapport du Commissaire seront déposés à la Banque Nationale de Belgique après leur approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 2007, conformément aux articles 98, 100, 101 et 102 du Code des Sociétés publiés le 6 août 1999.

Ces rapports sont disponibles sur demande à l'adresse suivante : rue Emile Francqui 2, 1435 Mont-St-Guibert, Belgique.

Le Commissaire a émis une attestation sans réserve des comptes annuels 2006 de Hamon & Cie (International) S.A.

85

<i>en EUR '000'</i>	2006	2005	2004
Actifs immobilisés	69.131	73.450	64.714
I. Frais d'établissement	917	758	1.419
II. Immobilisations incorporelles	295	795	1.846
III. Immobilisations corporelles	653	166	215
IV. Immobilisations financières	67.266	71.731	61.234
Actifs circulants	13.391	13.425	28.634
VII. Créances à un an au plus	11.532	12.994	28.366
VIII. Placements de trésorerie	16	15	15
IX. Valeurs disponibles	274	386	97
X. Comptes de régularisation d'actif	1.569	30	156
Total de l'actif	82.522	86.875	93.348
Capitaux propres	19.341	1.018	374
I. Capital	2.158	1.762	43.700
II. Prime d'émission	19.668	43	191
IV. Réserves	11.569	11.570	11.569
V. Bénéfice reporté	(14.054)	(12.357)	(55.086)
Provisions et impôts différés	764	4.270	44
Dettes	62.417	81.587	92.930
VIII. Dettes à plus d'un an	36	1.409	7.643
IX. Dettes à un an au plus	62.190	79.812	85.154
X. Comptes de régularisation de passif	191	366	133
Total du passif	82.522	86.875	93.348

COMPTES SOCIAUX DE HAMON & CIE (INTERNATIONAL) S.A. (suite)

Compte de résultats résumé au 31 décembre

en EUR '000'	2006	2005	2004
I. Ventes et prestations	4.056	5.658	4.765
A. Chiffre d'affaires	4.056	5.658	4.765
C. Production immobilisée	0	0	0
D. Autres produits d'exploitation	0	0	0
II. Coût des ventes et prestations (-)	6.106	6.055	6.737
A. Approvisionnement	17	64	0
B. Services et biens divers	2.354	2.158	2.932
C. Rémunération	2.486	2.006	1.984
D. Amortissements	1.219	1.702	1.856
E. Réductions de valeur s/ stock, commandes en cours, créances commerciales	0	3	(92)
F. Provisions pour risques & charges (dotations +, utilisations et reprises -)	(13)	42	44
G. Autres charges d'exploitation	43	80	13
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	0	0	0
III. Résultat d'exploitation	(2.050)	(397)	(1.972)
IV. Produits financiers	3.734	3.707	3.991
V. Charges financières	(5.757)	(4.332)	(4.201)
VI. Résultat courant avant impôt	(4.073)	(1.022)	(2.182)
VII. Produits exceptionnels	4.491	6.494	1.818
VIII. Charges exceptionnelles	(2.115)	(17.829)	(14.057)
IX. Résultat avant impôts	(1.697)	(12.357)	(14.421)
X. Impôts	(0)	(0)	0
XI. Résultat de l'exercice	(1.697)	(12.357)	(14.421)

COMMENT NOUS CONTACTER ?

Hamon & Cie (International) S.A.

Axisparc
Rue Emile Francqui 2
B-1435 Mont-Saint-Guibert
Belgique

Téléphone : +32 10 39.04.00
Fax : +32 10 39.04.01
Courriel : corporate@hamon.com
Site Web : <http://www.hamon.com>

T.V.A.: BE 402.960.467
N° d'entreprise : 0402.960.467

Relations avec les investisseurs et communication financière

Bernard Van Diest, directeur financier du Groupe

Téléphone : +32 10 39.04.22
Fax : +32 10 39.04.16
Courriel : bernard.vandiest@hamon.com

Editeurs responsables

Francis Lambilliotte
Bernard Van Diest

This annual report is also available in English.